This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

MATÉRIAUX

POUR SERVIR

À L'HISTOIRE

DES ANNEES

1805, 1806 ET 1807.

DÉDIÉ.

AUX PRUSSIENS

PAR

UN ANCIEN COMPATRIOTE.

NOUVELLE EDITION.

A FRANCFORT ET A LEIPZIC

CHEZ FREDERIC NICOLAI.

MDCCCVIII.

AUX PRUSSIENS.

Prussiens, recevez les adieux d'un compatriote qui ne l'est plus que du coeur, et dans le livre qu'il vous dédie, un dernier tribut d'amour. Quand vous lirez mon ouvrage, des mers m'auront séparé de vous. Je vais dans un autre monde; non pas chercher une autre patrie, on ne remplace pas la première; non pas avec l'espérance du bonheur, il habitoit parmi vous. Victime plus que d'autres du malheur public, j'ai survécu à toutes mes affections, à la plus chère, à votre gloire. Je n'aspire qu'à trouver le repos qui suit les orages et à fuir le spectacle de vos maux.

J'ai vu votre chûte et elle a déchiré mon coeur; mais j'ai entendu l'ignorance et la haine vous juger et

l'indignation m'a mis la plume à la main. La méchanceté sera-t-elle donc toujours plus active que le devoir? Des écrivains obscurs se succèdent pour vous traîner dans la boue; le patriote gémit et se tait. Pourquoi? Comment la vérité percera-t-elle le voile, si le monde n'entend publier que ce qui vous accuse et jamais ce qui vous honore? On dénonce à l'histoire votre gouvernement comme un gouvernement énervé, vos hommes d'état comme corrompus, vous même comme un peuple leger, sans caractère, sans courage. L'étude des causes est longue, la calomnie est facile. Avant de m'arracher du milieu de vous, j'ai voulu vous laisser un monument qui, en vous rappelant ce que vous avez été, vous consolat un moment Je vous remets sous les yeux le tableau de nos dernières années. Il détrompera l'étranger qui sur la

foi de quelques plumes vénales, vous a crus dégradés, parceque vous avez été malheureux.

Je ne vous donne ici ni de ces jugemens sans preuve, qu'on jete comme un appât à la crédulité du simple, ni de ces déclamations haineuses que le méchant préfère à la preuve. J'ai eu des relations précieuses et j'ai recherché les hommes sages, pour rectifier mes jugemens sur les leurs Je n'ai pas tout dit, le devoir ne le permet pas, mais j'ai dit ce qui étoit vrai; le mal, pour être juste, le bien, parce qu'il en fesoit à mon coeur.

Quand un écrivain anonyme parle ainsi de lui-même, il n'a de garant que son ouvrage. Mais la vérité a son caractère; un oeil exercé ne s'y trompe pas. Mes juges sont ceux d'entre mes compatriotes, qui ont connu mieux que la foule le gouvernement et ses ressorts. Je ne crains pas d'en appeler à leurs lumières.

Je dirai d'abord ce que la Prusse a été jusqu'en 1805 et les causes de sa trompeuse grandeur. Je montrerai qu'il y a eu dans l'état un principe de vie et un principe de mort, également méconnus. Depuis l'année 1805 où le voile qui couvroit notre néant a été levé, je retracerai les événemens avec plus de suite, mais à grands traits, sans répéter ce qu'on sait, ni copier les feuilles publiques, en m'attachant surtout à expliquer les grands phénomènes moraux, qui, sont dans l'histoire tout ce que son étude a d'intéressant et d'instructif.

Concitoyens, j'ai écrit dans une langue qui n'est pas la mienne, premièrement parceque ceux d'entre vous qui me liront la possèdent, mais surtout pour que l'étranger m'entende et qu'il apprenne à vous juger. J'aime mieux écrire moins bien et, s'il se peut, vous regagner plus de coeurs.

La troisième coalition alloit éclater. La Prusse, enhardie par huit ans de prospérité, s'obstinoit à rester neutre. Toutes les cours, même ses alliés, se trompoient sur les causes de son système. Dans l'intérieur, des légions de fanatiques s'étudioient à l'avilir. Quelques sages prévoyoient en soupirant qu'il ne dureroit pas toujours.

Pour apprécier à leur juste valeur les reproches qu'on a faits au cabinet de Berlin et les jugemens qu'on a portés sur les prétenduës causes de nos revers, pour arriver par cet examen à la seule explication des derniers événemens qui satisfasse à tout, hors au besoin de réprouver ou de haïr, il importe de se faire une idée bien juste de la situation où se trouvoit la Prusse en 1805 tant intérieurement qu'au dehors. Retraçons avant toutes choses ce double tableau. Le souvenir en est si

peu étranger à la question, qu'au contraire il l'épuise. Toutes les hypothèses calomniatrices tomberont d'elles mêmes, quand on aura vû ce qu'étoit la Prusse considérée toute seule. Tous les miracles s'expliqueront naturellement quand on aura mieux jugé ses entours.

Frédéric Guillaume III régnoit depuis huit ans. Particulier, il eut été l'idole de ses amis Roi, il lui a manqué seulement quelques hasards plus heureux pour être placé dans l'histoire aux premiers rangs. Comme sa manière d'être intellectuelle et morale nous donnera la clef de bien des faits, c'est elle avant tout qu'il nous importe de ne pas juger à demi.

Sa première éducation avoit été mauvaise et le choix ses instituteurs une énigme pour la nation. Is sut se former lui même à deux grandes écoles. Le régne de son Grand-oncle lui offrit les modèles à suivre, celui de son père les écueils.

à éviter. Dans le silence d'une jeunesse sage, il sût observer avec fruit et se tracer à tems sa route future. Fils et sujet respectueux, il ne se permit jamais de prononcer sur les fautes de son père; mais les ressources violentes auxquelles il le vit réduit, lui apprirent que l'économie est la première condition d'un règne heureux et, dans les plaines de la Champagne, au milieu des débris de l'armée Prussienne, il fit voeu de conserver la paix à ses peuples.

Il monta sur le trône, sans qu'aucun orage eut fait parler de sa jeunesse, avec des connoissances imparfaites, mais avec des résolutions méditées et un coeur libre de toute passion, si l'on n'appelle ainsi l'amour du bien et les affections domestiques. Ce calme du coeur lui facilita toutes les études, en éloignant de lui tous les préjugés, et sans avoir jamais mis de faste dans son exactitude à remplir ses devoirs de Roi, méconnu peut être sous ce rapport à force de simplicité, tandisque l'heure du travail étoit plus sacrée

pour lui que pour le moindre de ses serviteurs, il avoit, à l'époque dont nous retraçons le tableau, plus que des connoissances ordinaires.

Il possédoit à fond l'histoire du pays, celle de ses ancêtres, celle de nos guerres. Comme, dès le commencement de son règne, ses relations extérieures avoient été difficiles, il lisoit de préférence ce qui paroissoit sur l'histoire du jour et pouvoit l'éclairer sur ses devoirs. Cependant la pensée des autres n'étoit pas ce qui rendoit la sienne plus sûre. Il devoit à la nature un sens exquis; mais, pour qu'il l'exerçat dans toute sa pureté, il falloit qu'aucune opinion étrangère n'eut pu l'atteindre. Par une bizarrerie inexplicable de l'esprit humain, avec l'opinion qu'il devoit avoir de lui-même, avec l'expérience vingt fois répétée que, de tous ses conseillers, le plus incorruptible étoit son propre tact, cet homme singulier n'avoit jamais sû se mettre à sa véritable place. Il n'avoit pu prendre dans ses lumières qu'une confiance timide. A

moins qu'un grand devoir ne parlât à son noble coeur, et celui là se fesoit toujours entendre, il ne décidoit qu'à regret entre des opinions différentes. Il en est résulté du mal. Non seulement dans les premières années de son règne, le bien s'est fait plus lentement qu'il n'auroit pu, parceque, dans l'attente de motifs nouveaux et de lumières plus sûres, il aimoit à remettre des résolutions même bienfaisantes, quand toutes les chances n'en étoient pas également calculées; mais, à l'époque des catastrophes, il y a eu des momens graves où son courage et son coup d'oeil nous auroient servis, s'il avoit dédaigné tout autre conseil que le sien.

Jamais une volonté ne fut plus pure, plus égale, plus constante que celle de Frédéric Guillaume III. Il avoit une haute idée de ses devoirs et il n'est pas de sacrifice pénible qu'il ne leur eut fait, mais avec tant de simplicité que lui seul peut-être l'eut sû. Le bien, tel fut dans tous les momens l'unique besoin de sa raison et le grand besoin de son coeur. Capable seulement

d'affections honnêtes et douces, il alloit au but sans qu'aucun penchant moins noble l'en détournât, et il jouïssoit sur la route. Sa bonté étoit si parfaite, et ses principes si sûrs, qu'il eut pu se passer de l'une ou des autres. Avec d'autres goûts, il auroit fait le même bien; avec moins de lumières, il l'auroit fait encore.

Il avoit sur les grands rapports de l'état des idées, avec lesquelles il auroit gouverné des anges plus sûrement que des hommes. Tous ces calculs lointains de la politique qui sacrifient le présent à des intérêts futurs, peut-être incertains, répugnoient à son sens moral. Il ne connoissoit de guerre juste que celle qui se fait pour la défense immédiate de l'état. Nous verrons par la suite de cet ouvrage de quelle conséquence ce principe sublime et dangereux a été pour le sort de la monarchie.

Heureusement Frédéric Guillaume pouvoit avoir en politique quelqu'opinion que ce fut, sans risquer qu'on l'attribuat à des causes indignes de son caractère ou de son rang. Quand le sang des Ho-

henzollern n'auroit pas coulé dans ses veines, il avoit fait ses preuves de bravoure dans les campagnes du Rhin et dans celle de Pologne. Hélas, il les a répétées depuis, sans que l'héroïsme ait rien pu contre les calculs du génie. Son courage n'étoit pas celui du jeune homme qui suit en aveugle son instinct, ni celui de l'ambitieux qui risque tout pour tout obtenir; c'étoit le courage de l'homme parfaitement moral pour qui le devoir est tout, et qui, placé entre le devoir et la mort, n'imagine pas même que le choix soit encore à faire.

Du cabinet où, sans phrases et sans faste, il ne s'étoit occupé que de vuës utiles et de projets bienfaisans, il passoit au sein d'une famille chérie et il y portoit d'autres vertus, mais qui toujours avoient le même caractère. Sa femme, car pourquoi mon style n'auroit-il pas la simplicité de son langage? Sa femme, ses enfans, ses frères, tel étoit le cercle où il alloit chercher les jouïssances que le trône ne donne pas. Là, plus heureux

me. Le feu Roi avoit hérité de Frédéric le grand un trésor de septante et deux millions d'écus de Prusse et laissé pour tout héritage à son fils vingt huit millions de dettes, des institutions financières devenues l'horreur de la nation, un crédit qui déjà commençoit à s'altérer et des besoins qui devoient croître chaque jour avec les fruits de sa déplorable croisade en Champagne.

A peine sur le trône, Frédéric Guillaume III rétablit dans toutes les branches une économie, non pas sévère, mais sage. Il se défendit à lui-même tout luxe inutile. L'état de sa maison étoit celui d'un prince bien au dessous de son rang. On ne m'en croiroit pas si j'articulois la somme dont la Reine disposoit annuellement; mais ce que mes compatriotes au moins croiront sans peine, c'est que des bienfaits, le plus souvent ignorés, en absorboient la plus grande part. Sans examiner encore jusqu'à quel point nos principes en politique ont pu nuire sous d'autres rapports, le Roi leur dût

huit ans de repos et profita habilement des moyens de prospérité que le commerce et la paix offrirent à sa nation, pour faire servir au rétablissement de ses finances le surcroît de ses revenus. En peu d'années les dettes furent toutes ou payées ou fondées. On n'avoit pu sans doute reproduire le trésor de Frédéric II, premièrement parcequ'il avoit fallu partir de plus loin, en second lieu parcequ'on avoit l'expérience des playes que portent à l'industrie des opérations d'économie trop violentes Mais déjà les épargnes étoient considérables, et lorsqu'en 1805 et l'année suivante les événemens forcèrent le Roi à faire marcher son armée, elles suffirent aux premiers frais.

Ainsi, dans le moment où nos malheurs politiques ont commencé, la Prusse étoit à-peu près sans dettes, elle avoit un trésor et sa recette annuelle surpassoit sa dépense d'une somme qui seule eut fait la richesse d'un souverain du troisième rang. Quel état en Europe pouvoit sous ce premier rapport se placer à côté d'elle?

Et qu'on ne pense pas que ces moyens fussent dûs à un système d'administration oppresseur et que l'état se fut libéré au prix de la misère du peuple. Rien ne ressembloit moins que les principes de nos derniers tems à cette fiscalité dure qu'on avoit reprochée au grand Frédéric. Les monopoles rétablis par le feu Roi dans sa détresse, avoient été abolis par Frédéric Guillaume III riche de son économie. On avoit rendu à l'industrie nationale et les objets dont l'état s'étoit emparé dans d'autres tems, et ceux dont il avoit fait la propriété de quelques familles. Le commerce étoit devenu, non pas ce qu'il pouvoit être, mais ce qu'il n'avoit jamais été, quoique sans doute, et j'en fais l'aveu pour être juste, il dût aux circonstances politiques autant qu'aux institutions du gouvernement. Une grande partie des revenus de la couronne provenoit de ses domaines. La nation payoit le reste sans qu'elle se sentit foulée, grace à l'impot indirect, sur lequel on s'obstinoit à en croire l'expérience du grand

même plus que les théories du jour. Toutes les villes commerçantes s'étoient élevées à un degré nouveau de splendeur. Parmi les petites villes de province qui n'avoient dû leur aisance qu'à des circonstances perduës, plusieurs semblaient déchoir, mais l'habitant des campagnes n'étoit pas inutilement laborieux, et tous les jours la banque royale voyoit verser dans ses caisses les épargnes du paysan qui ne les croyoit sûres que là. D'ailleurs le gouvernement, fidèle aux anciens principes, ne recevoit que pour rendre; la plus grande partie de ce qui lui restoit de disponible au bout de l'an refluoit dans les provinces et nourrissoit l'agriculture, le commerce et les arts utiles. Les villes étoient bâties, les terreins bruts défrichés, les fermiers de l'état qu'un malheur non mérité avoit mis dans la détresse, relevés à tems par des remises, les manufactures solides secouruës, des colonies d'étrangers industrieux établies dans les provinces où les bras manquoient encore, des essais hasardés avec sagesse pour

le morcèlement des grandes fermes, des sommes étonnantes accordées tous les ans aux propriétaires terriens qui prouvoient l'intention de les employer à des améliorations utiles. Les communes et les corvées, ces deux grands obstacles au perfectionnement de l'agriculture, avoient été, celles-là partagées, celles-ci déclarées rachetables, partout où le gouvernement avoit pu commander ou influer du moins par la force de l'exemple et des encouragemens. Posen avoit péri par les flammes. Le Roi la fit rebâtir plus belle. La Vistule, inconstante comme la nation dont elle arrose les plates campagnes, tendoit sans cesse à changer de lit. Grace aux beaux ouvrages de Montau, elle ne menaça plus des contrées précieuses. Les salines de Colberg, propriété commune de quelques familles Poméraniennes, rendoient peu de chose sous un régime vicieux. Elles furent achetées des fonds de l'état, et bientot promirent un riche produit. Le commerce des provinces entre elles étoit entravé par des péages

qui datoient encore de l'époque où elles avoient appartenu à différens maîtres. Frédéric Guillaume III, sourd aux calculs d'une fi calité mesquine, abolit ces institutions qu'avec toute leur sagesse ses ancêtres avoient conservées. Nos laines, le trésor de nos manufactures, étoient grossières. Des hommes intelligens furent envoyés au fond de l'Espagne pour y acheter des brebis de premiere race, et elles furent disttibuées aux grands propriétaires. Ainsi le bien, qui jamais ne s'achève, se fesoit d'année en année. Ainsi l'éternelle circulation du numéraire et un mouvement continu dans tous les moyens d'industrie doubloient la richesse nationale, rendoient moins sensible le poids des impots et préparoient pour le moment du besoin, plus de ressources extraordinaires que notre pauvreté relative n'en eut promises à des maitres moins paternels.

Je dis notre pauvreté relative, car partout ailleurs il eut suffi, pour conduire aux mêmes résultats, de ne pas faire le

mal. Nous avions besoin d'un gouvernement actif, qui sût aider à la nature, conserver ou produire en dépit d'elle, et, moins nous devions aux choses, plus il étoit essentiel que nous dussions aux hommes. C'étoit un de leurs plus beaux triomphes que l'ouvrage de Frédéric, et chaque jour ajoutoit à cet ouvrage.

Tandis qu'à l'ombre d'institutions bienfaisantes, le Prussien, qui n'est pas né pour l'opulence, pouvoit dans toutes les classes atteindre à la douce médiocrité, des loix, jugées depuis lontems par l'Europe, veilloient à lui conserver ses droits héréditaires et acquis. Ici, je le sais, nos grands titres à l'estime des nations datent de plus haut. Si, au lieu de traditions confuses, disparates, inapplicables, dont l'habitude avoit fait des règles, nous avons eû les premiers un code, qui a puisé les siennes, soit à la source éternelle de la vérité, soit dans des circonstances qui nous appartiennent et dans des besoins qui ne sont qu'à nous, si sous les auspices de Napoléon, ce beau monument de

notre gloire, mieux connu de sa nation, lui a offert à elle même des modèles, c'est une portion de l'héritage que Frédéric II nous a laissé. Oui, le code existoit, mais songeons que dans le monde moral les choses n'ont de garantie que la volonté des hommes. Honorons ceux aussi qui veillent sur les créations du génie et rappellons nous qu'à peine connu, n'ayant pas encore force de loi, déjà le code avoit manqué de périr. Son immortel auteur, en élévant l'édifice, n'avoit pas craint d'en montrer la base. Il avoit proclamé dans l'introduction quelques vérités grandes que ses pareils ne redoutent pas. On en eut peur après lui, et peu s'en fallut alors que nous ne perdissions notre plus beau titre d'honneur. Le règne de Frédéric Guillaume III a été un long hommage à l'esprit de ce bel ouvrage. Sous lui, nous n'avons redouté que notre conscience et les loix. Certain de la haine du prince, si Frédéric Guillaume avoit sû haïr, le serviteur honnête n'auroit craint ni pour sa place, ni pour ses

espérances. L'autorité du Roi étoit nulle dès que les loix avoient parlé. Une seule fois depuis son avénement, il avoit mis à leur place le pouvoir et, ce qui frappa le contemplateur, il l'avoit osé dans les premiers jours de son règne et dans une occasion delicate où l'exception avoit dû couter à son coeur. Mais cette fois cet homme pur avoit suivi son instinct. Il avoit plus honoré les moeurs qu'il n'avoit blessé les formes, et son peuple l'a compris.

Les loix, placées hors de l'influence du souverain, ont un écueil de moins à craindre Mais elles ne peuvent se passer d'organes et, si ces organes ne sont purs, que peut la sagesse qui les a dictées? La perfection n'habite pas cette terre; les exceptions sont de tous les lieux. Mais la colomnie a respecté nos tribunaux. Mais, parmi ceux qui y siègent, que de noms généralement révérés! Il suffit de citer la Chambre de justice et le Tribunal suprême pour reveiller les idées de droiture, d'incorruptibilité, de courage,

Ce

Ce n'est pas là qu'on ira chercher les preuves de notre prétendue dégradation. Quand, sous le règne du feu Roi, des fanatiques tout puissans voulurent perdre un malheureux curé de campagne pour avoir manqué à des formes, quand on eut travaillé tour-à-tour les membres de la chambre de justice, parcequ'ils étoient sourds à l'autorité, quand l'autorité eut poussé la vengeance jusqu'à tâcher de les avilir, tous, riches et pauvres, donnèrent l'exemple d'un respect profond pour le trône et d'une opposition invincible à des volontés illégales. Ils se laissèrent opprimer sans murmure, mais ils restèrent les organes de la loi seule. Quelques années auparavant, dans un moment non moins critique, lors de la fameuse affaire du meunier Arnold, ils étoient convenus entre eux, par un accord secret et d'autant plus noble, que s'ils devenoient les victimes de l'autorité, la fortune de tous seroit à tous, fesant ainsi du devoir le noeud d'une glorieuse amitié, et rendant ceux d'entr'eux qui n'avoient de ressource que leur place, aussi indépendans quant aux rapports extérieurs que la con-

science de tous l'avoit été. Ces hommes courageux vivoient encore à l'époque de notre chûte, honorant nos moeurs et fesant respecter nos loix, soit dans les mêmes places, soit ailleurs, et formant dans la capitale et dans les provinces des élèves dignes d'eux. Nommez un Kircheisen aux Berlinois, ils n'entendront prononcer ce nom qu'avec respect. Mais si le respect d'un peuple entier vous semble quelque chose, n'allez pas puiser dans des pamphlets obscurs l'idée que vous devrez prendre de notre justice et des hommes qui la rendent. Interrogez ce juge sévère, interrogez ses pareils, vous entendrez que nous ne sommes pas tombés pour avoir été pauvres en hommes instruits et vertueux; et, cet état de choses, vous en attribuerez un peu le mérite au gouvernement, quand vous vous direz qu'il n'a jamais entravé la marche des loix, que l'instruction fut un de ses soins favoris, et que c'étoit près du trône qu'on alloit chercher l'exemple des moeurs *).

*) Lisez aussi, sur cette question, l'excellent ouvrage de Mr. de Bulow, dans lequel il réfute

Mais il n'existe pas une chambre de justice qui juge les querelles des états, et, pour eux, le conseil des Amphictyons c'est une armée toujours prête. La nôtre a été l'objet d'une admiration aveugle jusqu'à nos malheurs, elle a été indignement calomniée depuis. Elle avoit ses vices, elle en avoit de grands; mais ce n'étoient pas des vices qu'un gouvernement inepte ou lâche y eut laissé introduire. Ils étoient dans sa constitution primitive, soit qu'ils y eussent toujours été comme vices, ou que des institutions, utiles dans l'origine, eussent cessé de l'être par le changement des tems. De ces imperfections voici les plus graves. Soyons justes, même quand nos aveux nous accusent.

1) J'aborde avec peine une première question, parceque je n'ai pas la confiance des écrivains du jour, qui d'un trait de plume prononcent sur l'ouvrage du tems et sur la sagesse des siècles. On de-

---

d'une manière si victorieuse les fausses assertions d'un étranger.

vine que je veux parler de la noblesse héréditaire, entant que nos officiers n'étoient pris communément que dans cette classe. Je n'ose adopter ni rejeter sans réserve tout ce que des plumes haineuses ont soutenu ou des plumes sages hasardé, en débattant la question. Mais, au nom de Dieu, qu'on se garde bien d'appliquer imprudemment des règles puisées uniquement dans l'histoire de la révolution françoise. Il est des circonstances violentes qui changent la nature de l'homme et lui créent une puissance morale qu'il n'aura ni toujours ni partout. Les François sont sortis vainqueurs d'une lutte sans exemple, non pas parcequ'il n'y avoit plus de nobles dans leur armée, mais parceque leur histoire les avoit, pour ainsi dire, tous anoblis. Hors de ces tems de révolutions et d'orages que toutes les nations ont connus ou connoîtront à leur tour, où l'oeil même de l'enfance s'accoutume au sang, où la mort toujours présente est de toutes les idées la plus commune, où les jouissances vulgaires ont

perdu leur prix, où l'énergie des volontés se développe, où l'homme connoit sa force, parcequ'il en a besoin tous les jours, où l'on est sans cesse jeté hors de soi par de grands intérêts ou de grands spectacles, hors de ces tems, je le demande, le courage qui fait affronter la mort, n'est il pas dans l'homme l'ouvrage de l'art? Ou, s'il lui est naturel comme au lion, quand il défend sa femme, ses enfans, le champ qui le nourrit, le voisin peut-être que des brigands égorgent pour arriver plus sûrement à lui même, n'est il pas vrai qu'à mesure que la société dans laquelle il vit, s'étend, à mesure que l'intérêt de ses entours est moins immédiatement le sien, il est moins prêt aussi à s'exposer pour le défendre? Dès lors, sera-ce en effet une création sans utilité, que celle d'une classe d'hommes appelés par la naissance, par l'éducation, par le besoin de tous les momens, par l'aiguillon de prérogatives glorieuses, par la crainte de l'infamie qui suit la foiblesse et de la dégradation civile qui suit l'in-

tier abominable de recrutage, où ils n'avoient autour d'eux pendant des années entières que le spectacle du vice. Ce mal avoit été nécessaire, tant que la Prusse, forcée à un rôle fatigant, avoit entretenu une armée trop nombreuse pour sa population. Mais pourquoi conservoit-on des élémens vicieux depuis les progrès de la monarchie? Grace au système qui pendant dix mois de l'année rendoit à l'agriculture le plus grand nombre des conscrits, notre armée ne surpassoit plus autant nos moyens. Remarquons cependant que ce mode de recrutement étoit général en Allemagne et adopté même en Autriche, où la disette d'hommes le justifioit moins qu'ailleurs. Il est vrai que les conséquences du mal n'étoient pas les mêmes autrefois. Les mobiles qui longtems avoient suffi pour diriger la machine, ne suffisoient plus ajourd'hui. Des lumières nouvelles ont contraint à des procédés nouveaux. Partout on affecte de parler à la raison de l'homme. Mais vous qui, à la veille d'une guerre,

en appellez dans des proclamations oratoires au patriotisme du soldat, à son intérêt, à son devoir, à ses affections domestiques, le pouvez-vous avec pudeur, tant que cinquante mille bannis vous entendent, sans que, de toutes ces images, il en soit une seule à leur usage?

5) De ces tems où le grand moyen de discipline étoit le châtiment et la crainte, où l'état entretenoit des machines pour sa défense, il étoit resté sur l'état militaire des idées qui tuoient l'honneur. L'exemtion du service étoit un privilège. On composoit avec le premier devoir du citoyen. Dans les villes les plus populeuses et les plus riches, l'habitant étoit dispensé de porter les armes. Dans plusieurs classes, et c'étoient les plus honorées, l'état du père exemptoit également les enfans. Ainsi la patrie repoussoit de préférence les défenseurs, de qui surtout elle pouvoit attendre l'honneur qui tient aux lumières, et le courage que donne la propriété. Ainsi le citoyen, appelé sous les drapeaux, s'accou-

tumoit à regarder comme une peine ce qui devoit lui donner un rang. Ainsi la capitale et les grandes villes, dont malheureusement tant de causes favorisent l'accroissement, se peuploient encore de fugitifs qui venoient ou se dérober eux mêmes à l'appel de la patrie ou y soustraire au moins leurs enfans.

4) L'ordre du tableau étoit la mort du talent. Il n'est pas nécessaire que tous les officiers soyent des génies. Un grand nombre n'est là que pour faire aller les détails de la machine, et ceux-là aussi, n'eussent ils d'autre mérite qu'un esprit d'ordre et le courage qui exécute sans comprendre, doivent trouver dans un avancement honorable la récompense du dévouement Mais pourquoi la compagnie qui donnoit plus que l'aisance, n'étoit-elle pas le terme des avancemens réguliers? Pourquoi les grades supérieurs n'étoient-ils pas constamment à la disposition du souverain? Des talens reconnus, des actions d'éclat y auroient porté les hommes, que la nature a faits pour com-

mander. Nous n'aurions pas eu autant de vétérans que de généraux . . . . . Prussiens, on peut-être l'un et l'autre, je le sais. Mon coeur a joui avec vous des exceptions qui vous honorent.

5) La compagnie donnoit l'aisance, ai-je dit, mais comment la donnoit-elle? Ce n'étoit pas à leurs gages que les capitaines devoient d'être riches, c'étoit au reglement vicieux qui leur abandonnoit l'économie de leur compagnie et la fourniture d'une grande partie des besoins du soldat. C'étoit surtout à la malheureuse institution qui leur attribuoit en partie la solde des semestriers. Un capitaine avare en multiplioit le nombre au point que le service devenoit insupportable aux restans. Il pouvoit forcer à retourner dans leurs chaumières ceux-mêmes qui ne vouloient pas de cette faveur, les vexer de courses inutiles, soit en les rappelant subitement, s'il recevoit de la cour quelques ordres de précaution, soit en les faisant repartir plus vite si, sur la foi des bruits publics, il croyo

ne rien hasarder. Le soldat sera malheureux tant qu'on pourra trafiquer de son malheur. Que l'état pourvoye richement aux besoins des capitaines, ils auront celui d'être aimés. Un grand nombre l'étoit déjà en dépit de tous les pièges.

6) Le train de l'armée quand elle se mettoit en campagne étoit immense. Le bagage des officiers, le nombre effroyable des chevaux et des valets, les magasins que tant de bouches rendoient nécessaires coûtoient des sommes que nous n'avions pas à perdre et un tems plus précieux que nos trésors. Mais je parlerai de l'armée françoise, et les comparaisons me ramèneront à cet objet essentiel.

7) Je passe sous silence les misérables sarcasmes qu'on s'est permis sur ce qu'on a appelé chez nous la fureur du détail. Que des chefs de régimens ayent porté trop loin le pédantisme de l'habillement militaire, je le veux bien; mais il faut n'avoir pas l'idée de la guerre pour croire que certains abus de garnison se prolongent au delà du tems où ils sont

sans intérêt, et surtout pour y chercher la cause des événemens.

On ne m'accusera pas sans doute d'avoir déguisé le mal. Mais ce mal, on le voit, n'étoit pas la suite d'abus. L'armée Prussienne étoit la même qu'aux jours de sa gloire et l'auroit été avec les mêmes résultats, si, tandis qu'elle restoit à peu près immobile, tout n'avoit changé autour d'elle. Son esprit étoit celui d'autrefois, sa discipline parfaite, la confiance du soldat en lui - même et dans ses souvenirs, comme autrefois le gage de sa bravoure, l'officier plus instruit et plus humain que sous Frédéric. Dans les dernières campagnes du Rhin où l'on combattoit encore à armes égales, les Prussiens médiocrement conduits, s'étoient montrés dignes des anciens tems, braves, patiens, fidèles, jaloux de leur longue gloire. Depuis, ils ne s'étoient plaints que d'être donnés en spectacle sans occasion de mériter. Ils sont plus innocens de nos malheurs qu'on ne se plait à le croire.

L'homme chez nous qui a senti le

mieux la nécessité de marcher avec le siècle et de refondre la constitution de l'armée Prussienne sur les principes de la nouvelle tactique, c'est le Roi. Juge excellent et toujours impartial, il ne cessoit d'admirer les ressources des armées françoises; il ne se cachoit pas l'avantage que leur donnoit sur la nôtre le peu de besoins des corps, les habitudes dures des officiers et les facilités qui en résultent pour vivre et pour se mouvoir. Pénétré de la nécessité d'une réforme, il en avoit lui-même travaillé l'idée première. Sans cesse il pressoit ses généraux de confiance d'aller en avant pour le détail. On lui a toujours répondu que la chose étoit impossible, et, au moment où il alloit prouver le contraire, l'heure de la catastrophe a sonné.

Et qu'on ne croye pas si facile le renversement d'une constitution longtems en honneur. Non seulement chaque réforme blesse à l'infini les intérêts particuliers; mais, dans les souvenirs glorieux qui font la force d'une armée, l'armée confond si aisé-

nent ce qu'elle a fait avec ce qu'elle a été, ès victoires et ses formes, les causes et les ccessoires, qu'on ne touche pas même sans anger à ses vieilles habitudes. Quand tout érit, il en coûte moins de rebâtir, et le ystème militaire françois s'est élévé sur les ines de l'état. Aujourd'hui Frédéric Guillaume peut trancher dans le vif, tous les mours-propres sont muets, chacun plie ous le poids du malheur public et de sa propre nullité. Alors, des gens instruits outenoient que chaque armée a son caracère, ses conditions de succès, et, quelue sage qu'eut été maint changement dans a nôtre, peut-être, s'il avoit eu lieu, les fanatiques y verroient-ils la cause le nos revers.

Si le Roi n'a pas réussi à recréer la nachine, du moins a-t-il tout fait pour u'elle ne se dégradât pas. On sait que les eures qu'il donnoit à son armée étoient es heures favorites. Comme Frédéric, l parcouroit chaque année son royaume, résidant lui même aux revues des troues, donnant l'idée des mouvemens, peut-

être trop prodigue de récompenses, peut-être trop avare de châtimens, mais en général nourrissant l'esprit qui vivifie, lors même qu'il donnoit trop à la forme morte. Grace aux ressources qu'une administration sage multiplioit sous ses mains, il avoit pu faire enfin ce que l'humanité commandoit depuis longtems, il avoit haussé la paye du soldat Il vouloit qu'on le traitât avec humanité, que son engagement fut respecté, que sa vieillesse ne demeurât pas sans secours. Les petites places qui n'exigeoient que de l'ordre, de la vigilance, tout au plus quelques notions élémentaires, étoient toutes pour le soldat invalide. L'éducation des officiers intéressoit le Roi à proportion de son importance. En meme tems qu'il conservoit ou étendoit les établissemens de Frédéric, il avoit tiré des régimens les officiers à qui les chefs avoient donné le prix des talens et de la conduite, soit pour les faire instruire sous ses yeux dans les différentes parties de l'art, soit pour les occuper dans les provinces à des tra-

taux qui devoient former leur coup d'oeil et suppléer dans le moment du besoin, autant que le peuvent ces images imparfaites de la guerre, à l'inhabitude qui est la suite d'une longue paix. En un mot, Frédéric Guillaume III a fait beaucoup pour son armée. S'il n'a pas fait assez, c'est qu'ailleurs on a fait d'avantage. Supposez un homme de moins dans le monde, toutes les comparaisons seront pour nous.

Mais les soins militaires, mais ses goûts favoris ne le distrayoient pas de devoirs plus généraux, et l'éducation de ses officiers ne l'empêchoit pas de songer à celle de la nation. Il poursuivoit avec honneur la route tracée par Frédéric. Il savoit qu'une répartition juste des charges et un emploi sage des ressources, une armée, des loix, ne sont pas les seuls besoins de la société, que l'homme demande à marcher vers sa haute destination, et que sa richesse morale est surtout le trésor dont le gouvernement doit répondre. Le long règne de Frédéric, son goût pour les lettres, son courage à publier

des vérités neuves pour les peuples, l'influence des grandes actions, le mouvement que l'enthousiasme donne à la pensée, avoient placé la nation Prussienne au rang des nations les plus éclairées. En vain des fanatiques sombres essayèrent après la mort du grand homme de l'arrêter dans son essor. Sous Frédéric Guillaume III, elle tendoit depuis huit ans à un développement continu. Le Roi y contribuoit, beaucoup par ce qu'il fesoit, beaucoup aussi par ce qu'il ne fesoit pas, car on peut aider à la pensée, mais il importe surtout que rien ne l'entrave. Chez nous, aucun acte de despotisme qui la rétrécit, aucune surveillance inquiète qui l'effarouchât. Egalement libre dans les familles et dans les cercles, dans la bouche et sous la plume des citoyens, elle puisoit à toutes les sources, s'enrichissoit des trésors de toutes les nations, profitoit des erreurs de tous les partis, sans que jamais le gouvernement se méconnut assez pour la craindre. Chacun lisoit à son choix ou imprimoit avec l'a-

vêu d'un censeur indulgent. On devoit autant aux ressources positives que le gouvernement multiplioit tous les jours. Non seulement il avoit fait beaucoup pour le perfectionnement des écoles, doté avec splendeur l'université de Halle qui bientôt n'auroit plus eu de rivale; mais il n'y avoit pas de genre de mérite qu'il ne fut jaloux de s'attacher, pas de moyen nouveau pour la science sur lequel il marchandât. C'étoit là le seul luxe qu'il se permit, luxe rare, de tous le moins ruineux et le plus fécond en créations. Il suffisoit qu'un homme de lettres eut une célébrité méritée, pour qu'on s'applaudît comme d'une conquête de l'attirer à Berlin. Ni la naissance, ni la religion, ni les rapports n'étoient un obstacle. Berlin étoit la patrie du talent. Là Humboldt venoit méditer les résultats de ses voyages, Müller achever sous les yeux d'un Roi l'histoire d'un peuple libre, Thaer fonder son école d'agriculture, tous riches des bienfaits du gouvernement, tous plus honorés que riches et inspirés dans

leurs travaux par l'influence de la douce liberté. Que de noms célèbres Halle aussi comptoit dans les derniers tems! Que d'institutions neuves et dispendieuses, pour que l'instruction fut complète, là comme dans la capitale! C'est ainsi que le beau cabinet anatomique de Walter fut payé cent-mille écus, que notre jardin botanique, que nos cabinets de médailles, d'histoire naturelle, gagnoient tous les jours, et que jamais ce Prince, dont on avoit craint l'économie, ne sut repousser, quelqu'en fut le prix, des acquisitions utiles.

L'esprit des nations est plus ou moins celui des gouvernemens. Plus on fesoit pour la nôtre, plus elle alloit au devant des bienfaits de l'autorité. Des moyens précieux d'instruction se sont établis chez nous, sans que l'idée en soit venue d'en haut; mais elle n'étoit pas plutôt conçuë par des citoyens bien intentionnés, que les encouragemens pleuvoient du trône sur les inventeurs et sur leur ouvrage. Il s'est formé dans

presque toutes les villes des établissemens où l'on rassemble les enfans des pauvres, pour les occuper et les instruire. C'est le produit de leur travail qui paye leurs maîtres, c'est à eux mêmes qu'ils doivent ce qu'ils apprennent, et cette admirable fondation tourne au profit des moeurs comme de l'industrie. Elle ne se soutiendroit pas sans d'autres secours, mais elle les trouve abondamment dans la bienfaisance publique, et le Roi, la Reine, sont toujours à la tête des bienfaiteurs. Dans les villes de garnison, d'autres écoles, établies sous les auspices des chefs et sur les mêmes principes, recueillent les enfans des soldats. L'instruction des sourds et muets est parfaite à Berlin. On s'occupoit de celle des aveugles-nés Toutes ces fondations doivent au règne de Frédéric Guillaume III ou leur naissance ou leur perfectionnement.

En général, la nation étoit digne de ses maîtres, froide, il est vrai, peu capable d'enthousiasme, mais juste, reconnoissante, ayant le goût du bon et du beau

et se plaisant dans le bien qu'elle fesoit et dans celui qu'elle voyoit faire. Les mœurs étoient comme elles sont aujourd'hui partout; mais les bonnes étoient en honneur, et la Reine, avec ses charmes et même avec sa bonté, n'auroit pas été l'idole de la nation, si elle n'avoit été en même tems le modèle des hautes vertus. On ne croiroit pas jusqu'à quel point les inclinations du riche rapprochoient à Berlin les fortunes, ni tout ce qui se fesoit, le plus souvent sans ostentation, pour les pauvres, les incendiés, les malheureux de tout genre, qui dans les feuilles du jour, à l'ombre de quelque nom auquel on pût croire, réclamoient la pitié publique. Aussi les crimes étoient plus rares qu'ailleurs, et une peine de mort un événement. L'esprit public étoit excellent; mais, comme il arrivera toujours là où le peuple trouve beaucoup de facilité à penser, le patriotisme étoit plus raisonné qu'ailleurs. On ne l'auroit pas mis en mouvement par des phrases, il ne se payoit guères d'idées confuses; mais, une fois convaincu, il étoit ca-

pable de grands sacrifices. En général le peuple avoit le besoin de s'occuper de la chose publique. Il aimoit à juger ses maîtres, et, dans l'ivresse de sa longue prospérité, il a porté quelquefois des jugemens téméraires; mais il étoit attaché, fidèle et soumis. Les écrivains qui ont avancé que les liens de l'autorité s'étoient relâchés dans les derniers tems et qu'une désorganisation lente eut amené plus tard notre perte, n'ont pas eu l'idée de notre constitution. Le Roi, avec la manière de penser la plus libérale, ne permettoit cependant que ce qu'il vouloit permettre Dans quelque moment qu'il eut élevé la voix, l'indiscrétion fut rentrée dans la poussière. Que dis-je? la nation connoissoit trop son devoir, et, sous un tel maître, le devoir lui étoit devenu trop cher, pour que l'opinion publique seule n'eut pas fait justice du coupable, si l'on avoit osé manquer à Frédéric Guillaume autrement que dans les ténèbres. Dans les ténèbres! C'est ainsi, dit-on, que de jeunes officiers ont insulté l'hôtel d'un ministre, parceque

ce ministre vouloit la paix. Eh bien, c'étoit sans doute une insolence et une ingratitude à la fois; le Roi l'a ressentie en maître qui connoit le prix de l'ordre et la nécessité du respect. Il l'eut punie, si la police avoit découvert les coupables. La police ne l'a pa pu . . . . . Prussiens, ce fut un mal, je le sais; l'excès du bien produit quelquefois le mal. Mais rappelez-vous tout ce que vous avez dû de jouissances, de lumières, d'ennoblissante liberté à des principes qu'un moment d'abus ne sauroit flétrir Oserez-vous appeler foible le prince qui, fort de la conscience d'un ange, ne s'arme pas assez contre l'opinion de ses enfans, et qui ne perd l'occasion d'être sévère à propos que pour n'avoir jamais voulu l'être sans nécessité.

Mais où est l'occasion, je le demande, où il n'a pu être facile qu'aux dépens du bien public, et où il n'a pas déployé la sévérité qui convenoit à son rang. Lui aussi a porté, comme juge suprême, de ces arrêts qui dans tous les rangs réveillent

la

la conscience des serviteurs de l'état et impriment à la machine une activité nouvelle. Un paysan de la Prusse méridionale se présente à Charlottenbourg. Il se plaint que des concessions auxquelles il a droit, lui sont retenues Des rapports officiels affirmoient précisément le contraire. Un faux avoit eu lieu, quelque fut le coupable. Le Roi appelle de Berlin un homme grave, d'une probité reconnue. Il fait partir l'accusateur avec lui pour sa province et des ordres sévères assurent l'exactitude des perquisitions. Le malheureux avoit dit vrai. Un homme d'un rang distingué, d'ailleurs estimable, disoit-on, avoit failli par légéreté; mais ici la légéreté compromettoit le sort d'une classe, qui n'a que trop besoin de la vigilance des loix. Le Roi fut inflexible, et tous les coupables furent cassés à l'instant même.

Mes concitoyens se rappellent les lieux et les noms. Ils savent l'effet que produisit ce coup de foudre. Ils savent qu'il pouvoit partir tous les jours, si la justice l'eut voulu, car tout le monde arrivoit au maî-

tre et jamais le Roi n'a vû à la porte de son palais un homme de la campagne dans l'attitude d'un suppliant, sans lui faire demander le sujet de sa plainte ou de sa prière. Mais par qui le lui fesoit-il demander? Par son aide-de camp général, par ce vieux Koeckritz que ne pouvoit voir un malheureux sans être séduit. Ceci me conduit à quelques détails que je dois encore à mes lecteurs, sur la marche des affaires en Prusse et sur la forme du travail. Je devrai nommer quelquefois, je m'y résous avec peine; mais il ne faut pas qu'on m'accuse d'être resté dans le vague, pour être moins aisément réfuté.

Frédéric le grand dirigeoit seul tout les ressorts de l'état. Ses ministres demandoient ses ordres par écrit, et, de son cabinet, il prononçoit d'un trait de plume sur les affaires les plus importantes, comme sur les moindres détails. Sa longue expérience le dispensoit d'un long examen. Le mépris pour les hommes dont il n'avoit pu se défendre, après qu'il eut survécu à ses dernières affections, l'avoit

rendu sur les jugemens d'une indifférence parfaite, et jamais, dans ses ordres de deux lignes, il n'énonçoit un motif. Deux ou trois secrétaires, gens médiocres et machines, lui suffisoient pour ce mode de travail.

Ses successeurs voulurent à son exemple gouverner eux mêmes. Ils n'avoient pas ses connoissances. Il failloit donc jusqu'à ce qu'ils les eussent, puiser dans celles des serviteurs de l'état, c'est à dire, ou en conservant la forme du travail de Frédéric, se donner des secrétaires de cabinet instruits, ou, en renonçant absolument à cette forme, ne travailler qu'avec les ministres. Ils prirent le premier parti.

On a écrit des volumes contre les prétendus inconvéniens de ce mode. Il m'a toujours paru que c'étoit une dispute de mots. Les secrétaires ou conseillers de cabinet étoient dans le fait des ministres auxquels il ne manquoit que le titre. Tout dépendoit du choix des hommes. Si le Roi se trompoit sur ses entours, le malheur étoit grand sans doute; mais ne pouvoit-il pas se tromper de même sur ses

ministres? Dans ce dernier cas, c'étoit bien autre chose quant aux suites, premièrement parceque les ministres auroient eu l'exécution du mal conseillé par eux mêmes, ce qui n'étoit pas le cas au cabinet; en second lieu, parceque leur influence auroit été sans contrepoids, tandisque celle des conseillers immédiats avoit une surveillance utile et puissante dans l'existence toujours honorée des ministres. Quelques détails sur le travail du Roi me feront mieux comprendre.

Toutes les lettres qui lui étoient adressées, rapports des départemens, mémoires de particuliers, se déposoient chaque matin dans son cabinet. Elles y étoient ouvertes par l'homme de confiance, le général de Koeckritz, aidé d'un vieux secrétaire éprouvé. Le Roi étoit présent à cette opération ou du moins entroit plus d'une fois pendant sa durée. Il s'informoit en gros des affaires et surtout il ne manquoit jamais de lire au hasard lui même un grand nombre de lettres, car, lire le tout, étoit physiquement impossible. Ainsi,

prémuni contre les surprises, il laissoit Koeckritz et son aide partager les lettres en trois paquets, selon l'ordre des matières, pour être envoyées aux trois conseillers du cabinet chargés des affaires militaires, de celles de l'intérieur et du travail politique. Ceux ci en prenoient connoissance dans la journée, et le lendemain ils se rendoient chez le Roi, pour lui rendre compte de chaque affaire séparement. Les infidélités étoient à peu près impossibles, car chaque lettre pouvoit avoir été lue par le Roi la veille, ou bien il demandoit à revoir celles dont le contenu le frappoit. Il discutoit avec le rapporteur le pour et le contre, les mémoires mêmes fournissant les données, surtout si c'étoient des rapports ministériels, dont tous les motifs devoient scrupuleusement être rendus et pesés. Notez bien que, la décision du Roi une fois prononcée, l'affaire auroit été coulée à fond sans retour, si ç'avoit été avec les ministres qu'il eut travaillé. Mais, dans la forme reçue, c'étoit à ces ministres eux-mêmes qu'alloient les premiers ordres

du maître. Y trouvoient-ils quelque chose qui leur parut contraire à la justice ou aux intérêts de l'état? Ils pouvoient revenir à la charge, appuyer leurs représentations de motifs nouveaux. Le Roi qui vouloit la vérité et qui avec toute sa bonté avoit dans son caractère un germe de défiance, leur auroit tenu compte de leur courage. Ou même, quoiqu'ils ne le vissent dans la règle que rarement, il n'y avoit pas un d'eux qui, s'il avoit cru de son devoir de l'éclairer sur quelque vérité importante, sur quelque abus du pouvoir, ne se fut fait ouvrir toutes les portes, à toutes les heures, en se présentant au château. On voit que l'existence des conseillers du cabinet, en les supposant honnêtes et sages, n'étoit rien moins que malfaisante, et que, dans l'hypothèse contraire, le remède au mal étoit plus près du Roi sous ce régime que sous l'autre.

Celui des trois conseillers qui avoit le rapport des affaires militaires, c'est à dire, l'aide-de-camp général d'infanterie, étoit ordinairement, sans que personne y put

influer, le choix du maître lui même. C'étoit le moyen d'en faire un bon, car le Roi connoissoit son armée mieux que personne. Le colonel de Kleist a occupé ce poste dans les dernières années. Je le connois peu, mais je n'en ai jamais entendu parler qu'avec estime.

Le conseiller privé Beyme avoit le rapport des affaires de l'intérieur, police, finances, justice, graces etc. Département immense qui rendoit sa place la plus importante des trois. Le Roi avoit fait choix de cet homme qu'il connoissoit à peine, sur la foi de l'estime publique. Beyme, autrefois Conseiller de la chambre de justice, avoit porté dans son nouveau poste la sécheresse et la sévérité de l'ancien. Mais, avec beaucoup d'esprit, il ne tarda pas à comprendre que le Roi n'est pas la loi, que, si l'une est inflexible, l'autre peut et doit ne pas toujours l'être, et bientôt il se plût à être l'instrument des bienfaits du prince, autant que le prince se plaisoit à les prescrire. Beyme étoit d'une probité à toute épreuve, plein de connoissances, fécond

en ressources, ferme jusqu'à l'opiniâtreté. Lui aussi, la calomnie a essayé de l'atteindre, et, dans un poste comme le sien, où tous les jours on sert et désoblige, où chaque nouveauté sage contrarie quelqu'intérêt, où chaque erreur a ses victimes, le miracle seroit qu'il eut eu moins d'ennemis. Ceux qui l'ont vu de près, infatigable dans le travail, amoureux de la gloire de son maître et la mettant dans le bien, s'expliqueront sans doute la constance de l'attachement du Roi, constance rare qui les honore tous deux.

Le conseiller privé Lombard avoit dans le cabinet la partie des affaires extérieures, bien en arrière de son collègue pour l'influence, parceque, de tous les ministres, celui des relations étrangères approchoit le plus fréquemment le Roi. Secrétaire obscur de Frédéric le grand, demi favori sous son successeur, Lombard avoit eu de la peine à rester, lors de l'avénement du Roi actuel. Ce Prince l'avoit tenu longtems à une assez grande distance de lui, l'avoit mis à des épreuves sévères, et enfin lui avoit don-

né toute sa confiance. On a dit de cet homme beaucoup trop de bien pendant sa fortune et beaucoup trop de mal après sa retraite. Je l'ai connu sage, jugeant mieux que d'autres l'avenir de sa patrie et parfaitement honnête homme; du reste, paresseux parcequ'il souffroit toujours, et sans ambition, parcequ'il étoit paresseux.

C'est aussi parmi les membres du cabinet qu'il faut compter un autre homme, dont l'action étoit une idée toute neuve. Je parle du général Koeckritz, l'ami du Roi. Il étoit présent à toutes les conférences, sans prendre part dans la règle à la discussion, mais pour que le Roi eut, hors des heures du travail, quelqu'un avec lequel il put rappeler les idées du matin et s'aider à mûrir les siennes Koeckritz devoit vivre dans le monde, observer, entendre, rapporter au prince les objections et les murmures, non pas comme accusateur, mais pour l'éclairer; il devoit rendre attentif aux premiers abus de la confiance, rappeler le maître lui-même au devoir, s'il s'apperoevoit d'un moment

d'oubli, être en un mot le premier interprête de la nation et la seconde conscience du Roi, destination sublime dont il a sû se rendre digne. Ce qui fesoit surtout la gloire de ce rapport, c'est qu'il n'étoit pas l'ouvrage du hasard, ni le résultat des habitudes, mais une conception méditée du Roi qui, à l'instant où il monta sur le trône, tout plein de ses grandes obligations, effrayé de tant de pièges, avoit inventé contre lui-même une arme sûre et l'avoit déposée entre les mains de l'amitié *).

Ce qui achève d'infirmer les objections contre la manière de travailler du Roi,

---

*) Koeckritz possède une instruction de la main du Roi, dans laquelle le jeune maître impose au vieux ami les devoirs dont j'ai parlé tout à l'heure. Le soir de son avènement, rendu à lui-même après le tumulte du plus grand jour de sa vie, il écrivit cette pièce qui respire un sentiment profond. Il y prescrit surtout à Koeckriz d'être sévère envers lui, et de l'être doublement s'il se pouvoit jamais que, dans un premier moment, sa sévérité fut mal accueillie.

c'est qu'il n'est pas même vrai, comme on l'a dit, que l'action des conseillers du cabinet éloignât de sa personne les ministres, et que la vérité ne pût arriver à lui que par l'organe des premiers.

Quand les chefs des départemens de justice n'auroient guères approché le souverain, le mal n'auroit pas été grand. La justice ne peut respirer trop peu l'air qui environne l'autorité, et nous étions trop heureux que l'autorité prit chez nous moins connoissance qu'ailleurs de l'exécution des loix. Cependant le digne Baron de Reck étoit de la société du maître. Il en étoit aimé, estimé. Ses moyens auroient été sûrs, si, dans la marche des affaires, il avoit cru voir des motifs d'élever la voix.

A la tête de la comptabilité étoit le Comte de Schulenburg, élève du grand Frédéric, qui avoit eu tour à tour la direction de tous les départemens et dont l'expérience n'étoit étrangère à aucun genre de travail. Il voyoit le Roi à des heures règlées, et lui rendoit compte des affaires générales de finances et de police.

L'intérêt public pouvoit, en cas de besoin, trouver un puissant interprête dans ce vétéran.

Enfin, les ministres des relations étrangéres avoient auprès de la personne du Roi un accès de toutes les heures. En possession de tous les moyens de se faire écouter, le mal, s'ils le laissoient faire, n'étoit certainement pas la suite de l'organisation du travail. Ces ministres étoient à l'époque de nos revers, le Comte de Haugwitz et le Baron de Hardenberg.

Haugwitz, riche, plus qu'indifférent pour l'argent, blasé sur les distinctions et par cette raison seule plus fait que d'autres pour une place entourée de pièges, avoit apporté dans la sienne des qualités précieuses, un coup d'oeil parfait, un calme imperturbable et le talent de persuader. Il y a eu dans notre histoire de beaux et de grands momens qui n'ont été dûs qu'à lui. Cependant jamais ministre n'a été plus méconnu. On l'a dit sans caractère, parcequ'il est sage, et faux, parcequ'il est maître de lui. Il a été abreuvé

d'amertumes, pour avoir jugé les tems et voulu reculer l'époque de notre chute. Je reviendrai sur ses opinions politiques.

Hardenberg, dans des tems plus calmes, n'auroit pas été déplacé. Avec des intentions droites, il avoit de la dignité, des graces, l'esprit de la société, celui même des affaires, tant qu'elles le laissoient de sens froid. Mais, une fois hors d'équilibre, il ne se possédoit plus. Il avoit, disoient alors ceux qui ne voyoient de sagesse que dans les emportemens, il avoit plus d'énergie que son collègue. C'est que, dans les crises des états, l'homme raisonnable est celui qui passe pour foible, parceque la passion ressemble à la force.

Nous avions dans le ministère d'autres hommes dont le choix seul prouve combien, dans les jugemens qu'on a portés, on a méconnu le Roi, ses entours et l'esprit de leur influence. Le commerce, la banque, les accises avoient été récemment confiées au Baron de Stein, sans qu'il tint d'aucune manière à la cour, ni à quelqu'un des personnages marquans, mais sur la

seule réputation de son caractère et de ses talens. Partout où les hommes supérieurs, loin d'être craints, sont recherchés, comptez que le prince règne et que ses confidens sont à leur place. Stein étoit instruit, laborieux, ardent, au dessus des considérations qui arrêtent les hommes timides, ne craignant ni de détruire, ni de créer; du reste, impatient de la contradiction, comme un homme qui sent ses moyens, et sec, comme un penseur qui regrette tout ce qu'il donne à la forme. Il est aujourd'hui l'espérance de la patrie. Hélas! il aura besoin de tout son courage.

Sous de tels ministres, nous avions dans tous les départemens des hommes de mérite. Partout aujourd'hui le luxe a relâché les moeurs. Mais Frédéric Guillaume a plus arrêté les progrès du mal, par le mouvement que neuf ans d'un régne moral et juste ont imprimé à l'esprit public, qu'il ne les a favorisés par son indulgence. On a publié sur la classe des serviteurs de l'état en Prusse des calomnies dégoutantes qui, sans prouver le mal qui n'existoit pas, ajou-

tent au mal réel; car le mauvais sujet en brave d'autant plus sûrement l'opinion qui ne l'atteint plus, quand des généralités évidemment fausses le confondent avec le bon. Nous avions des vices et la médiocrité avoit quelquefois réussi chez nous, mais nous avions des vertus et des talens, toujours appréciés par le maître et toujours honorés par la nation.

Une des choses qu'on a le plus répétées, pour prouver et pour expliquer en même tems tout ce qui a été mis à la charge des serviteurs de l'état, c'est que chez nous la forme tuoit l'esprit et qu'il n'étoit pas possible au génie de se développer, au milieu des minuties fatigantes de nos bureaux. Rien n'est si commode, je le répète, pour établir une accusation, que ces généralités vagues dont le commun des lecteurs ne se contente que trop aisément. Mais non, nos auteurs du jour ont daigné s'appuyer de deux ou trois anecdotes, sans se demander si elles n'étoient pas l'exception, et s'il existe un ordre de choses au monde où la bêtise et l'abus ne trouvent pas moyen de

se glisser. L'amour de l'ordre en Prusse pouvoit conduire à la pédanterie; des bagatelles pouvoient traîner, en passant par des gradations inutiles. Il est même reconnu que le nombre des employés eut pu se réduire, la comptabilité se simplifier, plusieurs caisses se fondre dans une. On n'arrive pas tout d'un coup à la perfection, ou plutôt on n'y arrive jamais, même lors qu'on y tend sans cesse comme chez nous. Mais quelques anecdotes ridicules n'empêchent pas que l'esprit d'ordre n'ait produit le bien en grand et n'ait rendu impossibles les abus graves. Certes, il faut être bien étranger à la marche du génie, pour croire qu'il se laisse écraser sous des formes. Les formes sont faites pour la médiocrité. Il est bon que celle-ci ne puisse se mouvoir que dans le cercle de la règle. Le talent prend son essor, de quelques entraves qu'il soit entouré, et une administration, telle que la nôtre, le reconnoit bientôt, le distingue et le seconde. Un Struensee, un Stein avoient leur marche à eux. Ils pensoient indépendamment des for-

mes et permettoient à leurs subalternes de penser. *)

Je dois finir. Ce tableau de l'intérieur de la Prusse est imparfait, je le sens. Mais il me suffit d'avoir prouvé que, bien loin qu'il se trouvât chez nous dans l'administration un principe corrupteur, la tendance vers le bien et vers le mieux étoit continue, éclairée, heureuse. Cependant un des plus beaux monumens du génie de l'homme a péri. Voyons enfin par quelles causes.

Depuis la paix de Hubertsburg jusqu'à celle de Bâle, la Prusse avoit joué le premier rôle en Europe, crainte de tous, recherchée de tous et dans toutes les causes tenant la balance. On avoit vu plus d'une fois des nations foibles maintenir leur in-

---

*) Voyez pour cette matière, dans la gazette littéraire de Halle, l'excellente analyse de l'ouvrage de Rehberg, Hannovrien haineux qui n'a pas eu l'idée de nos constitutions.

dépendance et sortir avec éclat d'un choc inégal; mais cette suprématie longue, presque reconnue, d'un état du second ou même du troisième rang, étoit dans l'histoire moderne un phénomène. Deux causes expliquoient la fortune de la Prusse, la supériorité morale de son gouvernement et sa position géographique. Deux causes en devoient être l'écueil, un homme de génie sur quelque trône voisin, et, dans ses rapports géographiques, un bouleversement essentiel. Développons cette double vérité. Elle renferme toute notre histoire.

La Prusse, à la mort de Frédéric II, c'est à dire à l'époque de sa plus grande splendeur, n'avoit qu'un voisin immédiat qui fut à craindre, c'étoit l'Autriche. La Pologne étoit nulle, la Saxe nécessairement liée à notre cause, l'Electorat d'Hannovre fort seulement pour nous servir, le Danemark et la Suède étrangers aux discussions que notre intérêt pouvoit faire naitre. Aussi c'étoit du côté de l'Autriche que l'oeil de Frédéric s'étoit porté quarante ans. C'étoit là qu'il avoit créé un système de défense à

peu-près inexpugnable. La Silésie étoit hérissée de forteresses. Une armée nombreuse s'y tenoit prête dans tous les tems. D'ailleurs, la ligne sur laquelle il falloit opérer en cas de guerre, n'étoit pas d'une étendue qui surpassât nos moyens, et la chaine de montagnes qui séparoit les deux états prêtoit à toutes les ressources de l'art. Fort de ces précautions et de ces circonstances, le pygmée pouvoit tenir tête au géant, et un siècle s'écouler avant que le dernier eut notre mesure.

D'aucun autre côté nous n'avions eu les mêmes besoins. La Pologne existoit et nous séparoit de la Russie. Il falloit du tems à cette dernière puissance pour arriver jusqu'à nous. Dans une première campagne contre elle, la Prusse Orientale étoit exposée, mais la Vistule, mais Graudentz, encore une des créations du grand homme, présentoit aux armées Russes une barrière puissante. Là une bataille rangée, malheureuse, ne nous perdoit pas, heureuse, réparoit nos pertes. La Pologne neutre offroit des ressources pour les subsistances,

comme sous d'autres rapports. Enfin, le cas d'une telle guerre n'étoit pas même aisé à prévoir. Tant que la Russie n'avoit pas de contact immédiat avec les grandes puissances de l'Occident, des intérêts plus précieux appeloient son attention sur le midi.

Entre la France et la Prusse étoient les Pays Bas et l'Empire. Une guerre avec la France ne pouvoit être que ce qu'elle avoit été, la ruine passagère de nos provinces de Westphalie, sans résultat durable et sans danger essentiel. D'ailleurs, nous avions si peu de choses à démêler avec cette puissance, ou même nos intérêts étoient si incontestablement les siens, que de ce côté la surtout la Prusse étoit tranquille. Aussi Wesel ne comptoit guères parmi nos forteresses. Nous n'étions pas assez riches pour les multiplier sans besoin.

C'est ainsi qu'une lisière de nos limites exceptée, n'ayant autour de nous que des états foibles ou la mer, nous devions autant aux circonstances que nous devions peu à la nature. Car, on ne sauroit trop

le redire, si les unes nous prêtoient des forces, l'autre sembloit nous condamner à la dépendance. Des sables ingrats dans presque toutes nos provinces, ces provinces sans liaison entre elles, un amalgame de nations séparées de langue, de religion, d'habitudes, d'intérêts, un climat âpre, une population qui alors n'atteignoit pas le quart de celle des nations rivales, tels étoient nos titres pour prendre place à côté d'elles. Aussi, malgré notre heureuse position géographique, cette ambition nous eut couté cher, si le génie de l'homme n'étoit une puissance comme la nature. Mais, sous l'administration habile de Frédéric, ce pays pauvre rendit plus à proportion que des provinces favorisées, et, grace à l'économie de cet homme sage, l'emploi de nos foibles ressources acheva d'assurer notre richesse relative. Tandis qu'ailleurs les gouvernemens, écrasés de dettes, se trouvoient à chaque pas entravés dans tous leurs plans, la Prusse avoit un trésor suffisant pour plusieurs campagnes, une armée riche de toutes les conditions de la

tactique de ces tems là, un mode de recrutement qui suppléoit à la foiblesse de notre population et qui, vû la discipline de notre armée et l'illusion de notre gloire militaire, avoit chez nous moins d'inconvéniens que partout ailleurs, une attitude enfin de tous les momens qui équivaloit à une supériorité réelle et qui en effet nous l'avoit donnée.

Ajoutez à ces moyens de sagesse et de circonstances le souvenir de nos guerres, l'idée qu'elles avoient laissée de nos armes, l'espèce de confiance qu'inspira sur ses vieux jours le grand homme, quand, satisfait de son ouvrage, il ne songea plus qu'à le conserver; et la Prusse, appelée dans le conseil des arbitres de l'Europe, n'y semblera plus étrangère.

Mais, dans ces considérations dont chacune ajoute à la gloire de Frédéric, que de sujets d'inquiétude pour le patriote! Où étoit pour la Prusse le gage de l'avenir? Un règne foible, un maître prodigue qui l'eut réduite à ses ressources réelles, c'en étoit assez pour la perdre. Que dis-

je? Quand le ciel eut fait pour nous des miracles, quand il n'eut mis successivement sur notre trône que des princes supérieurs, cette première condition de salut n'eut pas suffi. Il falloit encore que ses faveurs fussent pour nous seuls, qu'à Vienne, à Paris, à Petersburg, le génie qui avoit fait notre fortune ne reproduisit pas les mêmes prodiges, qu'au milieu des ressources naturelles, l'inconduite y perpétuât l'impuissance. Chaque pas que ces belles monarchies fesoient en avant nous fesoit reculer d'un pas, et pour nous mettre à notre place, il suffisoit qu'elles se missent à la leur.

C'étoit bien pis, si, à la suite d'une pareille révolution, des bouleversemens politiques, même sans entamer nos frontières, en donnoient d'autres à nos voisins, si entre nous et la Russie, si entre la France et nous, la Pologne et l'Empire cessoient d'être ou les gages de la paix ou le théatre et les victimes des guerres, si, au lieu de ne toucher qu'à des états dépendans, nous étions pressés un jour entre trois colosses

et que la perte des dernières circonstances qui avoient favorisé l'illusion, achevât de nous démasquer dans notre néant.

Dix ans étoient écoulés à peine, et toutes ces conditions de notre mort politique avoient successivement existé.

Frédéric Guillaume II méconnut complettement la force et l'intéret de sa monarchie. Un ministre dont le nom se trouve trop légèrement associé dans notre histoire à celui du grand Frédéric, un ministre qui avoit été quelque chose, tant que le vieux autocrate l'avoit conduit, et à qui la tête tourna, dès qu'il dût agir par lui-même, poussa le nouveau souverain sur la route qu'il n'a que trop bien suivie. Non seulement la considération politique, qui n'est pour l'état qu'un moyen de prospérité, fut le seul but du ministre, mais il se trompa sur ce qui la donne. Il n'y eut plus de querelle en Europe, qui, dans ses vues étroites, ne dût intéresser la dignité de la Prusse. Ce fut à nous à prononcer sur les troubles de la Hollande, où l'Angleterre seule a recueilli le prix de nos sacri-

crifices, sur les projets des cours Impériales contre la Porte Ottomane, à laquelle nos trésors ont sauvé quelques déserts, sans aucun fruit pour l'état, même sur le grifs des Brabançons, même sur la Batrachomyomachie des Liégeois *). Il réveilla contre nous toutes les jalousies et toutes les haines et nous fit échanger nos précieuses épargnes contre la fumée d'une grandeur inutile.

---

*) L'homme d'état en Prusse devroit être tenu de savoir par coeur les ouvrages de Frédéric. Il ne s'y trouve pas une ligne qui ne put devenir une leçon Quelles réflexions utiles le Comte de Herzberg n'auroit-il pas faites, si, la veille du jour où l'expédition de Hollande fut résolue, il s'étoit rappelé le passage suivant des mémoires!

„Cette même année le mariage de la Prin„cesse Wilhelmine, nièce du Roi, fut conclu „avec le Prince d'Orange. Cela ne pouvoit „influer en rien dans la politique, et ce ma„riage se bornoit à procurer un établissement „honnête à une Princesse de la maison."

Son maître fut détrompé sur l'homme, sans l'être sur les principes. Il osa enfin la grande faute de son règne, il engagea cette lutte mémorable qui a fait toute la force de la révolution françoise, provoqué des miracles de bravoure et de genie, et qui n'a laissé la Prusse survivre quelques momens aux autres nations, que pour rendre son agonie plus douloureuse.

L'épuisement de nos ressources et le cri de la nation forcèrent le Roi à signer la paix de Bâle, à l'instant peut-être où la guerre avoit cessé d'être impolitique Il se crut dedommagé de ses trois campagnes par l'acquisition de la Prusse *Méridionale*, et, bientôt après, un dernier partage acheva l'anéantissement de la Pologne

Cependant les François, délivrés du seul ennemi qu'ils n'eussent jamais battu, poursuivoient le cours de leurs triomphes. Déjà les négociations de Rastadt leur assuroient la limite du Rhin, lorsque Frédéric Guillaume III monta sur le trône.

Pour qui a suivi mes idées, la situation de ce jeune prince est jugée. La monarchie dont il prit alors les rênes, ne ressem-

bloit plus en rien à celle de son grand oncle, plus vaste d'un tiers, mais énervé de ce qui fesoit sa force apparente.

Par ses acquisitions en Pologne, elle avoit perdu en puissance relative beaucoup plus qu'elle n'avoit gagné en moyens réels. Non seulement rien n'existoit plus de ce qui fesoit sa sureté contre l'Autriche; car l'Autriche, en guerre avec nous, maîtresse des deux Gallicies, se seroit bien gardée d'attaquer notre ancienne ligne, quisqu'une invasion heureuse dans les plaines sans défense de la nouvelle Prusse eut tourné toutes nos places et conduit ses armées dans le coeur de la monarchie; mais nous nous étions donné un voisin terrible dans la Russie, un voisin qui alloit peser de tout son poids sur l'occident et sur nous, qui, sur cent lieues de nos limites, avoit le choix du mal qu'il vouloit nous faire, qui ne nous pardonnoit pas le faste politique de nos dernières années, et qui, sans intérêt qu'il partageat avec nous, grace à l'appât des dépouilles Turques, en avoit de communs avec l'Autriche.

C'étoit peu. Un danger plus grand suspendoit encore celui là Une puissance s'élévoit dans l'Occident, aussi redoutable par ses élémens et par sa tendance qu'elle l'étoit déjà par ses progrès. Tous les yeux n'étoient plus tournés que sur elle, toutes les ambitions d'autrefois étoient ajournées. Il étoit aisé de prévoir que la France, maîtresse du Rhin et surtout de ses passages, ne compteroit plus que des vassaux parmi les états foibles de la rive droite et feroit contre nous sa force de ce qui avoit fait la nôtre contre elle. Ce n'étoit plus ce peuple qu'on alloit chercher dans ses foyers; toutes nos barrières étoient devenues les siennes; toutes nos provinces lui étoient ouvertes.

Au milieu de tant d'écueils, Frédéric Guillaume III avoit hérité d'une machine usée, dont il falloit remonter tous les ressorts. Il avoit à recréer les finances, l'esprit public, les moeurs. Ces devoirs furent les premiers dont il s'occupa. Il se flatta d'échapper aux orages extérieurs, en se rendant redoutable à tous les partis et en se déclarant étranger à tous.

Ses premiers chagrins politiques lui vinrent de la Russie. Paul I. se mit à la tête d'une seconde coalition contre la France. Il voulut y entrainer la Prusse. Au tour qu'il prit avec elle, le jeune Roi dût s'appercevoir combien nous étions loin de nos beaux jours. Le charme étoit rompu et le fatal secret presque deviné.

Les premiers succès de cette nouvelle coalition, en ajoutant aux craintes que devoient nous donner pour l'avenir le voisinage et le poids du colosse Russe, rassurèrent du moins un moment l'Europe sur les progrès de la puissance Françoise.

Mais, dira-t-on, pourquoi les victoires de Souwarow ne sont-elles pas devenues pour la Prusse aussi le signal d'un dernier effort? Pourquoi n'a-t-elle pas profité de ce beau moment, pour se rendre d'un côté du moins la sécurité qu'elle ne retrouvoit plus sur aucun point de sa frontière?

Haugwitz, qui alors étoit à la tête des affaires, est innocent de ce tort, si c'en fut un. Longtems avant cette époque, il avoit prévu nos malheurs. Etranger à la folie

expédition de 1792, il crut cependant qu'abandonner l'Autriche à son sort pouvoit être une seconde faute, et alors il ne pressa point la paix. Pour suppléer aux ressources que nous n'avions plus, il obtint de l'Angleterre de riches subsides. Une des conditions de l'accord fut que notre armée, immobile sous le canon de Mayence, se porteroit vers les Pays-Bas; car ce ministre avoit l'oeil trop sûr pour ne pas pressentir que ce seroit en Hollande que l'Allemagne seroit asservie. Notre armée ne bougea pas. L'opinion chez nous, bien différente de ce qu'elle a été depuis, avoit frappé de proscription cette déplorable guerre, et dans le principe elle ne s'étoit pas trompée. Quand Haugwitz vit que la guerre se feroit mal, il aima mieux qu'elle ne se fit pas, et la paix de Bâle fut signée. Depuis, il n'avoit cessé de prédire quelles seroient les suites de l'agrandissement de la France. Il étoit bien loin d'épouser les fureurs des fanatiques qui vouloient une guerre à mort. Il connoissoit même trop bien l'intérêt de sa patrie, pour désirer que la Fran-

ce descendit de sa véritable place; mais il ne se cachoit pas de quelle importance il étoit pour l'Europe entière que cette nation, si riche dans ses moyens, ne dépassât point ses limites naturelles, et, au moment dont nous parlons, toute énergie qui n'auroit tendu que là, auroit été dans le système du ministre.

Frédéric Guillaume fut inaccessible aux représentations de ses serviteurs, comme aux instances des cours, comme à l'appât des nouvelles brillantes qui arrivoient journellement d'Italie. Ce fut à cette époque que ses ministes intimes devinèrent le secret de sa pensée, et se dirent quelle devoit être désormais la leur. Toute guerre, entreprise sans de justes griefs, (et la France ne nous en avoit pas donnés) pour des calculs froids, peut-être trompeurs, étoit en horreur au jeune Roi. Faire le mal pour faire le bien, révoltoit cette ame droite. Mais un mal pour nous incalculable! mais un bien problématique! Car, pour ceux à qui la mémoire de ces tems là est présente, et qui s'y reportent sans les lumières que

nous avons aujourd'hui, il n'est pas même prouvé qu'indépendamment de ce que les principes du prince avoient de respectable en soi, ses calculs aussi n'ayent pas été les plus sages. Une révolution subite avoit changé la face des choses. L'ineptie du Directoire françois avoit heureusement succédé aux atrocités de la Convention, et le dégout du peuple à son enthousiasme. Les armées françoises qui ne se battoient plus que pour quelques démagogues en démence, se battoient mal. La guerre étoit redevenue une guerre ordinaire. La première campagne avoit été pour les armes Impériales une suite de triomphes et déjà la frontière de la France étoit menacée si une telle frontière pouvoit l'être. Quelle que fut encore la force des Républicains, ce n'étoit plus le moment de les voir à nos portes, et de sacrifier à des frayeurs, justes n'aguères, des considérations puissantes aussi. Les blessures de l'état saignoient encore. Nous étions aux expédiens pour les besoins ordinaires. Falloit-il nous énerver sans retour? Et, si les cours Im-

périsles demeuroient victorieuses et dictoient la loi dans l'Europe, quel gage avions-nous contre elles, nous qui ne pouvions pas, comme l'Autriche, nous fortifier des dépouilles de la France ou de ses alliés, nous que la victoire même auroit laissés sans défense? Quelle sagesse humaine eut prévu qu'alors même une barque flotteit sur les mers d'Egypte, chargée de nos destinées, comme de celles du monde? Qui l'eut dit, qu'à travers les dangers et les flottes ennemies, un homme alloit reparoître en France, n'amenant d'armée que sa personne et de ressource neuve que son courage, et qu'à sa vue la grande nation, affaissée par de longs malheurs, alloit se relever plus terrible? Contre toutes les probabilités humaines, quelques jours renversèrent l'ouvrage de toute une année. Marengo porta le coup mortel à la puissance de l'Autriche, et pour la seconde fois toutes les terreurs se concentrèrent sur un seul point.

Ce qui achève de laisser la question indécise, quand on se demande quels furent dans ce tems là nos devoirs, c'est le peu de

poids que nos armes auroient mis dans la balance, lors même qu'on les auroit portées au delà du Rhin. Sur cette frontière inexpugnable, chaque pas nous arrêtoit. Quelques sièges, heureux peut-être, tel auroit été le prix et le terme des derniers efforts. Napoléon, trop sûr que de ce côté là des victoires nous valoient peu de chose et qu'un seul revers nous arrachoit tout, n'en auroit pas moins passé les Alpes. Après avoir frappé le grand coup, forcé l'Autriche à la paix, ce seroit contre nous qu'il auroit marché, contre nous, désormais seuls dans la lice, et dont la dernière espérance auroit été de tomber avec honneur.

Mais si, dès l'année 1799, la sagesse d'un nouvel essai contre la France avoit été douteuse, depuis l'élévation de Bonaparte au consulat et la paix de Luneville, le doute même devenoit absurde. Délivré de ses ennemis intérieurs, un et tranquille sous un gouvernement vigoureux, cet empire superbe déployoit enfin toute sa force. Sa frontière, depuis les derniers traités, étoit la plus belle que jamais un empire ait

eue. La mer, les Pyrénées, les Alpes, le Rhin avec ses innombrables forteresses, le rendoient inaccessible de tous les côtés. Nous, nos provinces éparses étoient sans défense, et notre capitale à huit lieues des frontières tomboit au premier désastre avec toute sa richesse militaire, avec l'espérance de plusieurs campagnes. Déjà l'Italie, la Hollande, l'Espagne marchoient sous les étendards du grand empire. Déjà sur la rive droite du fleuve, son influence n'étoit plus douteuse. Il avoit ses alliés sur ses flancs et devant lui. C'étoit sur eux que tomboit le poids de la guerre, c'étoit pour lui qu'étoient les succès. Nos alliés étoient au bout du monde, inaccessibles quand un moment pouvoit nous perdre, sans intérêt que l'intérêt d'un calcul lointain. Les alliés de la France étoient des instrumens entre ses mains. Les nôtres vouloient que nous fussions des instrumens dans la leur. Invulnérable elle même, la France avoit dans toute guerre l'avantage de l'offensive. Nous, des succès inouis nous menoient inutilement jusqu'au Rhin. Et quelle of-

fensive que celle de cet empire! Avec quelle inépuisable population! Avec quelle variété de moyens! Dix fois vaincue, son armée se renouvelloit dix fois. L'espérance de la patrie tomboit avec notre armée. Se flatter d'un succès en attaquant un tel adversaire, devenoit le comble de l'inconséquence. Appliquer aux François d'aujourd'hui quelques souvenirs dont notre orgueil n'avoit que trop abusé, auroit été la première preuve de notre infériorité. Car enfin, il faut achever nos aveux, les proportions morales aussi n'étoient plus les mêmes. Nous avions chez nous, mon premier tableau l'a prouvé, la sagesse qui fait produire et la sagesse qui conserve; nous fesions beaucoup avec peu de moyens; mais une intelligence supérieure fesoit des ressources immenses de l'empire françois tout ce qu'on peut en faire. Elle disposoit des richesses de la moitié de l'Europe, et ce n'étoit pas une mine que l'impéritie laissât languir. Notre armée étoit excellente; mais elle n'étoit plus la seule qui le fut, ou plutôt, sans avoir changé de place, elle ne se

trouvoit plus qu'à la seconde. Quelles sont en effet les conditions de la supériorité d'une armée? 1) son organisation intérieure; 2) l'habitude de la guerre dans l'officier et dans le soldat; 3) la confiance de tous en eux-mêmes, c'est à dire, la bravoure, la patience et tout ce que l'idée de soi donne de moyens moraux. De ces trois conditions, nous ne disputions plus aux françois que la dernière. Notre organisation, on l'a vu, etoit antique et lourde auprès de la leur. Nous n'avions presque rien adopté de ce qui avoit fait leurs succès. Nous ne savions ni marcher sans magasins, ni réduire nos bagages. Le dernier de nos officiers d'infanterie se seroit cru sans armes, s'il n'avoit eu deux chevaux au moins. Mais ces chevaux, ces magasins, les provinces ne les livroient pas, quelque naturel qu'il eut été de leur faire porter cette première charge. C'étoit l'état qui achetoit au poids de l'or, c'étoit l'état qui payoit comptant. Une campagne, une attitude imposante nous ruinoit pour des années. On appliquoit à ces momens extraordinaires où il s'agit de la chûte

des états, des principes libéraux, une régularité timide, honorable seulement quand de plus grands devoirs n'en souffrent pas. Pauvres de tout, nous fesions la guerre en peuple riche. Riches de tout, nos voisins la commençoient en peuple pauvre. Et cette habitude de la chose, cette expérience si nécessaire au général, à l'officier de tout grade, au simple éclaireur qu'elle instruit à s'aventurer à tems, à voir de loin, à voir juste, à faire un rapport utile, cette somme incalculable de petits avantages qu'elle fait saisir et de petites fautes qu'elle épargne, cette perfection d'ensemble qui doit résulter enfin de ce que dans aucun détail rien ne se fait qu'à propos, que d'armes entre les mains des François! Que de choses nous manquoient à côté d'eux! Depuis la guerre de sept ans, nous n'avions fait qu'un essai sérieux de nos forces. Encore la leçon avoit été courte, et utile seulement au tiers de nos régimens, le reste n'ayant pas bougé. Tout François de la génération présente a été élevé au bruit des armes, à l'école du malheur qui fait penser. De

cette école il a passé dans les camps, a endurci son corps à la fatigue, a vu la mort sous toutes les formes. Souvent, dans cette longue suite de campagnes, il a dû sa vie à sa présence d'esprit, à un mouvement juste, à un coup d'oeil exercé. Non, on ne fait bien que ce qu'on a fait, et le courage et le talent naturel ne tiennent pas tête au courage et au talent aidés de tous les souvenirs et de toutes les comparaisons. Parmi nos généraux, on comptoit des noms respectés, mais beaucoup étoient vieux, étrangers aux nouvelles formes, et l'ordre du tableau plaçoit les autres en arrière. L'âge, quels que soyent le courage et les connoissances, refroidit cette activité qui décide contre les François. Mais eux, que de généraux ils avoient alors! Le plus grand nombre n'étoit à la seconde place, que parcequ'un seul les effaçoit tous. Nommer celui là, c'est achever mon parallèle.

En effet, toute armée a des ressources, même avec des vices élémentaires, même en la supposant toute neuve, quand un gé-

néral la commande, qui, supérieur à l'ennemi par sa tactique, se rend maître des événemens de la campagne, suspend à son gré les coups décisifs, expose son armée et la dégage à propos, laisse à la force le tems de s'essayer et aux leçons que donnent les choses, celui de mûrir. Le tems n'étoit plus où le grand Roi, épuisé par ses victoires, n'ayant, au lieu de ses vétérans, que des recrues sous ses drapeaux, trompoit l'ennemi par ses marches, l'effrayoit par ses positions, jusqu'à ce qu'un moment heureux lui permît de frapper avec sûreté et vieillît ses jeunes soldats. C'étoit au coup de foudre qu'il falloit s'attendre, si jamais nous avions des François vis-à-vis de nous. Napoléon étoit à leur tête, le héros d'un siècle fécond en héros, Napoléon, versé dans les mystères de l'art et non moins grand dans l'exécution, prompt, infatigable, toujours riche en ressources neuves et victorieux déjà de ses victoires passées. Il ne falloit pas, en le combattant, compter sur des ménagemens heureux, sur les chances qu'amène le tems. Un jour auroit décidé

entre les deux armées, et, ce jour, sous quels auspices différens il se seroit levé pour chacune d'elles!

Ces vérités étoient si palpables, leurs conséquences si graves, que ceux-mêmes des serviteurs du Roi qui n'avoient pas partagé ses opinions, fixèrent de ce moment leurs principes, pour ne plus s'en départir. Ils ne cherchèrent plus le gage de la sûreté de la Prusse, si tant est qu'il fut encore quelque sûreté pour elle, que dans un système d'intelligence sage avec le grand empire.

Plût au ciel qu'à Vienne on eut pensé de même! Car tout ce que je viens de dire s'appliquoit à l'Autriche comme à nous, quoique dans d'autres proportions. L'Autriche, grâce à sa position géographique, avoit moins à craindre, et vraiment puissante comme elle l'étoit, elle ne mouroit pas de ses pertes. Mais contre elle aussi, toutes les conditions de la victoire étoient, depuis la paix de Luneville, entre les mains de Napoléon. On avoit vu récemment ce qu'étoit la France par sa frontière seule,

même abstraction faite du génie de ce grand homme Car enfin, tous les exploits de Souwarow, des chances rares n'avoient amené les Autrichiens et les Russes qu'aux pieds des Alpes, dans les rochers de la Suisse, sur les bords du Rhin, pour trouver à Gènes et à Kehl une résistance qui valoit une victoire, et à Zurich la ruine d'une belle armée. Et maintenant, cet homme! Ce peuple! Ces généraux! Ces soldats! Ces alliés! C'est là la grande vérité qu'on s'est obstiné à méconnoitre à Vienne, à Londres, partout. On n'a pas voulu comprendre que chaque tentative contre Napoléon lui donnoit des prétextes ou des titres, que chaque paix devoit lui valoir un accroissement de grandeur. Il a su établir son édifice sur des bases qui semblent défier les siècles; mais ceux qui se flattoient de le renverser encore, devoient au moins se dire que leur dernière espérance étoit de ne pas provoquer le lion, de détourner son activité brulante sur d'autres objets que la guerre, de veiller à ce qu'il restât en Europe une masse de puissance qui fut quelque chose à ses

yeux, d'attendre les bienfaits du tems, une génération qui n'eut vu ni les horreurs de la révolution françoise, ni la gloire ou la honte de ses guerres, là des institutions moins neuves et moins vigoureuses, ici des proportions morales moins inégales, d'attendre enfin que le repos, l'habitute, les passions et les années eussent déjoint ces mille élémens de toute-puissance. Peut-être Napoléon, en voulant que sa création fut aussi vaste que son génie, avoit-il trop exigé de l'avenir. Peut-être cette création ne pouvoit-elle durer toujours sans la main du créateur. La nature n'est pas prodigue en grands hommes. Un jour peut-être, sur le premier trône du monde, la sagesse s'endormoit encore, les liens du sang, de la reconnoissance, de la crainte se relâchoient, les vassaux aspiroient au premier rang, l'heureux françois vivoit content de sa vieille gloire. Prévoir le moment où les nations, à qui sa force avoit coûté une partie de la leur, pourroient reprendre leur place, prévoir le mode et l'étendue des succès, la sagesse humaine ne devoit pas y

prétendre. Chercher ce moment en 1805, le chercher tant qu'une goutte de sang couloit dans les veines de Napoléon, étoit la, preuve la plus sûre qu'on étoit loin de le trouver.

Mais, ce système d'intelligence avec le grand empire que le Roi s'étoit prescrit, quelles bornes lui donner? Falloit-il se jeter entre les bras de la France, s'allier étroitement avec elle? Aujourd'hui la réponse n'est pas difficile, car, quelque parti qu'on eut pris, il n'y en avoit aucun qui nous eut portés plus bas que nous ne sommes. Alors, une telle alliance sembloit inséparable d'une guerre prochaine. Il étoit évident que la France n'étoit pas encore arrivée où il falloit qu'elle arrivât, mais qu'avec les élémens de résistance qui existoient encore en Europe, il lui en coûteroit du sang pour consolider ses entours. Nous aurions scellé du nôtre son ouvrage, peut-être pour nous agrandir comme nous l'avions fait en Pologne, c'est à dire, en nous donnant des maîtres lors même que nous aurions paru ajoûter à notre force,

peut-être pour tomber plutôt, si les hasards avoient été contre nous. Une neutralité stricte, tous les procédés qui éloignent les querelles, l'emploi de tous les moyens que donne la politique, pour concilier les intérêts d'où pouvoient naître les guerres, pour rapprocher les grands rivaux, pour étouffer les haines naissantes, telle fut la marche que la probité du Roi s'imposa et que le succès couronna quelques années. Organe infatigable de la paix entre toutes les cours, n'en trompant aucune que pour lui cacher la haine des autres et désarmer les ressentimens, le miracle, s'il avoit été possible, n'auroit été possible qu'à lui.

Ce n'est pas que ce système dût nécessairement nous sauver. Dans les cours, des illusions, en France, l'entraînement de la grandeur, pouvoient tromper nos calculs. Le colosse croissoit d'année en année. Le moment du contact immédiat et des froissemens approchoit. Le choc décisif, le choc entre la France et la Russie devenoit surtout vraisemblable. Alors, se

roit-il en notre pouvoir de demeurer neutres? Ne serions-nous pas ou entraînés par le plus fort ou la victime du plus heureux? Et, quelque part active que nous prissions dans cette querelle des Titans, n'étoient-ce pas nos provinces qui devoient en être le théatre? Ne faudroit-il pas ou payer pour l'aillié vaincu, ou s'attacher sans retour et sans choix au char de l'allié vainqueur? Oui, la nature des choses l'avoit ordonné. Quelle que fut notre marche, un jour peut-être il auroit fallu périr ou dépendre. Mais, en s'attachant à une neutralité sévère, on n'ajoûtoit pas du moins des fautes aux malheurs, on essayoit d'échapper à sa destinée, on appeloit encore de la dernière sentence, on conservoit un appareil de forces que peu d'hommes savoient juger. Les hasards, triste consolation quand on n'a que cet espoir, trompoient peut-être une partie de nos craintes. Des bouleversemens nous avoient perdus, des bouleversemens nous sauvoient. Enfin, quand il est mathématiquement prouvé que la lutte est inégale, que

les forces sont à cette distance où le courage ne peut rien, on attend du moins pour périr que le devoir de défendre ses foyers ne laisse plus le choix des systèmes.

Ainsi voyoit l'homme d'état à qui tous les ressorts de la machine étoient connus. Dans la bouche du soldat qui ne puise ses motifs que dans son courage, dans celle du citoyen ignorant que la confiance du soldat inspire et trompe, le langage alors n'étoit pas le même. Il faut du courage pour joûter contre la force. Il en faut plus quelquefois pour s'avouer sa foiblesse. Peu d'hommes chez nous avoient le secret de la nôtre Ils n'osoient s'en appuyer dans leurs conseils, parceque la déguiser, c'etoit nous laisser un reste de force Mais, moins il leur étoit permis d'éclairer la nation sur son état, plus la nation se trompoit sur eux. Elle se voyoit encore à son ancienne hauteur, quand toutes les proportions étoient renversées autour d'elle. Elle souffroit avec impatience que l'Europe se refondit sans son aveu, et, après avoir demandé la paix à grands cris, lorsqu'en 1794 cette paix

préparoit nos chaînes, plusieurs commençoient à nommer foiblesse le calcul des têtes calmes.

Bientôt les principes du Roi furent mis à une cruelle épreuve. La guerre maritime recommença. L'Empereur des François voulut se saisir des états allemands du Roi d'Angleterre. Ces états étoient tellement situés, que leur occupation devoit entraîner pour nous des humiliations et des pertes. Je l'ai dit, autant notre géographie nous facilitoit autrefois tous les systèmes, autant, depuis les derniers bouleversemens, elle avoit multiplié les points où l'on nous blessoit à mort. Que falloit-il faire dans ces circonstances? Disputer le droit aux françois? Soutenir, comme on l'a fait depuis dans le manifeste, que le pays d'Hannovre étoit étranger aux querelles de l'Angleterre? On auroit rougi de le tenter. Il y avoit trop peu de tems que nos troupes étoient sorties de ce même électorat, qu'elles avoient occupé sur les instances de la Russie, pour une cause qui certainement regardoit l'Angleterre seule. User du droit qu'ont

qu'ont les grandes puissances de prendre en main des intérêts qui touchent aux leurs, et déclarer que le nôtre ne permettoit pas l'invasion? Mais les françois, en vertu du même privilège, auroient répondu que le leur la demandoit. La guerre étoit inévitable et nous arrivions à Auerstaedt plus tôt de trois ans.

Le Roi imagina un autre moyen d'échapper à tant d'écueils. Ses intentions échouèrent contre l'orgueil du cabinet de St.^ James.

On se rapelle que, peu d'années auparavant, nous étions entrés dans la coalition des cours du Nord contre l'Angleterre, coalition dont le but avoit été de relever la navigation des neutres et de faire reconnoître le grand principe, que le pavillon couvre la marchandise. Par la mort de Paul I. la ligue avoit été dissoute presqu' aussitôt que formée. Les trois cours avoient sanctionné depuis des principes bien différens. La Prusse seule n'avoit pas reculé sur les siens, quoique sans espérance de les faire respecter.

Quand le pays d'Hannovre fut menacé par les armes françoises, le Roi offrit à l'Angleterre de l'occuper lui-même et d'en garantir la tranquillité jusqu'à la paix, pourvu qu'on reconnut à son pavillon la prérogative arrachée aux nations libres par le nouveau code Breton. A ce prix la France (elle s'en est expliquée) auroit souffert qu'un corps de nos troupes dévançat les siennes dans l'Electorat. Son commerce qui, grace au despotisme de l'Angleterre, n'avoit plus même la ressource des pavillons neutres, devoit revivre sous la protection du nôtre. Un tel avantage valoit bien pour elle une province. Pour nous c'étoit plus qu'une conquête, et cette heureuse conception sembloit réunir tous les intérêts.

Je ne prononce pas sur ce que l'Angleterre a dû préférer. Mais, quand on songe qu'elle auroit sauvé l'antique héritage de son souverain, que le commerce des fleuves d'Allemagne lui seroit resté, que là a commencé contre elle ce système de clôture universelle qui fait aujourd'hui son désespoir, et que la marche des François sur

l'Elbe a peut-être été le premier anneau de cette longue chaîne d'événemens dont leur monocratie est le résultat, on est tenté de croire que les offres du Roi eussent mérité plus d'égards à Londres.

Elles y furent rejetées. Le ministère Anglois aima mieux laisser périr les braves Hannovriens que de se relâcher sur son code usurpateur. Les françois occupèrent le pays sans résistance.

Les discussions entre eux et nous furent de ce moment interminables, on l'avoit prévu. Mais l'aigreur ne s'y mêloit pas encore. Napoléon professoit une haute estime pour la personne du Roi. Peu de souverains en Europe étoient restés inaccessibles aux passions dont l'homme ne se défend guères, quand une grande supériorité de fortune ou de génie le blesse dans son amour propre ou dans ses grands intérêts. Le Roi seul avoit jugé Napoléon et s'étoit même complu dans ses jugemens. Napoléon le savoit. Napoléon attachoit du prix à son rapport avec le jeune monarque et les nuages entre eux avoient été d'un moment,

lorsque la coalition de 1805 éclata. C'est de cette époque et de ses suites que j'ai promis de tracer l'histoire.

Les négociations qui précédèrent la guerre furent conduites entre les cours de Londres, de Petersbourg et de Vienne avec un secret inpénétrable. La veille de l'explosion, une sécurité parfaite sembloit régner à Paris, première condition du succès pour les alliés, si déjà les nouvelles relations de l'Europe n'avoient mûri au point de rendre le succès impossible.

En effet, la guerre de 1805 devoit ou achever de renverser tout équilibre en Europe, si la France triomphoit encore, ou coûter sans fruit des torrens de sang, même dans les hypothèses les plus favorables aux alliés. Avec un plan sage, avec des généraux habiles, ils n'auroient pas sans doute laissé périr en 10 jours une armée superbe; mais, comme il s'agissoit d'obtenir un but qui supposoit l'anéantissement de la France; comme, pour y arriver, il falloit avoir ren-

versé les barrières du nouvel empire, le résultat ne fut douteux que pour la passion. Une sagesse commune, une valeur de tous les jours eut suffi désormais pour défendre le Rhin et les Alpes. Un coup d'oeil sur la carte devoit convaincre, qu'à moins d'un de ces momens où il semble que le ciel fasse des miracles et n'en fasse que pour un parti, où d'un côté, le génie commande à la nature, tandisque de l'autre, l'impéritie ne sait profiter de rien, l'art et la bravoure seroient inutiles aux alliés. Mais jugez quel espoir pouvoit leur rester, quand dans cette forteresse immense, dans cette France dont ils entreprenoient le siège, un homme tel que Napoléon commandoit, sûr de sa retraite après une sortie manquée, un champ immense devant lui, si ses premiers coups étoient heureux Jugez surtout quel devoit être leur sort, si, ayant contre eux la nature et le génie, ne pouvant rien pour se rendre la première plus favorable, ils ne savoient pas même combattre l'autre à armes égales. Je me répète, mais on ne sauroit trop le redire. L'Autriche pouvoit

perdre beaucoup dans cette guerre, elle ne pouvoit obtenir des avantages qui valussent le sacrifice de sa dernière énergie, et ce calcul clair, aisé, est ce qui fait de la coalition de 1805 la plus impolitique de toutes. Nous en avons été les victimes plus que l'Autriche elle-même.

Le début des alliés n'annonça de la force que pour dévoiler mieux leur foiblesse. Ils avoient senti qu'il importoit avant tout de s'assurer de la Bavière, soit pour l'associer à leur plan, soit pour la désarmer, s'il falloit la craindre. On fit le premier pas, on ne sut pas hasarder à tems le second; et tandis qu'on s'avançoit jusqu'au Lech pour n'y rien faire, toute l'armée Bavaroise s'échappoit vers les bords du Mein, s'établissoit sur le flanc droit du général Mack, et devenoit entre les mains de Napoléon un des moyens de l'opération sublime qui decida la guerre en dix jours.

Déjà ces premiers momens nous avoient donné deux grandes leçons, l'une encore utile, l'autre qui nous éclairoit trop tard pour nous épargner des malheurs.

D'abord nous avions vu que la Russie, toute puissante contre ses voisins, ne pouvoit à deux cens lieues de sa frontière leur porter qu'un secours tardif. Ses efforts avoient été à la hauteur de son but, un secret profond les avoit secondés, et cependant les coups mortels étoient portés lorsque ses troupes arrivérent. Telle devoit être notre histoire, si jamais, sur la foi de son alliance, nous osions provoquer le premier choc.

De plus, nous nous étions flattés que, dans une guerre entre la France et la Russie, plus foibles que chacune d'elles, mais assez forts pour mettre dans la balance un poids redoutable, nous les forcerions toutes deux à respecter notre neutralité. La guerre fut à peine sûre que déjà cette espérance ne nous restoit plus, ni d'un côté ni de l'autre. La Russie fut la première à nous l'ôter.

Lors des anciennes coalitions, gagner la Prusse avoit toujours été le grand objet de la politique des cours. On avoit essayé de la séduire, tantôt par l'ambition, tantôt par la crainte. Cette fois, on la laissa

complétement étrangère au grand plan, car tout le monde croyoit le Roi dans les liens de Napoléon. Cependant, dans les négociations des trois grandes cours, on n'avoit pas oublié la Prusse. Il semble qu'on l'y ait mise dans une même catégorie avec la Bavière, et qu'une surprise ait dû la livrer à la Russie, en même tems que la Bavière à l'Autriche. Une armée Russe s'étoit portée insensiblement sur notre frontière, et, lorsque toutes les mesures furent prêtes pour nous imposer la loi, le ministre de la cour de Petersbourg à Berlin eut ordre de déclarer, que tel jour les troupes de son souverain entreroient dans le pays, pour marcher à travers nos provinces contre les françois.

L'erreur de ce calcul semble inexplicable. On a vu que je ne me fais point illusion sur notre force, mais certainement elle n'étoit point assez peu de chose pour que les alliés pussent risquer de la provoquer contre eux, lorsqu'ils avoient besoin de toute la leur. J'ai toujours cru que leur premier langage avoit eu pour motif une fausse

supposition. On étoit tellement plein ailleurs des préventions contre la France, qu'on n'imaginoit pas possible que Frédéric Guillaume ne les partageat pas au fond du coeur. On se disoit peut-être que la crainte des événemens, qu'une moralité sévère, qu'un caractère indécis le retenoit en dépit de ses propres voeux, qu'en ne lui laissant que le choix d'être pour ou contre les alliés, on l'entraîneroit vers eux, que lui-même enfin se félicitiroit de cette heureuse violence. Jamais erreur ne fut plus complète. Frédéric Guillaume vouloit la paix sincèrement, parcequ'il la croyoit le grand intérêt de ses peuples, et Frédéric Guillaume n'étoit jamais indécis, quand le devoir étoit prouvé. Cette fois il n'avoit pas à prononcer entre des opinions plus ou moins spécieuses, entre des pressentimens politiques plus ou moins hasardés. Le fait étoit clair, l'indépendance de l'état menacée, son intérêt hors de doute. Dès lors la jalousie, l'amitié ne furent plus rien. Toute l'armée Prussienne se porta vers la Vistule, et les Russes ne purent plus avancer qu'en l'écrasant.

L'appareil étoit trop grand pour le but. C'étoit trop dépouiller peut-être notre frontière de l'autre côté. Je suis convaincu que des mesures, suffisantes pour bien constater la volonté du Roi, auroient été suffisantes aussi pour la faire respecter dans ce moment là. Car la Russie ne pouvoit en même tems nous combattre, et poursuivre son objet principal contre la France. Mais on espéroit sans doute d'un grand exemple d'énergie des fruits heureux pour l'avenir, et le ciel qui avoit décidé notre perte, nous entraînoit vers ce qui devoit la rendre plus sûre. Dès que la Russie eut la certitude que nos préparatifs étoient sérieux, elle revint sur ses déclarations, leur donna une explication compatible avec l'amitié, et fit désormais l'impossible pour obtenir de notre conviction ce quelle avoit vainement attendu de notre foiblesse.

De ce côté là, la question entre elle et nous étoit décidée. Ailleurs elle renaissoit sous une autre forme, et là le noeud sembloit inextricable. Une armée Russe alloit arriver par mer dans la Poméranie

Suédoise, pour marcher vers le pays d'Hanovre et le reconquérir sur les François. Cette expédition nous entraînoit dans la guerre plus sûrement encore que les premières menaces des Russes. Car, lors des discussions que l'occupation de l'Électorat avoit suscitées entre les François et nous, lorsque nous eumes demandé la réduction de leurs troupes comme un gage de leurs intentions, et qu'ils eurent éludé cette demande, en alléguant la possibilité d'une attaque étrangère qui eut compromis des forces réduites, une convention, alors bienfaisante, avoit obtenu au Roi ce qu'il falloit qu'il obtint, mais sous la condition que jusqu'à la paix il ne permettroit pas que, du côté de ses frontières, les troupes françoises, stationnées dans l'Électorat, fussent inquiétées. Le continent jouïssoit alors d'une paix profonde; rien n'annonçoit qu'un jour cet engagement dût nous compromettre avec la Russie, ou même il sembloit qu'en aucun état de cause la Prusse ne pouvoit permettre que le théatre d'une guerre s'établit là, au milieu de ses provin-

ces éparses, à vingt lieues de sa capitale. Le résultat immédiat de cet accord étoit nécessaire à sa sûreté. Elle en avoit recueilli les fruits, elle dût en porter le poids.

Mais en vain le cabinet de Berlin, pressé par la France de remplir ses engagemens, les fit-il connoître à Petersbourg. Toutes ses instances pour que la Russie renonçât à une expédition qu'il ne pouvoit permettre, échouèrent. Déjà le débarquement s'étoit opéré à Stralsund. Nos menaces seroient demeurées inutiles, car certainement la Russie n'auroit pas reculé là, comme sur la demande du passage par nos provinces. Quels étoient en effet sur cette route nos titres contre elle? Elle alloit chercher son ennemi sans toucher à notre frontière; nous n'avions pas eu le droit à ses yeux de prendre des engagemens qui n'étoient nuisibles qu'à elle; et l'on est bien autrement ferme, quand, dans une cause qu'on croit juste, on met son adversaire dans le cas de prendre l'initiative des mesures fortes, que quand on se prépare soi-même à la prendre, pour soutenir une violence. Quinze jours plus

tard, la Prusse étoit déshonorée ou en guerre avec la Russie, c'est à dire elle étoit en guerre, car l'obligation envers la France étoit claire, la déclaration faite à Petersbourg précise, le devoir du Roi incontestable et, par conséquent, en dépit de toutes les répugnances, sa résolution finale certaine.

Le noeud fut tranché lorsqu'on s'y attendoit le moins Un événement où l'on crut voir un autre attentat contre notre indépendance, rejeta la politique Prussienne d'un extrême dans l'autre.

Napoléon avoit fait marcher vers le midi de l'Allemagne toutes les troupes cantonnées dans l'Electorat d'Hannovre, ne laissant qu'une garnison à Hameln et quelques détachemens dans le pays. Le Maréchal Bernadotte réunit à ces troupes celles de l'Electeur de Bavière. Des marches rapides les conduisirent toutes sur le Danube, où Mack en peu de jours se vit cerné de toutes parts. On sait quel fut le sort prodigieux de sa belle armée.

Mais la marche prescrite au Maréchal

Bernadotte l'avoit conduit à travers nos états de Franconie. A la première nouvelle de son approche, les autorités du pays, justement allarmées, avoient protesté contre cette violation d'un territoire neutre. Leurs instances étoient restées sans effet. Le Roi vit son système renversé en trois semaines aux deux bouts de sa monarchie, sans avoir le tems cette fois-ci, comme la première, de parer le coup en prenant les armes.

On se demande quelles raisons l'Empereur des François a pu avoir pour risquer une provocation si éclatante, dans un moment où il avoit tant d'ennemis sur les bras.

On répond d'abord qu'il ne risquoit rien. La marche de ses troupes à travers nos provinces étoit nécessaire aux combinaisons savantes, qui devoient du premier coup écraser l'Autriche. Ce coup porté, il se voyoit d'avance aux portes de Vienne. Il savoit notre armée sur la Vistule, il étoit sûr d'avoir dicté la loi à son principal ennemi, avant qu'elle eut pu re-

paroître sur le théatre, et dès lors il ne la craignoit plus.

On répond encore que Napoléon avoit quelque droit de penser que déjà ses intérêts étoient les nôtres. Il voyoit notre attitude contre la Russie. Nos obligations, nos déclarations lui étoient connues Il ne doutoit pas de la rupture. Il fit ce qui, un moment plus tard, ne nous auroit plus offensés

On répond enfin qu'il avoit pour lui le souvenir des dernières guerres. Alors en effet, le passage par ces provinces, coupées de la monarchie et sans moyens de défense, avoit été permis aux puissances belligérantes.

Il n'en est pas moins vrai que le Roi se voyoit blessé par la France, comme il l'avoit été par la Russie. De tous les côtés les événemens trompoient sa sagesse et le jetoient hors de ses calculs. Ainsi cette malheureuse monarchie qui possédoit partout quelque coin de terre, vulnérable quelque fut le théatre des querelles, trop forte pour pardonner l'offense, trop foible

pour la venger, se débattoit envain contre les suites de l'erreur de 1792. et marchoit inévitablement vers la catastrophe.

Le chagrin du Roi fut extrême. Il le fut avec d'autant plus de raison que, si le Roi n'en avoit cru que lui-même, le mal auroit été sans conséquence. Veut-on un exemple de ce tact parfait qu'il devoit à la nature? Il n'eut pas plutôt la certitude que la guerre alloit recommencer entre l'Autriche et la France, que, méditant sur ce qui pouvoit devenir l'écueil de sa neutralité, il prévit le sort des provinces de Franconie. Il se dit que, jetées sur la route des deux armées, il étoit impossible qu'elles demeurassent intactes, que le vaincu s'échappe par tous les chemins, que le vainqueur avant toute autre considération poursuit sa victoire, et qu'insister sur la neutralité des Margraviats, c'étoit renoncer d'avance à celle de la Monarchie. Il crut plus sage de ne pas vouloir ce qu'on n'auroit voulu qu'inutilement, et d'imiter sur ce point son père, qui, depuis 1795, tandisqu'un corps d'armée toujours sous les armes veilloit à ce

que la neutralité de la masse de l'état fut respectée par les puissances belligérantes, leur avoit permis à toutes le passage par la Franconie, sous la seule condition de n'y point prendre de position stable et d'y payer tout comptant. Le Roi ordonna à son cabinet de déclarer que tels seroient ses principes dans cette guerre. Dès lors le passage des François n'auroit rien eu d'offensant. Nous échappions au traité du 3 de Novembre, et à la honte de ne pouvoir le remplir, et à l'alliance tardive qui succéda à notre haine, et à tous les pièges où cette alliance nous a conduits. Au lieu de remplir les ordres du Roi, son cabinet lui représenta que faire une telle déclaration, sans que rien l'eut provoquée, seroit aller au devant des insultes et proclamer sa foiblesse. Il y avoit quelque chose de spécieux dans cette objection, mais n'eut-il pas mieux valu convenir de sa foiblesse sur un point, que de s'exposer à des événemens qui la démasquoient sans retour? Le Roi insista longtems, finit par céder et le mal fut irrépara-

ble. Haugwitz alors étoit absent. Il se trouvoit à Vienne.

Le coup porté, que falloit-il faire? Regarder le passage des François comme une agression pure et simple, et faire cause commune avec les alliés? Ou fermer les yeux sur l'insulte et poursuivre ses premiers erremens? Ou chercher un moyen terme qui satisfit à l'honneur, sans nous entrainer dans la guerre?

De ces trois partis, le plus impolitique étoit sans contredit le premier. Nous avons vu ce que la Prusse pouvoit se promettre d'une rupture avec la France. L'illusion des ennemis de Napoléon n'avoit duré qu'un moment. Déjà l'on avoit la nouvelle de ses premiers succès et du désastre de Mack. Nos troupes seroient accourues des extrémités de la monarchie pour arriver après la décision. Cette circonstance ajoûtoit encore à notre foiblesse de tous les momens. Il n'y avoit pas une chance qui ne fut enfin contre nous.

Rester absolument impassible ne sembloit pas moins déplacé. Quand même on

auroit pu soutenir que la France, en jugeant mal la manière dont nous envisagerions le passage de ses troupes, n'avoit pas mérité que la guerre en fut la suite, elle nous avoit montré assez peu de considération pour ne plus devoir attendre de nous des sacrifices. Mais marcher sur l'ancienne ligne, c'étoit leur en faire de graves, car nous avons vu que nos engagemens relatifs au pays d'Hannovre tendoient à nous faire rompre avec la Russie.

Il étoit un moyen terme qui nous remettoit, pour quelques momens du moins, dans cet isolement politique, si dangereux à la longue, mais si préférable à nos collisions d'alors, où, libre de toute obligation positive, l'état ne prend la loi que de lui même et de son seul intérêt. Ce parti fut le premier pour lequel on se décida. On déclara au ministre françois à Berlin, qu'on regardoit la violation de notre territoire comme une résolution de sa cour, de renoncer aux engagemens qui existoient entre elle et nous, que par conséquent rien ne nous appeloit plus à entraver la marche des

Russes vers l'Electorat d'Hannôvre, et que nos armées alloient prendre une attitude qui fit mieux respecter notre territoire. Cette déclaration fut communiquée à Petersbourg.

Si l'on s'en étoit tenu là, on auroit été sévère, mais juste et estimé des hommes sages. On n'en auroit pas échappé mieux aux suites de la paix de Presbourg. Par la route des fautes ou par celle de la sagesse, une force supérieure, étrangère à nos calculs, nous poussoit vers la dépendance. Mais notre mort politique auroit été moins violente. Le plus noble des princes auroit été moins indignement jugé, et nous n'aurions pas allumé les haines, qui nous ont fait vider jusqu'à la lie *la coupe de l'humiliation.*

Le moment étoit trop favorable pour que les ennemis de la France se contentassent d'un demi triomphe. Les ministres des cours alliées redoublèrent d'instances pour attacher la Prusse à leur cause. Ce n'étoit plus à la sagesse du Roi, c'étoit à sa justice qu'ils en appeloient. Quoi! il avoit pris les armes contre la Russie sur une me-

nace mal comprise, et il ne tireroit d'autre vengeance d'une violence exécutée, irréparable, que de rentrer dans une neutralité plus sévère? Où étoit la conséquence d'une telle marche? Où cette impartialité dont la Prusse s'étoit vantée si longtems? A ces cris se joignirent ceux d'un parti puissant dans l'intérieur, qui déjà murmuroit plus haut de ce qu'il appeloit la foiblesse des ministres. Des hommes de tous les rangs, bien intentionnés, mais qui n'avoient ni la mesure de Napoléon ni la nôtre, alloient prédisant sa toute-puissance et notre chûte, et prédisoient juste. Mais ils alloient aussi prêchant la guerre, la guerre à mort, comme le dernier moyen de salut, et ils se trompoient. Pour ces patriotes aveugles, le passé étoit le présent, la guerre de sept ans le gage des guerres futures. Ils ne savoient pas se dire que tous les miracles qui avoient fait notre ancienne gloire seroient désormais contre nous, que Frédéric lui-même avec son génie eut succombé sans des circonstances qui n'étoient plus „Si nous examinons, dit le grand homme dans son

histoire, les causes de nos succès, nous trouverons que les raissons suivantes empêchèrent la perte des Prussiens 1) le défaut d'accord et le manque d'harmonie entre les alliés, leurs intérêts différens qui les empêchoient de convenir de certaines opérations, le peu d'union entre le généraux Russes et Autrichiens qui les rendoit circonspects, lorsque l'occasion exigeoit qu'ils agissent avec vigueur pour écraser les Prussiens, comme ils l'auroient pu faire effectivement. 2) La politique trop raffinée de la cour de Vienne, dont les principes la conduisoient à charger ses alliés des entreprises les plus hasardeuses, pour conserver à la fin de la guerre son armée en meilleur état et plus complète que celles des autres puissances, d'ou, à différentes reprises, il résulta que les généraux Autrichiens, par une circonspection outrée, négligèrent de donner le coup de grace aux Prussiens, lorsque leurs affaires étoient désespérées, enfin 3) la mort de l'Impératrice de Russie etc " De toutes ces chances, il n'y en avoit aucune qui désormais ne fut

contre nous. Au lieu d'alliés désunis, un ennemi qui les valoit seul, un intérêt au lieu de plusieurs, Napoléon et ses élèves au lieu de généraux timides, voilà ce qu'en 1805 la Prusse auroit eu contre elle. Et quand, au lieu de se conjurer contre nous, les circonstances nous auroient servis encore, étoit-ce rendre aux mânes de notre héros l'hommage qui leur étoit dû, que de voir si peu d'obstacles à l'imiter et de compter encore une fois sur les merveilles de son régne?

L'armée y comptoit si bien qu'elle désiroit ardemment la guerre. Les premiers hommes de l'état fesoient arriver au trône ses voeux et les leurs. Une partie de la nation se laissa aller à ce cri. Fatiguée de sa nullité, autant qu'effrayée d'une prépondérance que rien ne balançoit plus, elle croyoit que, pour la remettre à sa place, il suffisoit de vouloir. Les fanatiques tirèrent un parti prodigieux de la violation du territoire d'Anspach pour électriser le peuple. Le Roi attachoit un grand prix à l'opinion, quand elle étoit générale, et l'opinion des

hommes ardens passe aisément pour celle de la nation. Il flottoit entre le tact qui lui présageoit son sort et la sévérité de ses principes. De ses principes: car, plus il avoit rejeté la guerre, parcequ'à ses yeux il n'y avoit que le cas d'une agression qui la rendit juste, plus il sentoit aussi qu'à prendre les choses à la rigueur, abstraction faite des motifs de prudence qui suspendent l'application de la règle, il devoit à la sienne des résolutions vigoureuses, et qu'en le mettant en contradiction avec lui même, ceux qui l'accusoient de foiblesse auroient eu gain de cause aux yeux du vulgaire.

En effet, le moment étoit venu où il falloit descendre de son rang ou le maintenir avec éclat. Ou la Prusse en tenoit un entre les premières puissances, et alors on traversoit aussi peu son territoire sans demander son aveu, qu'on oseroit aujourd'hui toucher à celui de la France ou du moindre de ses alliés; ou elle étoit dans une catégorie qui lui imposoit des sacrifices pénibles et un silence humiliant, et il falloit renoncer à tromper l'Europe sur sa nullité. Le Roi

savoit

savoit bien laquelle de ces deux destinées étoit la sienne, il ne l'avoit pas méritée par ses fautes. Peut-être il auroit été assez grand pour changer volontairement de place et sacrifier au bonheur de son peuple des ressentimens, même justes, (car cette belle ame avoit sa fierté, et lui-même pour se vaincre, avoit besoin de l'ascendant du devoir) mais l'erreur fatale de quelques classes peu à peu gagnoit chez nous les plus sages, mais nous tous enfin *), ivres de nos longues prospérités et de nos beaux souvenirs, nous voulions, si non la guerre, du moins la gloire et le rang qui la donne, et le langage qu'elle autorise. Un bonheur obscur que nous pouvions sauver quelque tems encore, nous sembloit honteux. A quoi bon deux cens mille hommes sous les

*) J'ai tort Il y avoit dans la classe pensante beaucoup d'hommes qui, sans voir une issue au dédale où la fortune avoit engagé le Roi, jugeoient assez bien l'état des choses pour frémir de l'idee qu'on osât trancher le noeud. Mais ils se taisoient, par modestie ou par crainte.

armes, pour se faire imposer la loi? Pourquoi jouer la force contre la Russie, pour dévorer ailleurs des affronts?

Pourquoi! notre bon maitre le savoit bien. Mais, il est affreux de le dire, il ne pouvoit plus nous sauver qu'en perdant l'estime publique. Il s'agissoit pour lui de l'honneur. De l'honneur! pour un prince qui n'avoit connu de plaisir que le bien de ses sujets et de recompense que leur amour! De l'honneur! quand déjà sa raison ne se défendoit qu'à peine contre des argumentations rigoureuses! Les vérités qui le poussoient à sa perte étoient de celles qui semblent honorer leurs apôtres. Les vérités qui le retenoient encore étoient trop dangereusés à dire et trop aisées à méconnoitre, pour se produire avec la même vigueur.

L'Empereur Alexandre, allarmé de l'impression qu'avoit laissée le premier langage de son ministre et plus sûr enfin de gagner la Prusse à sa cause, accourut à Berlin de son quartier général. Une amitié rare, non pas telle qu'on la trouve sur

les trônes, cette amitié qui fait le charme de la vie dans les conditions où l'homme a besoin de l'homme, unissoit depuis trois ans les deux souverains: tous deux jeunes, nobles, probes, tous deux les délices de leurs empires et dignes tous deux de s'aimer. Une crise les avoit jetés à une grande distance l'un de l'autre et ils s'etoient pardonné leurs devoirs de souverains. Une crise rapprocha leurs intérêts et Alexandre accourut près de son ami. Dans sa bouche, les argumens qui déjà travailloient la raison du Roi, gagnèrent plus de force. Des nouvelles pénibles leur en prêtoient d'heure en heure. Les suites de la première violence exercée contre nous se manifestoient déjà. Les Autrichiens vaincus fuyoient à travers nos provinces de Franconie, les vainqueurs y poursuivoient leurs succès. Des impressions toujours répétées l'emportérent. Le trois de Novembre arriva, jour à jamais mémorable dans nos annales, où, avec le traité de Potsdam, l'arrêt de notre mort fut signé. Le Roi prit part à la guerre.

Le voilà donc, ce Prince sage qui n'avoit voulu que la paix, qui l'avoit voulue par caractère, par principes et par calcul, qui huit ans en avoit été l'apôtre et quelquefois l'instrument, le voilà, n'ayant plus le choix des malheurs et malgré lui s'associant aux projets gigantesques de la ligue. Mais non, ces projets, en devenant les siens, avoient pris du moins quelque chose de son caractère. Il voulut, avant de signer, que l'intention de la guerre fut fixée. Il obtint de la sagesse et de l'amitié d'Alexandre que cette intention ne fut pas d'une nature à perpétuer le malheur public. On ne songea plus à renverser des traités déjà reconnus, ni à exiger de la France des sacrifices incompatibles avec l'honneur. La guerre ne se fit plus que pour les objects encore en litige. Dès lors, avec des succès balancés, on put espérer de s'entendre quelque jour. Une paix générale, plus sage que les précédentes, parce qu'elle auroit embrassé tous les intérêts et qu'elle les auroit mis sous la garantie de toutes les puissances, auroit été le résultat de ce

dernier acte de vigueur. De ce moment l'Europe prenoit une assiette fixe. Les obligations de cours sortoient de ce vague qui avoit fait leur foiblesse, en les empêchant d'agir de concert et en les perdant l'une après l'autre. Pour la Prusse enfin, si l'on atteignoit cet heureux moment, une alliance étroite avec les deux cours Impériales devenoit un dernier gage de sûreté, pour tout le tems au moins où ces deux cours elles mêmes, auroient trouvé de l'intérêt à la maintenir. Ainsi le Roi, en prenant les armes, ne poursuivoit pas une vengeance gratuite. Il tiroit seulement occasion de ses griefs pour en écarter les causes et concevoit un plan, qui, plus heureux, devoit honorer à la fois sa modération et sa force.

Triste illusion, que lui seul peut-être au fond de son coeur, ne partagea pas! La condition de ce plan, qu'on se le redise étoient des succes balancés!

Le Roi fit plus. Il voulut que l'Empereur des François ne put se tromper sur l'esprit de l'union, de peur que lui même

le jugeant encore sur les anciennes prétentions, ne donnat à la lutte un caractère qui l'aigrît. On convint qu'un ministre Prussien seroit envoyé au quartier général de ce prince, pour lui offrir et la médiation du Roi, s'il vouloit accepter la base de paix générale concertée entre les trois cours; (car l'Autriche avoit accédé) et à ce prix, le renouvellement de l'ancienne amitié. La Prusse ne s'obligeoit à la guerre que dans le cas d'un refus.

Par cette marche, le Roi payoit un dernier tribut à des principes qu'il n'avoit sacrifiés qu'en soupirant. Ce n'étoit pas d'ailleurs perdre dans des formes lentes un tems, qu'on auroit pu donner à des opérations vigoureuses. Nos armées revenoient à marches forcées, mais des frontières de la Russie, et les juges avoient décidé qu'elles ne pourroient entrer en campagne que le 15 de Décembre.

Le Comte de Haugwitz, chargé de la négociation, partit pour Vienne où Napoléon venoit d'entrer en vainqueur.

Je touche à un moment que l'on a for-

tement reproché à la Prusse et où elle a mérité des reproches. Car, quoique le lecteur devine déjà l'idée principale de cet ouvrage, quoique, en me suivant avec attention, il ait vu le livre des destins se dérouler lentement, mais sans remède, pour ce malheureux état, et une suite d'événemens étrangers à la sagesse du Roi, lui tracer sa route entre des abimes, il ne me trouvera point aveugle sur nos fautes. Mais, vous Prussiens ultrapatriotes, ne triomphez pas. Nos véritables torts sont bien loin de ceux que vous nous croyez.

Haugwitz fut quelques jours à Vienne, avant de voir l'Empereur des François qui préparoit la bataille contre les Russes. Quand ensuite il fut admis à l'audience de ce souverain, voici quel étoit l'état des choses.

La journée d'Austerlitz avoit achevé de ruiner les affaires. L'Autriche qui, trois semaines auparavant, s'étoit engagée à ne poser les armes qu'avec nous, désespérée, venoit de signer un armistice que la paix devoit suivre en peu de jours.

La grande armée Russe sur laquelle surtout on avoit compté, retournoit chez elle. Alexandre déclaroit qu'il n'avoit pris les armes que pour son allié, et que, son allié content, il l'étoit aussi. Nous étions seuls, même avant d'être entrés en lice, libres encore une fois d'obligations, mais chargés de tous les dangers.

Dans ces circonstances, un autre négociateur que Haugwitz n'auroit vu son devoir que dans ses instructions. Il n'auroit pas manqué d'articuler encore les propositions convenues entre les trois cours, propositions modérées, je l'ai dit, tant que la moitié de l'Europe se levoit pour les maintenir, propositions devenues absurdes, depuis que le ministre Prussien ne parloit plus qu'au nom de son maître. Haugwitz commença par se dire que, de tous les ordres qu'il avoit reçus, il n'y en avoit plus un d'applicable à la circonstance. Tous avoient pour base le traité du 3 de Novembre, et ce traité n'existoit plus.

Il laissa là de vaines discussions sur l'Italie. Il jugea que désormais la guerre

seroit une démence gratuite, et ne considéra plus sa mission que comme une occasion heureuse de régler enfin nos rapports avec la France.

Napoléon sembla goûter cet homme sage. Il l'honora d'une confiance particulière. Le fameux traité de Vienne fut le résultat de leurs entretiens et, à ce prix, le vainqueur d'Austerlitz consentit à oublier qu'il n'avoit pas tenu à nous qu'il n'eut reçu des loix au lieu d'en donner.

Voici les conditions du traité.

Alliance entre les deux états.

La Prusse cédoit à la Bavière le pays d'Anspach, et à la France, pour en disposer à son gré, Clève et Neufchâtel.

En revanche, la Bavière lui cédoit un territoire de vingt mille ames de population, pour l'arrondissement du Margraviat de Bareuth, et la France Hannovre, avec tous les états allemands du Roi d'Angleterre.

La Prusse garantissoit à son allié les résultats de la paix de Presbourg, et celui-ci garantissoit à la Prusse toutes ses possessions tant anciennes que nouvelles.

Les deux puissances enfin prenoient sous leur garantie l'intégrité de la Porte Ottomane.

Haugwitz revint avec le traité, se reservant de le présenter lui-même. Je passerai tout à l'heure à l'examen de cet acte important. Auparavant j'observe encore que, quand son contenu seul ne suffiroit pas à la justification du ministre, elle seroit toute dans une autre circonstance. Il n'avoit pas eu de pleins-pouvoirs pour signer. Son ouvrage n'étoit rien sans la ratification du Roi. S'il étoit sage, Haugwitz aussi l'avoit été. Si le Roi jugeoit le nouveau rapport inadmissible, Haugwitz étoit sacrifié et tout le mal pour lui seul. Ou plutôt, même dans ce dernier cas, son ouvrage étoit un bien. Car il enchainoit pour trois semaines l'activité de Napoléon et, si nous nous étions obstinés à la guerre, reculés encore comme nous l'étions pour tous nos préparatifs, ces trois semaines auroient été d'un grand prix.

Le mouvement fut extrême à Berlin, lorsqu'on y eut pris connoissance du traité.

Dans le premier moment il eut tout contre lui, et cette repugnance que l'homme éprouve toujours à passer subitement d'un extrême à l'autre et la pente inévitable que les affections avoient prise pendant ces deux mois où l'on s'étoit accoutumé à voir un ennemi dans la France, et l'attente de l'armée encore une fois déçuë, et la défaveur qu'une contenance impertubable au milieu du bruit des passions, avoit jetée sur le ministre. Le Roi seul fut sérieux, occupé, mais calme; non pas, l'infortuné! qu'il y eut moins de sensibilité dans son caractère, il ne connoissoit plus le bonheur depuis que ses devoirs étoient devenus douteux; mais pour lui le renversement des premières espérances avoit été moins inattendu que pour d'autres. Cette fois il n'en voulut croire exclusivement ni Haugwitz, l'auteur ou du moins l'instrument du traité, ni ses confidens ordinaires; il s'entoura des hommes qui par leur rang, leurs lumières, leur expérience, la confiance de la nation, lui promettoient un fil dans ce labyrinthe. Il y eut dans ce conseil des sorties violentes, il n'y eut enfin qu'un avis.

Nous avions le choix entre trois partis. Nous pouvions ou poursuivre nos projets hostiles contre la France, ou, en renonçant avec elle à tout rapport soit d'amitié soit de haine, la laisser encore une fois maîtresse du pays d'Hannovre, ou enfin ratifier le traité de Vienne.

Je le sais. Le grand argument de l'opposition, quand on s'appuye des événemens de la dernière guerre pour justifier la longue circonspection du Roi, c'est qu'à tout prix il falloit la faire en 1805, et qu'alors le résultat eut été bien différent. Nous disposions, dit-elle, de l'Autriche et de la Russie. Rien n'étoit plus hasardé que la position des François etc. Répétons donc jusqu'au dégout, puisqu'il le faut, des vérités qu'on s'obstine à ne pas saisir.

Compter sur l'Autriche étoit une erreur, dont l'histoire des années suivantes devroit au moins nous avoir guéris. L'Autriche avoit perdu sa plus belle armée, la moitié de ses provinces, car la Bohême étoit en l'air, et la proye du premier occupant. Il est si vrai que son épuisement

alors étoit sans remède que, sûre de la Russie dont l'appui étoit bien autre chose que le nôtre, et qui plus est, sûre de nous mêmes, elle avoit été forcée de se détacher des deux cours, pour obtenir du vainqueur des conditions supportables. Tandis qu'au coup de baguette des armées fraiches seroient arrivées de la France, de la Hollande, sur toutes les routes; la grande, celle de Napoléon lui-même, pouvoit sans ombrage se porter sur nous. Massena, qui avoit suivi pas à pas l'Archiduc Charles, étoit assez fort, si non pour battre le jeune héros, du moins pour le tenir en échec. Mais cet épouvantail étoit inutile. La dernière leçon avoit fait sur la cour de Vienne une impression si profonde que, deux ans aprés, avec une armée rétablie, avec des moyens reposés, quand les François se furent enfoncés dans les boues de la Pologne, quand une diversion sur leur flanc pouvoit leur causer d'étranges embarras, rien n'ébranla la neutralité de cette cour. Et l'on imagine que, dans son agonie, elle auroit voulu se perdre pour nous! Elle

qui pouvoit tirer un tout autre parti de notre folle agression! Elle à qui Napoléon auroit fait des conditions brillantes, s'il avoit dû marcher contre nous, et dont les plus riches provinces, encore entre les mains du vainqueur, ne fournissoient de moyens que contre la Prusse et qu'à lui.

Alexandre, il est vrai, malheureux à Austerlitz, avoit fait encore une fois ses preuves de noblesse et de loyauté. Il avoit rendu au Roi sa parole, mais sans retirer la sienne. Il l'avoit laissé libre de s'arranger avec la France, mais en lui offrant son appui s'il n'y réussissoit pas. Déjà deux corps de troupes Russes, postés sur l'Elbe et sur l'Oder, avoient été mis sous les ordres du Roi.

Ces promesses honoroient Alexandre, sans nous donner la puissance que nous n'avions pas. Les deux corps sus-mentionnés, étoient peu de chose. La grande armée Russe avoit repris le chemin de ses foyers, et, avant qu'elle en fut revenue par une autre route, des batailles auroient décidé entre les Français et nous. Cette re-

conde relation ne nous sauvoit pas plus que l'autre.

Nous étions seuls, nous aurions été seuls longtems, seuls jusqu'au moment où en 1807 nous avons cessé de l'être, c'est à dire, jusqu'à ce que les grandes armées Russes seroient venues au devant des armées Françoises, et que le choc des deux colosses auroit commencé. Dans l'intervalle, nous aurions eu tout le tems d'être rejetés sur la Vistule et mortellement blessés dans le principe de notre vie; car, au nom de Dieu! pourquoi notre sort auroit-il été différent en 1805 de ce qu'il a été depuis? L'armée françoise, la nôtre n'étoient-elles pas les mêmes? Les proportions ont-elles changé d'une époque à l'autre? Les mêmes causes, quelles que soyent celles qui nous ont perdus, n'assuroient-elles pas aux François la même supériorité? Ou bien, croit-on que l'attitude de Napoléon maître de Vienne et de la Moravie, fut moins formidable qu'elle ne l'a été dix mois après? Il touchoit à la Silésie, alors presque sans défense, à la Prusse Méridio-

nale qu'il n'auroit pas manqué d'insurger. Deux corps lui suffisoient pour nous porter de ces côtés là plus d'une blessure et pour nous tourner dès le principe de la guerre. Lui même, avec la masse de ses forces, seroit venu nous chercher à travers la Bohème, ou plutôt nous aurions été l'y trouver des plaines de la Saxe que notre grande armée occupoit alors, et, au lieu de périr à deux pas du trophée de Rosbach, nous aurions péri sur les champs de victoire de Leitmeritz ou de Prague.

Il y avoit trop de lumières dans le conseil du Roi, pour que nos désavantages y fussent absolument méconnus. On ne fut pas assez sage pour se féliciter de la paix, mais on le fut assez pour l'accepter.

Ce premier point établi, que devoit-on? Se renfermer dans une impassibilité profonde et livrer Hannovre aux François? Ou se résoudre à accepter de leurs mains ce magnifique présent?

Nous savions par une expérience récente ce qu'étoit le voisinage des François amis. Jugez de ce qu'il auroit été avec le

souvenir de notre dernière attitude, avec le ressentiment de nos derniers refus, quand l'Autriche avoit cessé de leur être redoutable, quand ils ne voyoient plus à côté d'eux que le fantôme de la puissance Prussienne. Chaque jour nous auroit abreuvés de honte, et si, de pertes en pertes, le désespoir nous avoit conduits à la guerre, quelle guerre que celle où, du premier jour, ces terribles ennemis auroient été les maîtres de l'Elbe! Il falloit tomber, ou qu'Hannovre fut à nous.

Restoit donc le traité de Vienne, cette fortune inespérée, ce dernier bienfait d'un ministre habile qu'une ingratitude noire en a payé.

D'après ce traité, nous perdions trois provinces isolées qui affoiblissoient monarchie, en multipliant les points de contact et les occasions de querelles. Nous en avions eu recemment la preuve. Toutes les questions entre lesquelles nous nous débattions alors, n'auroient point eu lieu, sans l'impossibilité de protéger à tems ces possessions perdues, et sans la violation de territoire qui en avoit été la suite.

Nous obtenions en retour le seul pays qui, dans l'état actuel des choses, put ajoûter à notre force réelle, un pays qui valoit nos pertes cinq fois par sa population et son étendue, et mille fois par son importance relative Hannovre nous donnoit enfin contre la France, non seulement des moyens de plus, mais une frontière. Nieburg, Hameln, le Veser, étoient le commencement d'une ligne de défense qui nous manquoit. Liés étroitement avec la Saxe, nous pouvions étendre et perfectionner cette ligne. Nous devenions les maîtres absolus de l'Elbe et du commerce de l'Allemagne. Nous obtenions sans coup férir ce qui depuis trois ans fesoit l'objet éternel de nos cris et de nos demandes, l'éloignement des troupes Françoises et celui des mille collisions et des mille entraves, inséparables de leur voisinage. Nous obtenions, ce qui valoit mieux encore, que l'avenir ne ramenât pas toujours ce même obstacle à notre repos, en impliquant le pays d'Hannovre dans chaque guerre entre l'Angleterre et la France. Nous échap-

pions pour le moment à une lutte désastreuse, sans même en avoir manqué l'objet primitif, car un arrangement aussi brillant, proposé par le tout-puissant lui-même, étoit la satisfaction la plus glorieuse qu'il eut jamais pu nous offrir.

L'esprit se perd à comprendre qu'il y ait eu des hommes en Prusse et des patriotes vrais, assez aveugles pour ne pas sentir qu'une fois la fortune sourioit au Roi, et qu'un trait de plume avoit fait pour la monarchie ce que des victoires auroient inutilement mérité. Mais, ne pouvant disputer au traité ce qu'il avoit d'avantageux en soi, ces hommes s'efforcèrent de le noircir sous le rapport de l'honneur.

On sacrifioit, disoient ils, des sujets fidèles à une ambition perfide! Comme si l'on n'avoit pas eu l'experience qu'on n'étoit pas en mesure de les protéger, comme s'il auroit mieux valu sacrifier l'ensemble que la partie, comme si le Roi n'avoit pas dû à l'état entier avant de devoir à telle province, et que, jusque dans les détails de l'administration intérieure, ce principe

si vrai n'eut pas été appliqué tous les jours! On dépouilloit un prince ami de ses états héréditaires! Comme si le sort des armes n'avoit pas déjà décidé le leur, comme s'ils n'eussent pas été trop heureux d'échanger le joug d'un vainqueur sévère contre des loix paternelles, comme si (tranchons enfin le mot, car trop longtems des vues étroites se sont honorées du masque de la probité) comme si la raison d'état n'étoit pas la première règle, et qu'entre la chûte de l'empire ou telle mesure inséparable de son salut, le choix fut permis au souverain! Une morale timide perdoit tout et n'obtenoit rien. Repousser le seul moyen de grandeur qui nous restât, c'étoit sauver un moment quelques sujets, pour se complaire dans une impuissance dont tous auroient été les victimes. Craindre d'accepter des dépouilles étrangères, c'étoit les garantir à leur premier ravisseur et lui preparer les nôtres.

Du sentiment impérieux de ces vérités, de la répugnance avec laquelle la passion se soumettoit à les reconnoitre, résulta

dans le conseil une résolution étrange qui fut la seule grande faute de ce règne; car, ou les autres ont été la suite irrémissible de celle là, ou nous les aurions évitées depuis, sans que notre perte en eut été moins certaine

La ratification du traité de Vienne fut décidée d'un commun accord, mais avec des modifications qui n'en laissérent plus subsister que le poison.

On accepta l'alliance, on souscrivit aux échanges, mais on prétendit en subordonner l'époque aux stipulations de la paix entre la France et l'Angleterre. On exigea de S. M. Impériale qu'alors Elle obtint au Roi la cession formelle du pays d'Hannovre par S M. Britannique On voulut ne se croire en possession qu'à la suite d'un titre légal, mais occuper militairement le pays jusqu'à la paix et n'évacuer nos trois provinces qu'alors.

C'étoit un autre acte, ce n'étoit pas la ratification du premier. Le ministre de France effrayé ne voulut signer que sub spe rati. Ce moment, on le verra, fut pour nous le second arrêt de mort,

Un reste de tact fit sentir qu'il y auroit des difficultés. On envoya le Comte de Haugwitz à Paris, pour justifier les fautes dont lui seul étoit innocent.

Avec les hommes extraordinaires ce n'est pas une politique de tous les jours qui réussit. Napoléan, quand il traite, traite en grand; une marche timide et douteuse l'irrite. Il y a dans la volonté d'un homme comme lui de ces momens de fortune que l'habileté saisit, mais qui, perdus, ne reviennent pas. A Vienne, satisfait de tant de triomphes, fidèle encore à ses sentimens personnels pour le Roi, assez grand pour être juste, et se disant à lui même que, quelle qu'eut été son intention, la malheureuse affaire d'Anspach nous avoit seule jétés dans le parti de la ligue, répugnant à recommencer sans besoin une lutte qu'il jugeoit en résultat, mais dont il ne pressentoit pas encore toute la facilité, content enfin du Comte de Haugwitz, il nous avoit fait des conditions dont les deux états auroient eu raison de s'applaudir. Je ne dis pas que plus tard les

collisions n'auroient pu renaître, ni que surtout dans l'Empire ses intérêts n'auroient été loin des nôtres. Il étoit arrêté que notre position resteroit pénible et douteuse. Il étoit possible même qu'une des stipulations du traité de Vienne nous compromît un jour avec la Russie. Le meilleur des Rois devoit en être le moins heureux. Mais nous aurions eu en main de quoi nous consoler de bien des contrariétés ou de quoi nous défendre de leurs suites. Mais aucun danger ne ressembloit à ceux qui nous avoient entourés depuis trois ans. Mais nous avions la preuve, et c'étoit là surtout l'observation rassurante, que Napoléon étoit sincère et qu'en dépit des suggestions de la haine, ses offres n'étoient pas un piége. Car c'étoit la force qu'il nous donnoit et cet homme habile n'arme pas l'ennemi qu'il veut combattre.

De ce moment, la Prusse devoit prendre son parti et le prendre sans arrière-pensée, s'attacher aux destinées de la France et monter avec elle, soit pour partager sa fortune, soit pour lui resister un jour.

pas reconnu. En un mot, il nous voulut du mal depuis cette époque.

Le traité, défiguré comme il l'avoit été à Berlin, n'étoit plus à l'usage de l'Empereur. Le sort de nos trois provinces étoit arrêté dans ses plans. Ses promesses à la Bavière étoient faites. Je ne sais où le ressentiment l'auroit conduit, si nos fautes mêmes n'avoient rendu les retours faciles. On en fit une autre peu de semaines après, mais elle compte à peine, car le mal étoit déjà sans remède.

Notre armée étoit encore en armes sur la frontière. C'est un puissant argument dans la plus mauvaise cause. On la fit rentrer par économie; car Napoléon ne s'étoit pas pressé de s'expliquer sur nos modifications, et avoit même accepté avec des formes honnêtes la mission de Haugwitz à Paris. C'étoit, disoient au Roi ses ministres, c'étoit la preuve qu'il reconnoissoit le traité malgré sa nouvelle forme. On ne risquoit plus rien à quitter la grande attitude. La raison du Roi, toujours plus sûre, lui dit en vain que c'étoit traiter avec une

légéreté peu commune un grand intérêt. Il céda, quoiqu'à regret, à l'avis commun. N'oubliez pas que Haugwitz étoit absent.

Dès lors le cabinet de St. Cloud nous dicta la loi sans retour. Nous avions perdu nos derniers avantages. On nous déclara que le traité de Vienne étoit rompu, rompu par nous mêmes, et que, si nous voulions jouir encore de ses stipulations, il falloit le refaire et le payer d'un autre prix.

En conséquence, on exigea non seulement que les échanges convenus se fissent à l'instant même; mais que la Bavière fut dispensée du sacrifice auquel le premier acte l'obligeoit, et surtout que la Prusse fermât au pavillon Britannique les fleuves de la mer du Nord.

La question devint affreuse pour l'homme d'honneur. Il ne nous restoit plus de la transaction de Vienne que la possession d'Hannovre. C'étoit beaucoup. Mais à Vienne, elle n'avoit coûté que des sacrifices supportables. A Vienne, on l'avoit obtenue en traitant avec grandeur et de puissance à puissance. Maintenant on la payoit

d'une guerre avec la grande Bretagne et de la ruine de l'industrie nationale. Maintenant un maître nous l'adjugeoit, avec des formes et des conditions humiliantes. Mais nous n'avions plus ni le choix des partis à prendre, ni le tems d'y réfléchir. Toutes les vérités développées plus haut avoient acquis une puissance effrayante depuis que l'Autriche étoit abaissée, depuis que deux cens mille François étoient restés dans l'Empire, depuis qu'un grand appareil de force n'en prêtoit plus à notre logique, depuis que la dépense de deux armemens inutiles nous avoit laissés presqu'à sec. Ceux qui avoient rejeté le bel ouvrage de Haugwitz, complet, honorable, furent trop heureux de l'accepter mutilé. Les échanges se firent. Hameln et Wesel furent livrés le même jour aux troupes des deux puissances, et nos fleuves fermés au commerce.

Depuis cette époque, tout fut pour nous malheur et honte. Les Anglois nous prirent 400 vaisseaux. Les Suédois, délogés par nous d'un coin de l'Electorat d'Hannovre, bloquérent nos ports de la Baltique.

Les Russes nous lièrent les mains, quand nous voulûmes prendre de cet outrage la seule vengeance qui fut à notre portée. Les François allèrent leur train en Allemagne, sans s'informer s'il étoit une Prusse dont l'intérêt ne fut pas le leur. On peut juger ce que devint une alliance commencée sous de tels auspices. L'un traitoit son allié sans considération. L'autre, blessé dans l'amour propre se sentoit tous les jours plus repoussé. Le seul gage de durée pour un rapport si bizarre étoit la disproportion des forces. Il n'y avoit plus que le désespoir qui put tromper sur les siennes le cabinet de Berlin. Non pas qu'à Paris on eut déjà des projets contre la Prusse; mais on en avoit sans elle et les uns conduisoient aux autres. On méditoit alors l'anéantissement de la Confédération Germanique. Les détails sont récens; il m'importe moins de les retracer que d'en donner la clef au lecteur. Quelques observations générales pourront s'appliquer à tous.

L'Europe a eu son histoire, souvent tragique, consolante par intervalles. Mais

dire qu'elle ait eu un droit, un droit universellement reconnu et que ce droit ait été pour quelque chose dans son histoire, c'est se jouer, avec les puissances, de la crédulité publique. Dans tous les tems, la première loi de l'état a été sa sûreté, et le gage de sa sûreté sa force, et la borne de sa force celle de l'intelligence qui en a été dépositaire. Quand les grandes puissances ont proclamé une autre morale, elle n'a été qu' à leur usage, et les petites n'en ont pas connu le bienfait. La Pologne, Venise ont disparu de dessus la terre, sans que, dans ces funérailles politiques, les cours spectatrices ayent vu autre chose que leurs propres pertes. Toutes les fois qu'elles ont partagé la dépouille ou obtenu ailleurs des compensations, elles ont cessé de crier à l'ambition. Mais, ces compensations, elles les ont exigées, tout haut au nom de la justice, et dans le fait au nom de la force. Voilà tout ce qu'il y a eu de réel dans le prétendu code européen. Voilà ce que nos modernes ont appelé leur système d'équilibre, mot ridicule, qui aux guerres enfan-

tées par l'ambition pure, a ajoûté d'autres guerres; théorie trompeuse qui a fourni les prétextes aux iniquités, et qui n'a sauvé le foible que quand les forts n'ont pas su s'entendre contre lui.

De la grande règle susdite, il suit deux choses, historiquement vrayes comme elle; l'une, que chaque état s'attribue le droit de prendre en main des intérêts étrangers, quand ces intérêts sont tels qu'on n'y touche pas sans mettre en danger les siens; la seconde, que les autres cours ne lui reconnoissent le droit d'intervenir qu'à proportion de la force avec laquelle il le peut. C'est dans ce sens que Napoléon disoit autrefois, que la Russie avoit aussi peu de titres à se mêler des affaires de l'Italie, qu'il en auroit lui-même à se mêler des affaires de la Perse.

Mais ce droit d'intervenir, dont l'étendue fait celle de la considération politique, la Prusse l'avoit-elle donc perdu? La France étoit-elle en mesure de le refuser à son allié? C'étoit là une question purement de fait; mais, sur ce fait, les deux cours étoient

bien loin de s'entendre. L'Empereur, tout puissant depuis la paix de Presbourg, agissoit comme tel. Il alloit fondant ou affermissant le système, qui a rendu inébranlable la suprématie de la France. L'histoire en le jugeant, ne prendra pas pour mesure notre désespoir, mais les besoins d'une création toute neuve et les résultats durables de la grande convulsion. La ligue du Rhin l'occupoit alors. La jalousie de la Prusse fut extrême et naturelle. Elle avoit eu entre ses mains le sort de l'Allemagne, elle auroit voulu qu'il y eut été encore. Elle étoit intéressée à ce que l'Allemagne demeurât une puissance entre elle et le grand empire. Mais Napoléon ne l'étoit pas moins à constituer le rapport de ses alliés d'Outre Rhin, et la nouvelle confédération s'éléva sur les débris de l'ancienne.

Napoléon ne se trompoit pas en calculant notre résistance sur nos moyens; il ne couroit aucun risque en poursuivant sa route tout seul. Aussi, plus induit de jour en jour à nous croire pleins de malveillance, soit par les raisons que j'ai ex-

posées, soit par celles dont il me reste à rendre compte, il ne nous laissa plus même la consolation des formes. De tous les changemens médités dans l'Empire, nous n'en apprimes aucun qu'après coup. Des princes auxquels le Roi prenoit un intérêt personnel, souffrirent de la révolution plus que d'autres. La malheureuse affaire des Abbayes de Verden et d'Essen, qui pouvoit être un objet de discussion entre des alliés, commença par une occupation violente. Une aigreur secrète prit insensiblement la place de la demi-confiance avec laquelle on avoit conclu. Plus Napoléon nous vit mécontens et moins il compta sur nous. Ainsi les effets redevinrent causes eux-mêmes, et nous ne fumes plus alliés que de nom.

On essaya chez nous de rassembler sous les bannières de la Prusse ceux des états de l'Allemagne, que la ligue du Rhin n'avoit pas encore liés à la France. Mais les deux alliés jouèrent chacun leur jeu dans cette double institution. Chacun s'efforça d'attirer à la sienne le plus de membres et les

membres les plus distingués. Nouvelles collisions et nouveaux alimens de haine. Du reste, notre projet demeura sans résultat; car, tandisqu'à Paris on avoit été maître des conditions de la ligue du midi, à Berlin il fallut négocier celles de la ligue du nord, et, au milieu de cette discussion, la catastrophe nous surprit.

Ce qui acheva d'aigrir l'Empereur, c'est que chez nous le public, qui n'apperçoit que les résultats et ne pénétroit pas dans le mystère des causes, le public, qui voyoit la Prusse déchue de son rang et abreuvée d'amertumes, (du moins comme grande puissance, si elle s'obstinoit à se regarder comme telle) fesoit un crime au gouvernement de sa langueur apparente et couvroit d'opprobre notre politique. Lorsqu'aprés la bataille d'Austrelitz l'attente universelle eut été déçue, et que Haugwitz nous eut encore une fois rapporté la paix, on croiroit à peine quelle avoit été la fureur de quelques classes, le chagrin de l'armée, l'étonnement de tous. Hannovre séduisit quelque tems un grand nombre d'o-

pinions, mais quand, à la suite de la nouvelle alliance, on vit les François plus que jamais agissans et plus forts de jour en jour, et la Prusse patiente, silencieuse, en apparence plus foible qu'elle ne l'avoit été, le mécontentement n'eut plus de bornes. On insulta le ministre, on n'applaudit au théatre que les pièces dont les allusions étoient guerrières, on dénonça au Roi comme traîtres ceux de ses serviteurs, qu'on croyoit les apôtres de la paix. La fermentation crût avec tant de violence, qu'il auroit fallu pour l'appaiser, que le Roi eut été plus que sévère, Elle devint entre les souverains eux mêmes un dernier principe d'éloignement, car les chagrins du Roi s'aigrissoient de ceux de son peuple, et l'Empereur n'attribuoit l'indulgence de ce prince qu'à sa mauvaise volonté contre lui. Il ne crut plus rien nous devoir. On marchoit à grands pas vers la rupture

Jusques là le Roi avoit été inébranlable, renfermant dans son coeur les chagrins qui lui venoient du dehors, imposant autour de lui silence au murmure. Il avoit été jeté

une fois hors de ses principes. Dans cette occasion, il avoit vu de plus près les hommes et les choses. Des proportions mal jugées ne l'avoient été bien que par lui. Plus que jamais, il s'étoit renfermé dans la sévérité de sa règle, étouffant ses répugnances et souscrivant à des bouleversemens qu'il ne pouvoit empêcher. Il reconnut la ligue du Rhin, mais Hannovre le dédommageoit encore. Un jour Hannovre, sauvé à travers les orages, ou consoloit de tout ou devenoit le remède à tout. On ne pouvoit plus pousser le Roi à la guerre qu'en l'attaquant dans cette dernière espérance.

Au milieu des réflexions sombres dont toute sa conviction ne le défendoit pas, une nouvelle inattendue changea subitement l'état des choses. Il apprit de Paris que, dans la négociation de paix depuis peu reprise entre la France et l'Angleterre, le cabinet de St. Cloud avoit reconnu comme base la restitution du pays d'Hannovre à Sa Majesté Britanique. Les lettres de Londres l'annonçoient également. Les papiers officiels, communiqués au Parlement, ne per-

mettent guères de douter, qu'un moment du moins la nouvelle n'ait été vraye.

Comme, depuis, cette négociation s'est rompue, il est difficile de juger quelle a été l'intention de l'Empereur. A-t-il cru devoir subordonner l'intérêt de la Prusse à celui de la paix générale, et vouloit-il en effet nous sacrifier? Ce rapport haineux dont j'ai developpé les progrès, lui a-t-il fait croire que les obligations de l'alliance avoient cessé? Ou bien imaginoit-il une combinaison politique, qui auroit dédommagé la Prusse du sacrifice de sa nouvelle acquisition et satisfait aux traités, sans prolonger les obstacles à la paix? Ou enfin, avons-nous fait tort à sa politique, et quoique les ministres Anglois en ayent dit, les prétendues promesses de la France n'ont-elles été que de ces mots vagues qu'on jete en avant dans les commencemens d'une négociation, pour ne pas l'effaroucher du premier abord, et pour gagner le tems de mettre quelque chose à la place?

Il seroit affreux que cette dernière hypothèse put avoir été la vraye, et que le Roi

se fut perdu pour une erreur. Mais enfin, les sources étoient de celles qu'on croit sûres. La nouvelle avoit, à nos yeux du moins, les caractères de l'authenticité la plus complète. C'étoit là la borne des principes du Roi. Il ne pouvoit reperdre Hannovre sans perdre tout, et le prix de vingt sacrifices, et le dernier gage de sa sûreté, et la seule justification qui restât à son honneur. L'intention de la France prouvée, c'étoit dans les idées du Roi une agression pure et simple. Pour lui, tout autre calcul avoit cessé. Qu'importoit en effet de ce moment là l'infériorité de ses forces? Il n'avoit plus que le choix de tomber avec honneur ou de rester debout comme un lâche, pour tomber peut-être plus tard. La question ainsi posée, cet homme circonspect fut le plus décidé des hommes. Toute l'armée fut rappelée sur la frontière.

En effet, avec la preuve ou avec la conviction qu'on se préparoit à nous arracher Hannovre, quel étoit le devoir du Roi? S'il étoit plus sage et plus éclairé

que ses serviteurs, que son armée, que son peuple, si, avec ce coup d'oeil parfait que la passion n'obscurcissoit pas, il savoit mettre à leur place les deux états et Napoléon et lui-même, si, sans pressentir l'excès du malheur qui nous a frappés, il en prévoyoit avec certitude un grand, devoit-il braver une flétrissure non méritée, prendre en main un sceptre de fer pour imposer silence à l'opinion de ses sujets, et se résigner à tous les arrangemens des cours de Paris et de Londres, en sacrifiant, après ses trois provinces, après son commerce, après sa considération politique, la seule compensation de tant de pertes? Ou bien falloit il faire la guerre à outrance, et exposer l'état entier plutôt que de céder sa conquête?

Le premier parti auroit eu pour lui la fortune. Car deux mois plus tard, d'autres causes ayant rompu la négotiation de Mylord Lauderdale à Paris, le projet fatal à la Prusse auroit été du moins ajourné, et, sans nos armemens, nous aurions pu encore rester immobiles.

Mais, sans compter que le projet, une fois possible, renaissoit plus tard, on partoit alors de son existence. Dans cette supposition, pour juger si Frédéric Guillaume a pu prendre un autre parti que celui du désespoir, il faut d'abord se faire une idée juste du caractère du prince, et voir ensuite quel étoit l'état de la nation. Le Roi n'avoit pas été patient, pacifique, par indifférence. L'honneur chez lui étoit délicat, ombrageux même. Il auroit sacrifié beaucoup au charme de la gloire, si le devoir n'avoit été plus à ses yeux. Tout son règne n'avoit été qu'une suite de victoires remportées sur lui-même. Il se voyoit encore une fois dans la situation d'ame pénible, où il avoit été l'année précédente. Méconnu, pour avoir préféré son peuple à des considérations séduisantes, sa récompense n'étoit plus que dans son coeur. Pour sauver cette dernière consolation, sa propre estime, il falloit qu'au besoin il se retrouvât conséquent, et qu'après avoir repoussé la guerre pour ne la faire qu'en défenseur de son peuple, il ne la craignît pas, quand

son peuple étoit menacé. La disproportion des moyens étoit immense, mais en eux-mêmes les siens étoient beaux. Se laisser dépouiller à la tête de deux cens mille hommes, sans essayer du moins ce que pourroit l'héroïsme, il n'étoit pas de calcul qui colorât ce déshonneur. Je le sais, nous serions encore debout, si Frédéric Guillaume avoit été sans courage; mais il en faudroit beaucoup d'une autre espèce, pour se porter son accusateur.

Cependant la raison du Roi étoit si près d'être parfaite, chez lui les idées confuses tenoient si peu contre des calculs certains, il étoit si vrai pour lui que le souverain ne doit mettre qu'au second rang les motifs pris de la seule gloire, que peut-être ce conflit de devoirs auroit coûté des combats plus longs, si, d'un coté, les avantages d'une résolution différente avoient eu effectivement une garantie certaine, et que la Prusse, dépouillée d'une province pour un intérêt quelconque, n'eut pas pu l'être successivement de toutes pour des intérêts pareils; et si, de l'autre coté, l'enthousiasme

de la nation, le cri des cours, l'amertume des écrivains, la désolation de l'armée n'étoient devenues pour le Roi une tyrannie insupportable.

L'opinion étoit enfin une puissance. J'ai dit dans la première partie de cet ouvrage que le Roi étoit absolu, que les liens de l'obéissance chez nous étoient aussi sûrs qu'ils l'avoient jamais été, que la calomnie seule avoit pu dénoncer un principe de dissolution dans les ressorts intérieurs de la machine publique. Mais on s'effraye de l'idée des choses qui pouvoient être vrayes un jour, si la nation se croyoit enfin avilie, et qu'au lieu des reproches vagues, balancés, qu'on avoit faits longtems au gouvernement, un mépris fondé sur des faits et sur des faits graves, devenoit le sentiment général. Il ne restoit plus au Roi qu'à sévir. La haine l'en auroit puni. L'esprit public auroit été perdu sans retour. Plus cette existence auroit été neuve chez nous, et moins il est possible de prévoir où elle nous auroit conduits.

Quoiqu'il en soit, les rosolutions étoient

prises et l'armée fut mise en mouvement. Dans la thèse donnée, c'étoit là sans doute le besoin du premier moment. Il falloit n'être pas surpris, et l'on ne pouvoit assez précipiter la mesure. *Mais* l'armée arrivoit-elle pour attendre sur la frontière l'effet des intentions de la France, et jusques là son attitude devoit elle être défensive? Ou pensoit-on, à la faveur d'un armement qui nous fit craindre, s'entendre encore une fois avec l'Empereur? Ou, instruit enfin que sur toutes les routes on arriveroit tôt ou tard à la rupture, le Roi vouloit-il une bonne fois faire finir cet état de fièvre, attaquer la France à tout prix, et abandonner aux hazards de la guerre un résultat, que la sagesse ne maîtrisoit plus?

De ces trois suppositions, il n'y en avoit qu'une qui fut soutenable en logique. Au point où les choses en étoient venues, une négociation armée étoit une chimère. Napoléon étoit trop grand désormais et trop lié par sa grandeur même, pour qu'un armement ne fut pas une difficulté de plus, en négociant avec lui. Après tout ce qui

s'étoit passé, deux armées comme la sienne et la nôtre ne se trouvoient plus en présence, sans en venir aux mains. Nos efforts, d'ailleurs, étant les derniers que nos finances nous permissent, on devoit surtout ne pas s'exposer à un arrangement, qui pouvoit encore n'être qu'un palliatif, et par le même cercle nous ramener au même besoin. Ces raisons excluoient également toute idée de defensive, parceque notre attitude seule, en se prolongeant, nous écrasoit; sans compter que l'Empereur avoit bien assez de ses autres avantages, sans le laisser encore maître du moment de l'attaque, du plan et de la somme des premières forces. Il importoit donc surtout, en prenant nos résolutions, de ne point nous abuser sur leur nature. Le premier ordre donné, l'ébranlement du premier bataillon étoit cette fois-ci la déclaration de guerre. Dès lors il falloit mettre à profit l'avantage que nous donnoit l'initiative des mouvemens. Il falloit être sourd aux conseils d'une prudence timide, tomber comme la foudre sur tout ce qu'on auroit trouvé de

François en Allemagne et, puisqu'on se battoit par désespoir, se battre en désespérés. Je sais bien qu'on n'y auroit pas gagné de grands resultats. Une lutte si disproportionnée, quand elle auroit été une fureur inévitable, n'en étoit pas moins une fureur. Mais les premiers succès sont beaucoup à la guerre. Les nôtres pouvoient ébranler quelques états d'Allemagne, diminuer les distances morales, faire que l'ennemi eut payé plus cher ses propres succès, et que nos revers n'eussent pas été des catastrophes sans remède. Qui sait si, après la saignée dont les deux peuples avoient besoin, l'estime mutuelle des deux princes, nourrie d'une guerre franche plus qu'elle n'avoit souffert de ressentimens étouffés, n'auroit pas amené un arrangement inattendu? Qui sait si cet arrangement, par cela même que le premier intérêt consulté auroit été celui de Napoléon, en ne lui laissant plus rien à désirer dans le voisinage de son empire, n'auroit pas établi le repos futur de la Prusse sur des combinaisons plus sûres et sur un rapport

durable avec l'arbitre de la destinée publique. Après une leçon sévère, la nation, plus sage, sentoit enfin son bonheur. Notre belle armée, plus méritante, en devenoit aussi plus modeste. Le Roi ne consacroit plus qu'à des vertus bienfaisantes un règne orageux huit ans et des jours si longtems empoisonnés. Songe trompeur! Il fut celui de quelques sages qui même avoient rêvé trop en beau. L'espérance publique alloit plus loin dans ses songes.

Il n'est pas impossible que le conflit intérieur entre les résolutions du Roi et ses voeux, n'ait favorisé dans ce prince une demi-illusion sur les suites inévitables où son armement l'entraînoit, et qu'il n'ait vu confusément dans l'avenir la possibilité de tout concilier encore. Ceci expliqueroit, en partie du moins, la disproportion extrême qu'il y eut entre nos préparatifs et leur objet. Je dis en partie, car dans toutes les thèses, il falloit être fort, et quels que soyent ceux qui ont présidé dans le tems à nos arrangemens militaires, leur incurie fut impardonnable. Elle eut sa source dans une

autre illusion qui déjà nous avoit tant desservis, dans cette confiance aveugle de l'armée qui n'imaginoit pas même la possibilité d'un revers, et qui alloit à ce choc épouvantable, comme à une victoire aisée. Cette sécurité profonde est une de ces choses que l'expression ne rend pas. Les faiseurs donnoient l'exemple; ils avoient été actifs pour rendre odieuse la politique du Roi et livrer à l'indignation publique ses ministres, ils ne surent l'être ni pour prévoir les dangers ni pour conseiller les remèdes. La nation trouvoit facile et doux de les croire; son enthousiasme acheva de les égarer. La nation sembloit célébrer une fête, quand elle auroit dû prendre le deuil, ou quand la seule fête qui nous fut permise étoit celle de Léonidas et de ses Spartiates, se préparant par des jeux à une mort qu'ils savoient certaine et se consolant d'avance par le charme du devoir rempli. Napoléon, sûr de la victoire, prodiguoit les précautions, comme s'il avoit été sûr d'être battu. Nous, avec mille raisons de craindre, nous ne combinions rien pour le cas d'un premier désastre. Au lieu

de fortifier, quand ce n'eut été qu'à la hâte et comme les François savent le faire, les passages de l'Elbe, Wittenberg, Dessau, nous nous exposions à ce qu'une bataille perdue ouvrit à l'ennemi la route de la capitale. Au lieu de nous dire que nous pouvions être poussés jusqu'à la ligne de l'Oder, nous laissions tranquillement dans Berlin des richesses militaires précieuses, et dans les places qui bordent ce fleuve des commandans imbécilles ou peu sûrs. A quoi bon en effet des forteresses? Nous en avions une, c'étoit l'armée. C'étoit là le rempart inexpugnable à l'abri duquel nous bravions les événemens. Les régimens passoient l'un après l'autre par la capitale avec des chants de victoire, et la foule couroit se repaître de leur joye, et pas un pressentiment n'interrompoit cette funeste allégresse.

Le Duc de Bronsvic avoit été chargé du commandement général. A ce titre, il n'est pas exemt de reproches. C'étoit à lui à prendre l'initiative des conseils, et à donner l'idée des mesures de précaution, indispensables dans notre état de foiblesse.

Le Duc s'étoit fait connoître dans la guerre de sept ans par des campagnes plus estimables qu'heureuses, et depuis, par son expédition brillante en Hollande, et par la déroute de la Champagne. Il avoit dans un haut degré le courage qui exécute et bien moins celui qui conçoit, aussi maître de lui-même dans la mêlée qu'un autre dans son cabinet; mais, la veille des résolutions, dupe de sa propre sagesse, combinant avec anxiété les chances, et, à force de les calculer toutes, ne sachant en brusquer aucune; du reste, homme d'état timide, n'osant contredire ni le Roi ni ses généraux, tandisqu'avec son nom, ses souvenirs et ses moyens, il pouvoit être sous Frédéric Guillaume, et déjà sous le dernier règne, l'idole de la nation et l'oracle de la cour. Je ne crains pas que ce portrait soit trouvé infidèle, même dans l'heureux coin de terre que le Duc a gouverné comme souverain, et où il a déployé des vertus étrangères à mon sujet.

Le choix d'un tel général n'étoit pas heureux. Car, s'il étoit possible encore d'ob-

d'obtenir des avantages contre les François, ce n'étoit plus qu'à force d'audace et d'activité. Mais du moins avoit-on lieu d'espérer qu'un chef, qui ne donnoit rien au hasard, nous préserveroit de ces fautes dont on ne relève pas. A cet égard aussi nous avons été trompés. Aucune vraisemblance n'est devenue réalité que pour nous perdre.

Avant la fin du mois de Septembre, l'armée fut rassemblée sur la Saale. Entre le moment de son ébranlement et celui là, les derniers doutes politiques s'étoient dissipés d'eux mêmes. On ne se fesoit plus la question si les deux partis s'entendroient encore. La force des choses nous avoit menés, où le pas en arrière étoit impossible. Nous étions liés, et par les secours demandés à la Russie, et par le ressentiment que tant d'audace devoit inspirer à Napoléon, et par la position de l'armée, et par l'impossibilité d'un échappatoire honorable. Aussi les explications entre les deux cabinets, qui s'étoient prolongées au milieu des mouvement militaires, ne furent plus que des

formes. On finit de notre côté par exi
comme une garantie nécessaire de la p
si la France la vouloit encore, que ses t
pes évacuassent l'Allemagne. Mais non s
lement on n'espéroit pas que l'Emper
honorât d'un examen cette prétention gig
tesque; un sentiment secret nous di
même que nous étions perdus, si elle ét
accordée. Car notre armée ne pouvoit
rester où elle étoit sans nous ruiner,
rentrer dans ses garnisons, sans qu'une s
prise, possible dans tous les momens, n'
posât la sûreté de l'état. On ne songea p
qu'à se battre.

L'armée alors offroit un spectacle mag
fique. On connoit la tenue des trou
Prussiennes. Outre ce que leur extéri
avoit d'imposant, qu'on se représente
nombre des troupes, et l'abondance de to
tes choses, et la joye qui brilloit sur to
les visages, et cette impatience de la batail
et cette certitude de la victoire qui est co
tagieuse comme la peur, et ces vieux gén
raux, à la contenance modeste, dont les
des rapelloient les exploits de Frédéric,

ces jeunes officiers, à la contenance provoquante, qui se promettoient bien de les effacer; l'observateur le plus sage avoit besoin de se recueillir pour n'être pas dérouté, et les prophètes eux-même étoient moins sombres, quand ils ne se défendoient pas de ce coup-d'oeil.

L'instrument étoit admirable. L'artiste, quoique jugé par ses pairs, resta au dessous de leur attente. Tout fut chez le Duc indécision et foiblesse L'âge avoit glacé cet homme, dont la vie avoit eu de si beaux momens. Il ne put se résoudre à rien entreprendre, que le dernier homme ne fut arrivé Cependant, nous avions une avant-garde dans le pays de Bareuth, sous les ordres du général de Tauenzien, officier de talent, entreprenant, actif, et derrière lui le corps du Prince de Hohenlohe, dont la réputation étoit faite. On pouvoit les renforcer de tout ce qui se trouvoit à leur portée et pousser ces deux corps sur le Mein, où les troupes françoises, restées en Allemagne depuis la paix de Presbourg, étoient encore disséminées. Avec de la promptiH 2

tude, on leur fesoit un mal infini, et la guerre commençoit sous des auspices brillans, ce qui étoit beaucoup dans une cause désespérée Majs le Duc ne sut pas saisir la différence qu'il y avoit de cette campagne à toute autre, ni quitter la vieille route qui ne menoit plus à la vieille gloire. Il ne se trouva jamais assez fort, il perdit les jours, les semaines, il ne put être d'accord avec lui-même sur un plan d'operations. Je dis avec lui-même et je dis mal; il ne put être d'accord avec cette tourbe de conseillers illustres et subalternes qui tous avoient leurs idées, qui tous étoient appelés dans les conférences et qui tous prétendoient en être crus. Il cherchoit en tâtonnant des lumières, lui dont l'expérience étoit notre dernière consolation. Enfin on se décida à faire tourner la forêt de Thuringe par nos deux aîles, et à la faire passer à notre centre, pour aller à l'ennemi sur tous les points à la fois. Il étoit trop tard. Napoléon étoit sur les lieux.

Napoléon avoit vu de loin les préparatifs de guerre, et longtems il n'avoit pu croire à

cet excès de hardiesse. Mais, quand nos troupes eurent inondé la Saxe et qu'il eut cessé de douter, il partit comme l'éclair. Ses gardes le suivirent en poste. Avec cette rapidité inimitable qui distingue les mouvemens des François, tous ces corps épars dans l'Empire furent en peu de jours organisés en armée, et l'Empereur se mit à leur tête. On apprit au quartier général d'Erfurt qu'il se portoit en forces sur Hof. L'intention n'étoit pas douteuse. Nous allions être tournés par notre gauche, et coupés de nos magasins. C'étoit la manoeuvre de Marengo, c'étoit la manoeuvre d'Ulm. C'étoit le grand secret de ce qu'on a appelé la tactique moderne, qui n'est qu'une application plus audacieuse des principes de l'art, enseignés par l'histoire de tous les siècles. On laissa là les premiers projets. Notre droite, qui déjà avoit poussé au delà d'Eisenach, rebroussa chemin. L'armée se reporta sur Weimar pour aller à la rencontre de l'ennemi; mais, de ce moment, tous les ordres n'offrirent plusqu'une suite de contradictions et de fautes.

C'étoit du prince de Hohenlohe que dépendoit dans ce moment notre sort. Il commandoit la gauche. Il devoit soutenir le premier choc, et défendre les passages de la Saale qui sont aisés à garder. Les ordres du Duc le forcèrent à se replier sur l'armée principale, pour qu'elle se battît en masse. Toute la trouée entre les montagnes de Bohéme et nos positions fut ouverte aux François. Par là ils débordèrent dans la plaine de la Saxe, après avoir détruit un premier corps commandé par le prince Louis, qui lui-même resta sur le lit de gloire. Ce jeune prince, né avec les dispositions les plus heureuses, et qui, mûri par l'âge, seroit devenu l'honneur de nos armes, se laissa emporter par son ardeur à un choc disproportionné. Il fut la première victime illustre de cette guerre, trop heureux de n'avoir pas survécu à sa patrie.

Dès le 12 d'Octobre, Naumburg et ses magasins, laissés sans défense, furent au pouvoir de l'ennemi. Il étoit entre nous et la capitale. Toute l'expérience des dernières guerres avoit été perdue pour nous. Nous étions battus sans bataille.

Ce fut dans ce moment que le minifeste parut, pièce éminement mal calculée. Car, non seulement on a toujours tort de parler le langage de la passion, et même avec la certitude de la victoire, c'est s'exposer à des repentirs; mais, ce qui étoit moins conséquent encore, on fesoit sortir le Roi de son caractère, on livroit à des ressentimens dangereux le plus sage et plus modéré des hommes, celui qui dans son ennemi même n'avoit jamais cessé de distinguer le grand Prince.

On marcha sur l'ennemi, mais avec une armée déja étonnée de la nouvelle d'un premier échec, et de la direction dans laquelle on lui fesoit chercher les François; avec une armée qui, par la perte de ses magasins, se trouvoit tout d'un coup dans une disette affreuse. La bataille se donna le 14, sur plusieurs points différens, mais sans concert entre les corps, sans liaison dans les mouvemens, sur un terrain qu'on n'avoit pas même étudié. Le Duc n'avoit pensé à rien, ni à ce qui devoit se faire, si lui même étoit mis hors de combat, ni à la retraite de l'armée, si la fortune nous

étoit contraire. Du moment où sa blessure l'eut fait porter hors de la mêlée, aucun des généraux ne sut plus quel étoit son devoir. On se battit au hasard, on se battit bien d'abord; mais, quand le soldat vit qu'on poussoit un régiment après l'autre à la boucherie, ou que sur d'autres points, on le laissoit immobile, faute d'ordres, et exposé sans but au feu de mitraille, la confiance se perdit; il recula d'abord, il finit par s'abandonner à une déroute complète.

Le malheureux Roi fit des prodiges. Peut-être cherchoit-il la mort. Tous ses efforts pour rétablir la bataille furent inutiles. Il eut deux chevaux tués sous lui, en essayant de ramener les régimens à la charge. Déjà il étoit presque enveloppé, quand, à la faveur de la nuit, on profita d'un dernier moment pour mettre en sûreté sa personne. Ses frères avoient été dignes de leur rang, donnant jusqu'au bout l'exemple de l'ardeur et du sens froid.

Une bataille perdue dans une guerre contre la France, étoit un grand malheur. Perdue, dans les circonstances données,

elle étoit un malheur sans remède. Les retraites se firent au hasard, dans tous les sens. Un corps considérable se jeta en arrière dans Erfurt et fut forcé d'y capituler le lendemain, avec les hommes les plus distingués de l'état. Le gros de l'armée se sauva vers Magdebourg, et se rallia enfin sous le canon de la place.

Nos débris, coupés de la capitale, ne pouvoient regagner l'Oder, leur dernier refuge, qu'en décrivant un arc de cercle. Le vainqueur y arrivoit par la corde, et ce vainqueur là ne perdoit pas ses avantages. Deux jours après la déroute de Jena, il avoit déjà battu notre réserve pres de Halle, et huit jours plus tard, il fit son entrée triomphale dans Berlin.

Delà, des corps nombreux se détachèrent dans tous les sens, pour anéantir les restes de l'armée Prussienne, qui, confiés par le Roi au commandement du Prince de Hohenlohe, s'efforçoient d'arriver par divisions aux places fortes de l'Oder. Un corps après l'autre mit bas les armes, la plûpart sans résistance; celui du général

Blücher, après un combat inutile, mais digne de lui. De toute cette puissance militaire qui avoit fait si longtems l'étonnement de l'Europe, il ne resta plus que la brigade de la Prusse Orientale, qui n'avoit point paru sur le théatre de la guerre et les garnisons des places. Ces places ouvrirent successivement leurs portes aux vainqueurs. Stettin, Custrin, se rendirent à une poignée de cavallerie, Hameln, Magdebourg, à des corps plus foibles de la moitié que n'étoient leurs garnisons, et Spandau ne se laissa sommer qu'une fois.

Respirons un moment. J'ai resserré dans quelques lignes les souvenirs mémorables de ces trois semaines, qui ont été la ruine de la monarchie. Les faits sont connus de tout le monde. C'est aux causes et aux résultats futurs qu'on s'arrête encore avec intérêt.

A la nouvelle de la bataille perdue, la consternation dans Berlin fut au comble. On n'avoit pas essayé de déguiser la vérité au public; le mouvement général l'en auroit instruit. La Reine partit, au milieu

des acclamations douloureuses d'un peuple désespéré. Il ne resta de la famille royale que la respectable veuve du Prince Henri et cette auguste Famille Ferdinand qui, après avoir donné à la capitale l'exemple des autres vertus, lui réservoit encore celui de la dignité dans le malheur, et cette intéressante Princesse héréditaire de Hesse qui, relevant à peine de couches, dût repaître jusqu'au bout ses yeux du spectacle de notre misère. Les caisses royales furent transportées à Stettin. L'épouvante enfanta le désordre. On emporta des papiers, on négligea de sauver des effets militaires précieux pour la continuation de la guerre. Le peuple, tombé de sa hauteur chimérique, s'en prit dans sa douleur à tous ceux qu'il put accuser. Non, des causes ordinaires n'expliquoient pas le malheur public il falloit que l'état eut été vendu. Des bruits atroces flétrirent les premiers serviteurs de l'état. L'armée surtout, l'armée fut l'objet des imprécations. Les officiers avoient été des lâches Tels étoient les fruits de cette horrible institu-

tien qui n'avoit admis aux places militaires que des nobles. Le désespoir rendit injuste et barbare. Des plumes vénales reproduisirent ces reproches sous tant de formes, qu'encore aujourd'hui, dans plus d'une classe, des lumières plus sûres n'ont rien pu sur l'opinion.

Une Armée mal conduite avoit été battue par une armée supérieure et bien menée. Tel avoit été le fait. Il étoit inutile de recourir, pour le concevoir, à des causes mystérieuses ou à des imputations diffamantes. La veille de l'action, il n'y avoit plus un homme raisonnable qui n'eut prédit l'événement. Il auroit fallu à l'armée Prussienne la supériorité de la position et de la conduite, pour que la partie eut été égale entre elle et l'armée françoise. Mais, dès le 13, il étoit prouvé, non pas pour le connoisseur, il l'étoit aux yeux du dernier soldat qu'outre ses autres avantages, l'ennemi étoit en possession de cette supériorité là. L'armée fit son devoir autant qu'on avoit mérité qu'elle le fit. Plus d'un corps se battit très bien de l'aveu

des François eux mêmes. Mais, quand on mène au feu, sous des auspices pareils, des soldats tout neufs, ou ne doit pas s'attendre à des miracles. Quant aux officiers, rien n'est à leur charge. Les voix des témoins oculaires ont été recueillies depuis; des traits de dévouement, d'héroïsme, ont été tirés de l'oubli. Les listes de nos pertes dans cette fatale journée sont enfin connues, authentiquement, avec preuve. On sait que plusieurs régimens ont perdu la moitié de leurs officiers. On sait que, presque dans tous, le nombre des officiers blessés ou morts à été sans proportion avec celui des simples soldats. Ils ont fait en hommes d'honneur et ils ne pouvoient faire autrement; car, quelle qu'ait été d'ailleurs leur mesure intellectuelle et morale, ils avoient été nourris d'honneur dès l'enfance. C'étoit un spectacle déchirant que de voir, après la bataille et les semaines suivantes, ces malheureux, errans sans patrie et sans estime, se disant avec amertume ce qu'ils auroient pu devenir sans

les fautes d'un seul homme, et livrés innocemment à l'insulte. Mais leur proscription datoit de plus haut; l'opinion publique poursuivoit sur eux une plus ancienne vengeance. Dès longtems, il y avoit eu chez nous une espèce de rivalité entre les nobles et ceux qui ne l'étoient pas, ou plutôt entre la classe militaire et celle des citoyens. Le peuple gâté par beaucoup de liberté, ne souffroit des contrariétés qu'avec impatience. Il en éprouvoit quelquefois de la part des jeunes officiers qui, forts de la considération que leur donnoit l'uniforme et des armes qu'ils ne quittoient pas, n'avoient pas toujours la générosité de se dire que cette supériorité même leur fesoit une loi de la modestie. C'étoient là des torts, des torts graves, d'autant plus graves qu'ils pouvoient devenir habitude et ton, et qu'une telle habitude survit quelquefois aux leçons même de l'adversité. Mais ces torts, dans les officiers nobles, étoient de leur état et non de leur caste; le public confondoit en eux

le double rapport, la prérogative militaire et la prérogative héréditaire, et, dans le pays du monde où l'institution de la noblesse a été le moins oppressive, la noblesse a été le plus poursuivie.

On se le rappele. En parlant de l'armée dans ma première partie, je n'ai hasardé qu'avec timidité quelques mots sur la règle exclusive qui présidoit au choix de nos officiers. Si, à la suite de nos malheurs, le Roi renversoit nos constitutions, si à l'avenir toutes les espérances étoient permises à toutes les classes, j'ose le croire, les officiers, choisis dans le tiers état, s'efforceroient de prouver que l'honneur chez nous est le domaine de la nation toute entière. Mais, ces preuves, quelque doux qu'il soit d'y compter, sont encore à faire. Que la première soit, s'il se peut, dans notre humanité et surtout dans notre justice. Rougissons de répéter au hasard des accusations qui ne flétrissent que l'accusateur. Ne vengeons pas sur une classe respectable et malheureuse, les torts de quelques individus.

Songeons que les hommes légers qui nous la font méconnoitre, sont ceux qui vont cherchant les regards, et que notre oeil n'atteint pas dans leur retraite cette foule d'hommes d'honneur qui portent le deuil d'une patrie, qu'ils n'ont pu sauver, et d'une gloire ensévelie, sans leur faute, avec la fleur de leurs braves camarades.

Les événemens qui ont suivi la bataille, ne s'expliquent que par un délire. Ces armées capitulant en masse, ces forteresses tombant sur un coup de pistolet, rien de tout cela n'étoit possible qu'au milieu d'une dissolution générale. Plus le soldat s'étoit aveuglé sur le danger de l'état, plus il le mesura dans son horreur. Il vit tout perdu, dès qu'il ne vit plus tout à gagner. Le courage est comme l'amour, il veut de l'espérance pour nourriture. Les généraux partirent de l'idée que c'en étoit fait de l'état, surtout quand notre cruelle étoile eut permis qu'une lâcheté sans excuse livrat Custrin, ce rempart des provinces où l'ennemi n'avoit pas percé, et qu'un gou-

verneur en enfance ouvrit Stettin à quelques chasseurs. Ces deux horreurs que rien ne colore, ajoutèrent encore à l'impression profonde qu'avoit faite peu de jours auparavant ce moment énigmatique, où le Prince de Hohenlohe, un général brûlant de patriotisme et d'honneur, à la veille d'atteindre le fleuve, dans une contrée vierge, où après lui les François ont su trouver l'abondance, avec des munitions suffisantes, comme un des plus dignes officiers de l'artillerie l'a récemment attesté, avoit capitulé devant une avant-garde ennemie, au milieu des cris de désespoir de ses soldats. Juger un tel homme avec des données incomplètes, seroit imiter nos tristes folliculaires. Lui-même un jour lèvera le voile qui couvre cette malheureuse journée. Mais, quelle qu'en soit l'histoire, il n'en est pas moins sûr que l'exemple, la perte du corps le plus considérable qui nous fut resté, celle des autres divisions qu'elle entraina, et le champ immense que la chûte des deux forteresses ouvroit à l'ennemi, acheva d'é-

garer, dans les autres places, des hommes jusqu'alors irréprochables. A leurs yeux la monarchie n'étoit plus. A quoi bon sacrifier sans fruit de braves soldats? Pourquoi laisser ensévelir sous la cendre des villes florissantes? Magdebourg et Hameln se rendirent, comme Memel se seroit rendu, si les François avoient poussé jusque là. Calcul affreux, positivement condamné par le code militaire, mais non moins punissable en saine logique. Car où en seroient les états, si chaque officier étoit juge de l'importance de son poste, et qu'un revers devint l'excuse d'un autre revers? Nous allons voir ce que l'erreur de deux ou trois généraux nous a coûté.

Rappelons encore, avant de passer aux résultats politiques, qu'il est un point de comparaison pour juger l'armée, qui prouve tout ce qu'elle avoit de moyens en elle-même, et combien peu il auroit fallu pour l'élever à son ancienne hauteur. La division de la Prusse Orientale étoit intacte. Nous la verrons bientôt repa-

roître sur le théatre et nous nous retrouverons tout d'un coup au milieu des Prussiens de 1756. Je dirai les causes, elles nous laveront de notre première campagne, autant qu'elles honoreront la seconde.

Il est tems de revenir à l'homme qui, au milieu du renversement universel, auroit été moins malheureux, s'il n'avoit eu à perdre qu'un trône. Son peuple, son devoir, telles étoient les images désolantes qui le poursuivoient. Venoit-il de condamner l'un à un désespoir sans remède? Etoit-il bien sûr d'avoir fait l'autre, en allant au devant d'un danger que sa raison mesuroit si bien? Le Roi, après la journée de Jena, avoit rejoint à Magdebourg l'armée battue. Là, il ne fut plus difficile de décider ce qui lui restoit à faire. La paix étoit la dernière condition d'un demi-salut. Tout le monde se réunit à la conseiler, de quelque prix qu'il la falut acheter. La cruelle leçon avoit corrigé les plus opiniâtres. On envoya le Marquis de Lucchesini au quartier gé-

néral de l'Empereur, pour demander la paix au nom de Sa Majesté. Le général de Zastrow lui fut associé quelques jours après.

Le Roi, après avoir donné les ordres nécessaires pour que l'armée se repliât à marches forcées sur l'Oder, la dévança pour sa personne et se rendit à Custrin. J'ai entendu demander pourquoi l'armée n'étoit pas restée sous le canon de Magdebourg, et pourquoi le Roi l'avoit quittée? Si l'on avoit laissé le tems aux françois d'inonder les Marches, et à l'armée qui se rassembloit en Hollande, celui d'arriver de l'autre côté, nos troupes, acculées contre les remparts d'une seule place, et affamées en peu de semaines, auroient été détruites en masse. Avec des efforts de promptitude au contraire, on pouvoit encore atteindre l'Oder, respirer sous la protection de ses forteresses, attendre les Russes, donner quelque poids aux négociations. Quant au Roi, il dût quitter Magdebourg parcequ'il importoit qu'il reparût lui-même dans les provinces qu'on

pouvoit sauver encore. Les autorités, frappées de terreur, n'auroient rien fait de ce que le moment prescrivoit. Il falloit la présence du maître pour rendre du nerf aux commandans et un peu d'espérance aux peuples. Il la falloit surtout pour hâter les communications avec la Russie, vers laquelle nos derniers regards se portoient, si la paix n'étoit pas acceptée. Le Roi prit en effet pour chacun des nouveaux besoins, des mesures utiles et promptes; mais à peine eut-il tourné le dos à Custrin, pour aller presser dans la Prusse la marche de nos derniers corps, et surtout celle des Russes, que deux ou trois lâches portèrent le coup de grâce à l'état.

Les négociateurs Prussiens avoient trouvé auprès de Sa Majesté Impériale moins de difficultés qu'ils n'avoient eu lieu d'en attendre. Déjà avant que les hostilités commençassent, le langage de ce prince avoit été celui de la paix. Contraste inexplicable, qui achève de dérouter les calculs, et qui a fait chez nous le désespoir de l'homme d'état. Encore la veille de

la bataille, Napoléon avoit écrit au Roi une lettre, toute pleine d'intentions consolantes. Cette lettre parvint trop tard, ce qui ne fut point un malheur, comme bien des gens l'ont pensé; car, dans la situation désespérée où l'armée Prussienne se trouvoit alors, coupée, mourant de faim, elle ne pouvoit abandonner son sort à une discussion, même de vingt quatre heures, et devoit commencer par se frayer un passage. Lucchesini et Zastrow transmirent au Roi les conditions auxquelles l'Empereur consentoit à rétablir l'ancienne intelligence des deux états. Ces conditions étoient dures, mais proportionnées à nos revers. Comparées à paix de Tilsit, elles étoient une fortune; car elles nous laissoient Magdebourg et la vieille Marche, et ne fesoient pas même mention de la Prusse méridionale. Vingt cinq milliens d'écus de Prusse devoient se payer à titre de contribution.

Le malheureux Frédéric Guillaume, la mort dans le coeur, souscrivit à la volonté du plus fort. Il ne manquoit

plus au traité que la signature de l'Empereur.

Dans l'intervalle, il ne s'étoit point passé de jour où ce souverain n'eut reçu quelque nouvelle, aussi étonnante pour lui-même que désespérante pour nous. La capitulation de Prentzlow, celles qui la suivirent, la chûte de Stettin, de Custrin, de Spandau, de Hameln, de Magdebourg, tous ces événemens qu'il n'auroit pas cru possibles, avec quelque génie qu'il eut poursuivi ses avantages, lui firent envisager d'un autre oeil sa situation. Ce n'étoit plus une victoire seulement qu'il avoit pour lui. Il se voyoit maître de la monarchie presqu'entière, maître de ses moyens militaires, géographiques; maître surtout de l'Oder et de ses passages les plus importans. Il pouvoit arriver sans résistance à la Vistule. S'il n'étoit plus douteux que les anciens griefs de la France et de la Russie, ne dussent un jour se décider par les armes, le moment paroissoit unique. L'Empereur voulut en profiter pour vider la dernière querelle

qui divisoit le continent, et asseoir le nouveau système sur une base que ne fut plus attaquée. Il rompit les négociations. Il fit marcher ses troupes vers la Prusse Méridionale. Il appela les anciens Polonois sous ses drapeaux, et quand, de ce coté là, une insurrection promte, terrible, comme tout ce que font les François, eut comblé la mesure de nos dangers, il fit offrir au Roi, non plus la paix, mais un armistice.

D'après les conditions de cet acte, Colberg, Danzig, Graudenz, Glogau, Breslau devoient être remis aux François. Le Roi devoit, avec toutes les troupes qu'il avoit encore, se retirer dans les limites de la Prusse Royale, et là, rester immobile et neutre jusqu'à la décision de la guerre entre les deux grands empires.

Les négociateurs Prussiens avoient signé. Le Roi refusa de ratifier leur ouvrage. Personne plus que lui ne désiroit la paix. Personne ne sentoit mieux la nécessité des sacrifices, et cependant la pluralité des voix dans son conseil ne put ébran-

ébranler sa résolution. C'étoit à ses yeux un de ces momens, où la défense pure et simple de soi-même simplifie les questions et dispense de l'examen. La France en effet ne s'étoit pas expliquée sur les conditions de la paix future. Elle avoit demandé seulement que nos dernières défenses lui fussent livrées, sans que cette aveugle confiance dût nous valoir la moindre garantie pour l'avenir. Il y a plus. Elle avoit cru dompter l'orgueil de l'Angleterre par la terreur de son attitude actuelle; n'ayant pas encore contre les tyrans des mers les moyens que la paix de Tilsit lui donne aujourdhui, elle avoit annoncé que les états conquis seroient entre ses mains un gage, dont elle ne se dessaisiroit qu'à l'époque de la paix avec sa rivale. C'étoit nous ôter jusqu'au rêve d'une espérance, car à Londres on n'auroit pas sacrifié la hutte d'un nègre pour nous sauver des couronnes. Enfin, en acceptant l'armistice, nous nous ôtions le seul appui qui fut pour nous quelque chose; nous trahissions la Russie; nous la

trahissions pour une espérance illusoire; car cette tranquillité même que l'armistice promettoit au Roi dans un petit coin de sa monarchie, auroit été d'un moment. Les Russes, abandonnés et sans devoirs envers nous, les Russes qui, pour atteindre leur adversaire, avoient besoin de la Prusse et de ses ressources, n'auroient point reconnu cette triste neutralité, et le Roi, sans forces, sans alliés, sans garanties, victime de la campagne, pouvoit l'être encore de la paix.

Mais les refus du Roi, quelque justifiés qu'ils fussent, nécessitoient une autre résolution, incommensurable dans ses suites. Les hostilités avoient commencé entre les troupes françoises et russes. Le premier corps détaché par le noble Alexandre sur les instances de son allié, dans le tems où la guerre contre la France avoit été decidée sans retour dans le cabinet de Berlin, arrivé trop tard pour nous sauver les grands coups, trop foible pour faire tête aux armées françoises qui, comme un torrent, inondèrent la nouvelle Prusse, s'é-

toit retiré en combattant toujours jusqu'au Bug. Là, les renforts arrivoient à grandes journées. Ce n'étoit plus comme auxiliaires que les Russes paroissoient en scène. La guerre du foible étoit oubliée. Le choc prochain des deux grandes puissances fixoit les yeux de l'Europe. Il alloit froisser la Prusse. Mais la Prusse ne pouvoit plus rien pour s'en garantir. Sans espérance du côté de la France depuis la rupture des négociations, il fallut qu'elle se jetât entre les bras de la Russie, et qu'elle livrât encore une fois ses frêles destinées à l'issue de cet horrible combat.

Nos troupes joignirent l'armée du général Benningsen. La guerre recommença avec fureur. Ni les rigueurs de l'hiver, ni des routes impraticables, ni les maladies, ni la misère ne purent refroidir l'animosité des deux partis. On se chercha tour à tour, on fit de part et d'autre des prodiges de valeur et de patience, jusqu'à ce que l'épouvantable massacre d'Eylau força les deux armées à respirer un moment.

Napoléon s'étoit rendu justice. Tout autre que lui auroit payé cher le courage qui, du Rhin, l'avoit amené dans nos marais. Ici, tous les avantages étoient pour son adversaire, les lieux, les distances, les habitudes. Si ces braves Moscovites avoient eu à leur tête, je ne dis pas un chef qui l'eut balancé, mais une mesure moins disproportionnée de talens, d'activité, d'audace, la situation des François étoit difficile. On ne sut profiter de rien. Après la bataille d'Eylau qui ne fut ni une victoire ni une défaite, mais une de ces boucheries douteuses qui deviennent une victoire le lendemain pour l'audacieux qui se l'arroge et qui la poursuit, on recula jusqu'à Koenigsberg. Cependant une bataille indécise étoit bien autre chose pour les François que pour les Russes. Les François avoient derrière eux des forteresses que nous occupions encore, des communications fatigantes, et, pour vivre, une province dévorée. Les difficultés de la saison, du terrain, étoient neuves pour leurs soldats. Les Russes, au coutraire, étoient à la sour-

ce de leurs moyens. Le climat étoit le leur. Ils avoient Koenigsberg, la mer, l'abondance s'ils savoient user de ces deux ressources, des retraites sûres si la fortune leur tournoit le dos. C'est dans des circonstances pareilles qu'un grand capitaine ne craint pas de hasarder. Mais il étoit dit qu'il ne manqueroit à la gloire militaire de Napoléon, que d'avoir une fois en tête un talent digne de lui.

Cependant la masse des obstacles étoit telle, que jamais, si je ne me trompe, l'Empereur n'avoit eu plus besoin de l'usage continu de ses ressources. L'intrépidité des Russes avoit mérité l'admiration des François eux-mêmes. A côté d'eux, au delà de la Vistule, l'Empereur avoit retrouvé un autre ennemi qu'il croyoit hors de combat sans retour, et qu'il revit bien différent de ce qu'il l'avoit vu. Les troupes prussiennes s'étoient remises de leur premier étonnement. Elles n'avoient pu être écrasées en masse cette fois comme la première, parceque, malgré les miracles de la tactique françoise, il avoit été phy-

siquement impossible qu'à deux cents milles de chez eux, encore entourés de tous les côtés de positions ennemies, succombant à la fatigue des marches plus qu'à celle des batailles, les François eussent mis la même rapidité dans leurs mouvemens. Nos soldats, avant les grandes actions, s'étoient assayés dans des rencontres. Nos officiers n'étoient plus étrangers à cette expérience des camps, que des simulacres ne donnent pas. Le courage, le patriotisme étoit ce qu'il avoit toujours été; mais il s'étoit nourri de cette confiance dans les chefs et de cette idée de soi, qu'un grand revers paralyse. Des principes faits pour effrayer les lâches, avoient été proclamés par le Roi, et les peines prononcées contre les auteurs de nos misères, avoient rappelé les têtes foibles à la sévérité du devoir. L'armée se remontra digne d'elle. A Eylau, ce fut notre brave Lestocq avec son corps qui fit la clôture de la journée. Les François rendirent justice à la valeur brillante de nos troupes, et les Russes furent assez

généreux pour convenir qu'ils leur avoient dû leur salut.

Dans les places, d'autres commandans offrirent le même contraste avec leurs lâches camarades. Car Napoléon ne poursuivoit pas un objet, il les embrassoit tous à la fois, et nos forteresses furent attaquées presqu'en même tems. En Silésie, ce fut à ses auxiliaires qu'il abandonna la conquête de la province. Là, nous n'avions que des rassemblemens de fayards, de recrues, de déserteurs. Le nombre des places à garder partageoit nos foibles moyens. Il y eut des actions d'éclat, il y eut de belles résistances; mais là aussi des souvenirs honteux indignent le patriote, et Schweidnitz n'est plus nommé par les braves Silésiens qu'en rougissant.

Ce fut en Prusse, ce fut en Poméranie, dans cette province favorite du grand Frédéric, que tous les souvenirs furent purs. Napoléon, après la bataille d'Eylau, s'étoit jeté sur la gauche, pour refaire ses troupes épuisées par la disette et les marches, dans les riches contrées de

Marienwerder et d'Elbing. On eut le tort de permettre qu'il s'y établit. Son armée y trouva l'abondance avec un peu de repos. Mais le repos de l'armée françoise ressemble à l'activité des autres armées. Tandisque, dans des cantonnemens dont l'art avoit fait une immense forteresse, le gros des troupes restoit tranquille vis à vis des cantonnemens ennemis, un corps entreprenoit le siège de Danzig, un autre celui de Graudenz, un troisième attaquoit Colberg. De son quartier général, l'Empereur conduisoit vingt opérations a la fois. Il dictoit les mouvemens en Silésie, il achevoit d'organiser l'insurrection Polonoise, il pourvoyoit aux besoins de la prochaine campagne, il créoit des armées neuves en France, il donnoit au Nord le spectacle de vingt nations différentes rassemblées sous l'aigle françoise, alliés de tous les tems, alliés de huit jours, tous marchant avec des affections, différentes et des intérêts qui ne se ressembloient pas, tous mus par une seule intelligence vers un seul et même but.

Les intérêts politiques l'avoient occupé comme ceux de la guerre. Plus d'une tentative pour ramener la paix, échoua contre des espérances trompeuses. L'Empereur envoya jusqu'à Memel un général de confiance, pour offrir au Roi de s'entendre. Mais il étoit trop tard. Le Roi, entouré des armées russes et ne possédant plus dans sa monarchie qu'un coin de terre, eut en vain prêté l'oreille à ces offres. Son sort étoit entre les mains de son allié. Lui-même n'avoit plus de résolutions à prendre.

La conservation de Danzig étoit pour les alliés d'une importance, qu'ils ne méconnoissoient pas. Cependant, les deux grandes armées restèrent trois mois en présence, sans que le général Benningsen tentât rien pour faire lever le siège. Quelques renforts par mer, voilà tout ce que le gouverneur put obtenir. Encore, cette ressource lui fut-elle ôtée par la perte d'un poste, qui fesoit sa communication avec le port. Le général Kalkreuth abandonné à lui-même fit ce qu'on devoit attendre d'un élève de

Frédéric. Dans une place irrégulièrement fortifiée, il épuisa tout ce que l'art et le courage offrent de moyens au grand capitaine, et, après une défense aussi longue qu'honorable, il ne rendit la ville qu'à des conditions qui achèvent de le juger.

Graudenz, Colberg furent plus heureux. Défendues avec la même intrépidité, ces deux places purent prolonger leur résistance jusqu'à la paix, et n'ouvrir leurs portes qu'au courier qui leur en porta la nouvelle.

Recevez l'hommage de la reconnoissance nationale, digne Courbière, brave Gneisenau. Vos noms, qu'on aime à répéter, nous consolent de quelques noms flétris dans nos annales. Jouissez de votre gloire et de l'estime d'un maître chéri. Jouissez du rang où votre courage vous a placés. C'est vers vous, vers vos pareils que nos regards se reportent avec une satisfaction douloureuse, quand le superbe étranger nous juge sur nos malheurs.

Et vous aussi, dont les vertus modestes n'ont eu que l'aiguillon du devoir, habitans de Colberg, vous qui avez vu d'un oeil sec la ruine de vos maisons, et partagé avec le soldat les veilles et les fatigues, dignes enfans de ces bourgeois-héros qui, dans la guerre de sept ans, défendirent presque seuls leurs foibles murailles contre une armée, prenez parmi vos concitoyens la place qui vous est due. Que Frédéric Guillaume verse sur vous les récompenses et les distinctions. La nation n'en sera point jalouse. Elle vous dispute le prix de l'amour et de la fidélité. Mais vous avez donné un grand exemple de patience et de dévouement. Vous avez des titres qui ne sont qu'à vous.

A peine Danzig fut tombé, que les alliés sortirent de leur inaction. Ils attaquèrent presqu'en même tems toute la ligne françoise. Le beau moment étoit passé. Napoléon, délivré des soins du siège, et renforcé de toutes les troupes qu'il avoit occupées devant la place, re-

prit à son tour l'offensive. Du 5 Juin au 14, coula des deux parts des torrens de sang. Ce ne fut qu'un seul massacre qui dura dix jours. Les Russes se battirent comme des lions, mais en reculant après chaque affaire. Enfin, ils se laissèrent couper de Koenigsberg, et la journée de Friedland mit fin à la grande tragédie.

Les deux Empereurs se virent. Ce moment non seulement les réconcilia; mais il établit entre eux, à ce qu'il semble, un rapport intime. La paix n'en fut que la première suite. La réunion du continent tout entier sous un seul principe politique, en devint bientot après le grand résultat.

Le sort de la Prusse fut ce qu'il devoit être, un accessoire que les deux souverains réglèrent entre eux, en balançant les intérêts principaux. Sans doute Alexandre, plus heureux, auroit mieux fait pour son ami. Puisse la grande relation, dont il étoit impossible que nous ne fussions pas les victimes, devenir ce qu'elle promet à

l'Europe, le lien des nations et le sceau d'une paix durable!

La paix de Tilsit coûta à la Prusse la moitié de ses provinces, une population de cinq milions d'ames, son rang entre les puissances, et sera dans les états qui lui restent, le principe d'un long anéantissement. Jamais, depuis les traités de Rome avec les rois vaincus, une paix plus tragique n'avoit terminé une guerre plus malheureuse. Telle fut l'issue de ce combat de neuf ans contre une fatalité, qui avoit trompé tour à tour et les espérances de la sagesse et les calculs du désespoir.

O Frédéric Guillaume, ô mon noble souverain, soyez maître, s'il se peut, de votre douleur. Si les objets qui vous entourent la réveillent, rentrez en vous-même. C'est dans votre conscience, c'est dans votre ame céleste que sont pour vous les consolations. Votre couronne fut moins que le devoir à vos yeux. Longtems vous avez sacrifié à votre peuple ce que d'autres appelaient la gloire; vous avez fini par un

plus grand sacrifice. Vous avez exposé votre vie; c'étoit peu de chose, vous ne l'aimiez que pour nous. Mais vous avez exposé notre bonheur, et, si vous vous obstinez à vous méconnoître, cette idée sera le poison lent qui consumera vos jours. Non, vous êtes innocent de notre chûte. La paix de Tilsit est un héritage que votre prédécesseur vous a laissé. C'est en 1791 et en 1795, c'est à Pilnitz et à Grodno, c'est lorsqu'on a marché en Champagne et anéanti la Pologne, que l'acte fatal a été conclu. Vous vous êtes assez débattu contre les suites de fautes, qui n'avoient pas été les vôtres. Des événemens plus forts que la sagesse de l'homme, ont lentement miné votre trône. Quelque parti que vous eussiez pris, vous n'auriez eu que le choix des maux. Vous n'auriez rien sauvé en prenant les armes plus tôt; car vous ne pouviez rien contre la nature des choses. Vous auriez peu sauvé en les prenant pour une autre cause; car vous étiez, grace à l'erreur d'un autre règne, aussi foible contre la Russie que contre la France, et, s'il

vous en avoit coûté moins de provinces, il vous en auroit coûté autant de ravages et la même dépendance. Vous pouviez aller au devant des fers et descendre sans résistance de votre rang; mais votre peuple est assez juste pour n'avoir pas oublié que tous les liens du respect et de l'amour étoient rompus entre vous et lui, sans vos résolutions de l'année dernière. Vous n'avez eu qu'un moment plus beau que les autres; on vous l'a fait perdre. Et encore, qu'est ce que la triste prudence des hommes! Dans ce siècle d'agitations, que de chances pouvoient vous égarer, même sur la route qui nous sembloit la plus sûre! Le passé, l'avenir; vous marchez entre ces deux consolateurs. Consacrez à l'un votre vie, vous le devez, mais quelquefois, aprés l'heure du travail, reposez sur l'autre votre oeil fatigué. Jouissez de vos souvenirs, ils sont purs comme vous même. Neuf ans votre peuple a été le peuple le plus heureux de la terre, tranquille par votre sagesse, libre sous vos douces loix, meilleur par vos beaux exemples. Avec cette voix

intérieure, vous serez encore digne d'envie. Revenez, revenez dans votre capitale, tous les coeurs volorent au devant de vous. Vous trouverez votre nation, au sortir de l'école du malheur, plus digne d'un tel maître. Elle a mieux senti tout ce qu'elle possédoit en vous, depuis qu'elle a tremblé de vous perdre. Elle ne vous aime pas plus, mais elle vous aime mieux. Elle vous adoucira tous les sacrifices, elle ira au devant de toutes les privations, s'il en faut de grandes pour vous en épargner de petites. Vous ne serez plus entouré de la pompe des arts ni des jouïssances de la richesse. Vous ne verserez plus autant de bienfaits sur le talent; mais vous pourrez encore faire dn bien, guérir doucement nos playes, consoler notre misère. Votre peuple a beaucoup souffert; il en sera plus sérieux, plus simple, plus moral; et, quand il aura rempli les devoirs du citoyen, sa récompense sera de voir la sérénité sur votre front.

Je parle de privations. En effet, le plus grand malheur de la paix de Tilsit,

n'étoit pas dans nos pertes territoriales. La Prusse, il est vrai, réduite à la moitié de son ancienne étendue, n'avoit conservé que des provinces sans ensemble et plus que jamais sans défense. Eh bien, un état foible peut être florissant aussi. La France et la Russie avoient cessé de se haïr. Leur rapport nous auroit promis une longue paix. Pourquoi une intelligence sincère ne se seroit-elle pas établie entre Napoléon, sûr de sa grandeur, et le Roi qui n'auroit plus eu que de paisibles devoirs? Sans prétentions ambitieuses, avec une armée réduite comme elles, nous aurions plié sous notre sort, si du moins un bonheur modeste nous avoit consolés de la perte de la gloire. Mais nos playes intérieures saigneront longtems! Toute la Prusse est un désert. Depuis la Vistule jusqu'au Pregel, les villages sont en cendres, les champs sans culture, le bétail détruit, le laboureur errant. Dans les provinces, qui n'ont connu de la guerre que le poids des marches et des fournitures, l'habitant n'a pas encore quitté le toit

paternel, mais il vit de ses dernières ressources, et, pour se défendre de la misère, il s'ôte les moyens de se relever. Le numéraire s'est écoulé par trente routes, le commerce est anéanti. En vain l'industrie s'agite, les conditions du travail n'existent plus. Les papiers de l'état perdent au delà d'un tiers; non pas qu'ils soyent en effet moins sûrs, la monarchie périroit avant que Frédéric Guillaume manquât à ses engagemens; mais parceque l'argent a disparu et qu'on le paye à tout prix. Dans cet état de détresse, quand nous aurions besoin des secours du dehors pour respirer, une contribution pénible a frappé les provinces qui nous restent. L'état doit payer, non pas pour le recouvrer un jour par une circulation bienfaisante, un trésor que dix ans d'économie n'auroient pu créer dans nos beaux tems. Que pourra-t-il pour rendre au laboureur un toît, des semailles? Le sang du peuple engraissera d'autres terres. Tout ce que la sagesse eut inventé de ressources est proscrit d'avance par les traités. Ils ont af-

franchi pour l'étranger le commerce de nos fleuves. Ils ont tracé a travers nos provinces des routes sur lesquelles nos loix seront sans pouvoir. Une source riche est fermée à l'administration, et avec elle conbien d'autres vont tarir! Les impots indirects, dont le poids se fesoit moins sentir que tout autre, sont une chimère, depuis qu'a la suite de ces réglemens, la contrebande est sans entraves. Tout notre système de recette est renversé. Un régime dur, il le faut, pompera la substance qui nous reste, et nos enfans, n'hériteront que de notre deuil.

Eh bien, travaillons pour eux, si nous ne pouvons rien pour nous. Que nos enfans du moins transmettent aux leurs un autre héritage. Prussiens, ne désespérez pas de la patrie. Quelque vrai que soit le tableau que j'ai tracé, une administration comme la vôtre a des moyens inconnus ailleurs. Vous avez un maître qui n'a de besoins que ceux de l'état, un ministre dont les conceptions sont grandes, des voisins qui n'ont plus d'intérêt à vous nuire

et, au défaut du crédit de la richesse, le crédit de la probité. Une volonté ferme a fait de plus grands prodiges *). Prenez confiance dans votre gouvernement, mais secondez ses efforts. *Faites vous* les vertus de votre *condition*. Vous avez voulu être les Athéniens de l'Allemagne, soyez en les Spartiates. Ce qui vous convient désormais, c'est la patience, le travail, l'économie. Défendez-vous des souvenirs qui séduisent, et que le luxe d'un moment ne *contraste plus dans vos demeures* avec le besoin de tous les jours. Ce goût effréné du plaisir qui démoralise la capitale, et qui, de la capitale, a passé dans les autres villes et de là dans les provinces, défendez de ses pièges vos femmes et vos enfans. Aimez-vous, la bienveil-

*) Je cite encore Frédéric II. Ses ouvrages sont nos livres sibyllins; on y trouve tout. Voyez-y l'horible tableau de nos provinces à la clôture de la guerre de sept ans. Ses couleurs sont plus noires que les miennes. Et cependant, que n'avons-nous pas été depuis!

lance console. Que le malheur ait rapproché tous les coeurs et confondu toutes les classes! Rougissez de ces préventions haineuses qui ont éloigné le citoyen du citoyen. Honorez le soldat qui doit vous défendre, et que le soldat soit modeste, parceque la modestie pare la bravoure. Surtout, soyez sujets soumis et respectueux. Craignez de juger vos maitres. La chose publique a ses mystères, et, parmi les motifs qui décident l'autorité, il en est toujours qu'on ignore. Cette autorité ne ressemblera plus à celle qui fit ves délices Vous aurez une cour austère, vous aurez des loix dures. L'état obéré vous demandera compte de vos jouissances, et vous payerez cher les plus simples. Ainsi le veut la nécessité. Dites vous d'avance quels seront vos devoirs et ceux du Roi, méritez par votre résignation que des jours plus beaux se lèvent pour vous. Si ce sont là les exemples que vous donnez au monde, vous serez respectés de vos voisins plus que vous n'en avez été craints autrefois.

Les révolutions parcourent la face du globe. Chaque peuple a ses époques de grandeur et de nullité. Peut-être, si nous savons préparer la fortune de nos enfans, les destinées de la Prusse se relèveront quelque jour. Aujourd'hui bornons nos voeux à demander au ciel, que le vainqueur daigne nous rendre bientôt à notre triste tranquilité. Un silence effrayant va succéder au tumulte, dans nos demeures qu'il aura quittées. Alors seulement nous pourrons sonder nos playes, alors nous sentirons les remèdes dans leur amertume. Jusques là rien n'est possible, et l'état meurt lentement de son mal. Napoléon a usé de sa victoire, il a pris de nous la vengeance qu'il a cru juste; mais il ne peut vouloir notre ruine entière. Son peuple en seroit-il plus heureux? Il a disposé un an de la monarchie, il la connoit il sait que nous sommes un peuple pauvre, que cette longue convulsion nous tue, qu'un million de familles tournent les yeux vers lui dans leur agonie. Il saura concilier les grandes vues de sa

politique avec la pitié qu'il doit à notre malheur. Il sera généreux comme il est grand, et ses braves soldats iront dans la douce patrie conter leurs peines, et nous oublierons un moment les nôtres en revoyant nos maitres.

DC 229 .L84 C.1
Materiaux pour servir a l'hist
Stanford University Libraries
3 6105 039 837 146